



Bouc émissaire yougoslave

Pour la première fois dans l'histoire de la Yougoslavie communiste, un premier ministre présente la démission collective de son gouvernement. Critiqué de toute part, incapable de mettre en œuvre le plan d'austérité réclamé par le Fonds monétaire international en échange d'un prêt de 400 millions de dollars, Branko Mikulic a glissé la clé sous la porte. Mais, avant de partir, il n'a pas hésité à exprimer tout haut ce qu'il avait sur le cœur. Devant l'Assemblée nationale, vendredi, et devant les caméras de la télévision qui retransmettaient son discours en direct, il a constaté que son cabinet était injustement tenu pour responsable de tous les maux qui s'abattaient sur la Yougoslavie : la crise économique, l'inflation de 250 %, les grèves, les conflits interethniques, la mauvaise gestion des entreprises, les investissements malheureux et le cancer bureaucratique.

Tout en admettant que son cabinet n'était pas sans défaut, Branko Mikulic a rappelé aux députés que les pouvoirs du gouvernement fédéral, dans le système yougoslave, sont particulièrement restreints.

Que peut-il faire ? Promettre des mesures économiques raisonnables, mais sans pouvoir en contrôler l'application, soumise en pratique à l'appréciation et au bon vouloir des parlements des six Républiques et des deux régions autonomes de la Fédération. Celles-ci surveillent jalousement leurs intérêts particuliers et relèguent l'intérêt général au second rang : des milliers d'instances ont leur mot à dire. Au cours des derniers semaines, on a entendu plusieurs responsables politiques déclarer publiquement que le « plan de la dernière chance » proposé par le gouvernement était bon, et réclamer ensuite la démission du premier ministre... Tous les Yougoslaves s'accordent à dire que des réformes s'imposent, que le pays ne peut continuer indéfiniment à vivre au-dessus de ses moyens, mais personne ne veut en payer le prix.

La crise aiguë que traverse la Fédération ne date pas de mai 1986, date de l'entrée en fonctions de Branko Mikulic. Elle remonte, en fait, aux années Tito et au lourd héritage que le maréchal a laissé à ses concitoyens à sa mort, en 1980. D'abord, une dette monumentale. Un beau matin, les Yougoslaves ont découvert que le niveau de vie relativement confortable dont ils jouissaient était artificiel et qu'il avait été financé par des emprunts à l'étranger dont ils n'avaient jamais entendu parler.

La Constitution de 1974, œuvre de Tito, en instituant, au nom de l'égalité entre les nationalités, des présidences tournantes et en accordant de très larges pouvoirs aux Républiques, a transformé le gouvernement fédéral en une équipe de fonctionnaires et d'experts. Quant à la fameuse autogestion, elle a paralysé les prises de décision à tous les niveaux et alimenté des bataillons de bureaucrates et de cadres improductifs, spécialistes de la routine. M. Mikulic faisait sans doute allusion à tous ces facteurs lorsqu'il déclarait, vendredi, à Belgrade, que « plusieurs décennies d'erreurs » étaient à l'origine du marasme actuel.

La démission du premier ministre ne résout rien. Son successeur, qui devrait être désigné le 12 janvier, n'aura pas davantage d'autorité et sera confronté aux mêmes problèmes. Seule une réforme politique en profondeur semble pouvoir tirer la Yougoslavie de l'impasse. Mais pour la réaliser, il faudrait, hélas ! en revenir à l'inconcevable consensus.

M 0146 - 0102 0 - 6,00 F



3790146006000 01020

Les droits de l'homme et la détente

Washington accepterait la conférence de Moscou

Washington envisage d'accepter la tenue en 1991 à Moscou d'une conférence sur les droits de l'homme, a annoncé, vendredi 30 décembre, un porte-parole du département d'Etat, qui a souligné les « progrès en cours » dans le respect de ces droits en URSS et les « garanties données » sur l'organisation de cette réunion. Cet accord leverait le dernier obstacle à la conclusion de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, fin janvier à Vienne.

La liste des « progrès » que Washington constate dans la pratique soviétique en matière des droits de l'homme est impressionnante. M. Oakley, porte-parole du département d'Etat, a cité notamment la libération de six cents prisonniers politiques depuis novembre 1986 (c'est la première fois, sauf erreur, qu'un chiffre aussi élevé est avancé de source occidentale), dont tous ceux qui, à la connaissance des Etats-Unis, avaient été condamnés en vertu des articles du code pénal soviétique limitant les libertés politiques ou religieuses.

De même, le nombre de visas accordés aux candidats à l'émigration a été sensiblement accru, tant pour les minorités nationales (Juifs, Arméniens, Allemands) que religieuses, notamment pour

les chrétiens pentecôtistes. C'est ainsi que deux mille quatre cents Juifs soviétiques ont pu émigrer pendant le seul mois de novembre 1988, contre neuf cent quatre-vingt pour toute l'année 1986. Quant au problème de la réunification des familles, il est en voie d'être évincé du contentieux, au moins entre l'URSS et les Etats-Unis. Après la réunification de plus de cent familles, il ne reste plus qu'une douzaine de cas de ce genre. Un autre progrès est l'arrêt du broiement des radios occidentales émettant vers l'URSS.

MICHEL TATU.
(Lire la suite page 4.)

Les réminiscences
de Boris Eltsine
Page 4.

Début de reconstruction après le tremblement de terre

La ténacité des villageois arméniens

Le séisme qui a ravagé le nord de l'Arménie n'a pas épargné les nombreux villages disséminés dans les vallées et les montagnes. Les secours, plus difficiles que dans les grandes agglomérations, commencent aujourd'hui à s'organiser, avec l'active coopération des habitants eux-mêmes.

LERNAPAT
de notre envoyé spécial

Les deux médecins de Médecins sans frontières, Sylvie Bevain, française, et Raguet Stepanian, suisse d'origine arménienne, arrêtent leur Lada dans une cour du sovkhos. Les bâtiments d'exploitation agricole ont une drôle d'allure penchée mais on voit cela aujourd'hui d'un oeil presque froid. Deux tracteurs,

dont le mauvais état n'a rien à voir avec le tremblement de terre du 7 décembre, attendent sur la neige des jours meilleurs. Une grande tente a été dressée au milieu des bâtiments endommagés. C'est maintenant le centre administratif de Lernasap. Un amoncellement de vêtements venus des autres Républiques et de l'Eglise arménienne est en train d'être trié en attendant la distribution. Quelques personnes s'activent autour d'un poêle à bois. Dans un coin, une table avec quelques chaises : c'est de là que le directeur du sovkhos, M. Zertrossian, tente d'organiser au mieux un semblant de vie normale pour ses administrés.

Sanglé dans une grosse veste de laine noire, le visage buriné et carré, pas rasé depuis deux jours, ce solide quinquagénaire gère la situation avec un sens pratique. Devant lui, un boulier et la liste

Les effets du krach presque annulés

La Bourse a progressé de 56 % en un an

Effaçant en grande partie les pertes du krach d'octobre 1987, l'année 1988 a été excellente pour les marchés boursiers mondiaux. Vendredi 30 décembre, la Bourse de Paris a terminé avec un indice (le CAC-40) marquant une hausse des actions de 56 % en un an. Les autres places financières ont également enregistré de fortes progressions. L'indice mondial aura augmenté de plus de 20 % sur l'année.

Le krach a-t-il eu lieu ? Au terme d'une année brillante pour les marchés boursiers, la question peut se poser. Dans de nombreux cas, les résultats sont en effet étonnants. Ainsi Paris a monté de 56 % (source indice CAC-40) - deuxième plus forte hausse depuis vingt-sept ans, - Amsterdam de 58 %, Bruxelles et Stockholm ont à peine fait moins bien (+51 %). Avec un gain de 37 %, Tokyo fait rêver. Depuis le mois d'avril la Bourse du Japon avait effacé les traces du sinistre pour voler ensuite de record en record et culminer en fin d'année à son plus haut niveau historique. New-York (+12 %) et Londres (+5,4 %) ont déçu. Mais ces deux grands marchés avaient réussi fin 1987 à tirer leur épingle du jeu en s'ajoutant chacun un très léger gain

sur l'ensemble de l'année, respectivement de 0,5 % et de 8 %.

Une chose est certaine : le krach n'a pas semé la ruine. Mais il n'a pas non plus été un simple incident de parcours. Il a sonné le glas des bourses-Loto où l'on gagne à tous les coups. Des séquelles subsistent. La vague d'OPA actuelle en est l'un des aspects. Plusieurs années seront sans doute nécessaires pour les faire disparaître.

(Lire page 12 l'article
d'ANDRÉ DESSOT.)

« Le Monde » publiera lundi (numéro daté mardi 3 janvier) un supplément de quatre pages dressant le bilan complet pour 1988 des marchés boursiers.

Caisses d'épargne américaines

Opération sauvetage
PAGE 11

Paris-Dakar

La bienveillance
du Guide
PAGE 6

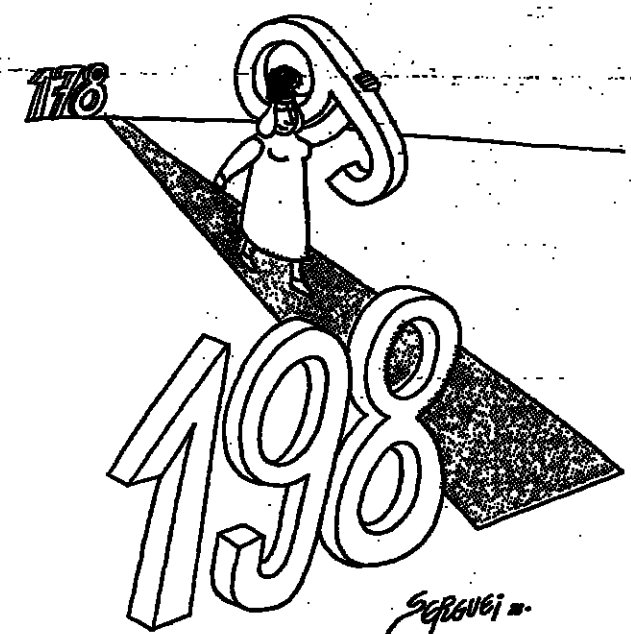
Mort du sculpteur Isamu Noguchi...

Un paysagiste
de l'art moderne

...et de l'écrivain soviétique Iouli Daniel

Un poète contestataire
PAGE 14.

Le sommaire complet
se trouve en page 14



Le Monde
présente à ses lecteurs ses meilleurs vœux
pour 1989

L'ouverture au Vietnam

Ho-Chi-Minh-Ville rêve de Saïgon

Sans attendre la fin de son intervention au Cambodge, le Vietnam s'ouvre de nouveau sur l'Occident. Touristes et investisseurs étrangers font, du coup, leur apparition dans Ho-Chi-Minh-Ville, l'ancienne Saïgon.

HO-CHI-MINH-VILLE
de notre envoyé spécial

La vie de M. Nguyen Van Thanh, ancien petit tailleur de Saïgon, a basculé il y a un an quand il a été promu, à l'âge de quarante-six ans, directeur de la Vitexco, une fabrique de vêtements fondée en octobre 1987 avec le concours d'une société de Singapour, la Thai Hin Lang. Il a passé le premier semestre de 1988 à former ses ouvriers et, dans la seconde moitié de l'année, il a déjà vendu quarante mille articles

(chemises, pyjamas, robes) en France, en Allemagne de l'Ouest et en Union soviétique. « En 1989, nous en exporterons un million », dit-il. La chemise française lui revient à 18 francs, confection et tissu importés compris. Il emploie cinq cent quinze personnes, dont le salaire mensuel moyen est de 80 000 dongs, soit à peine 120 francs. « Plus un repas par jour », précise-t-il.

La Vitexco est l'exemple type de ce qui peut se faire dans un Vietnam lancé désormais dans la grande aventure de l'ouverture. Le projet est modeste - un capital initial d'un demi-million de dollars dont la moitié fournie par la société singapourienne qui s'occupe, en outre, de la commercialisation - et sans risque : les trois cinquièmes de cette somme ont été affectés à l'achat de machines à coudre, importées de Singapour, et d'un générateur

pour pallier les coupures de courant. La Vitexco joue sur un créneau exceptionnel : la main-d'œuvre vietnamienne, très habile, est l'une des moins coûteuses de la planète.

Pourtant, sans attendre la fin de la guerre du Cambodge, les projets de ce genre bourgeonnent, souvent dans le plus grand désordre. Le pays n'a toujours pas d'infrastructure. L'électricité manque et les communications - ports, parc automobile, routes, trains - sont en piteux état. L'embargo économique occidental devrait durer encore des mois - peut-être même plus, - le temps d'un retrait militaire complet de chez le voisin. Qu'à cela ne tienne : bricoleurs-nés, les Vietnamiens anticipent sur les événements.

JEAN-CLAUDE POMONTI.
(Lire la suite page 5.)

AU
SOMMAIRE
DE JANVIER

Le Monde DES PHILATELISTES

l'Officiel de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

- Bonne année révolutionnaire. un sujet thématique sur la Révolution française.
- Les tortues postales de l'an 9.
- Les cartes postales de l'an 9.

LE MONDE DES PHILATELISTES

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dr. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,75 \$; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Espagne, 10 pt. ; Grèce, 175 dr. ; Israël, 180 dr. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 L. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,50 f. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 235 F CFA ; Suède, 14 cr. ; Suisse, 1,50 S. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 2 \$.

هكذا من الأصل

Dates

Il y a trente ans

Castro triomphe à Cuba

« DOCTEUR CASTRO, bonne année ! » Le moment est venu de ce genre de souhaits : on est le 1^{er} janvier, en effet, de 1959, et il est 8 heures du matin. Mais n'est-il pas étonnant que de tels vœux soient formulés par le principal commandant opérationnel de la République de Cuba, le colonel José Rego — en charge de la Moncada, la grande caserne de Santiago, la plus importante place de l'« Oriente » de l'île, — à l'intention du chef de ces guérilleros barbus qui depuis vingt-cinq mois défient l'autorité de Fulgencio Batista : un homme qui domine le pays depuis un quart de siècle, par le coup d'État ou l'élection selon l'opportunité... A vrai dire, la situation a suffisamment évolué, depuis quelques semaines, et plus encore ces dernières heures, pour que l'improbable devienne possible.

Si tôt après l'échec de l'offensive d'été menée par les forces armées batistiennes contre les rebelles — la seule opération d'envergure subie par les castristes en leur forteresse naturelle de la sierra Maestra — Fidel a, le 18 août 1958, lancé deux « colonnes » vers l'ouest, en une sorte de « longue marche » façon

ses dignitaires. Après la poule au riz arrosée de champagne et le café, tous ont poussé femme, enfants et bagages dans deux DC 4 de la Aerovias-Qa (la compagnie privée du président) qui les attendaient au bord de la piste de Camp Columbia, la plus importante base militaire du pays, dans la banlieue ouest de La Havane. Les appareils ont décollé à quelques minutes d'intervalle. Le premier, avec à son bord le tyran déchu et sa famille, ainsi que le président élu Rivero Agüero, le premier ministre Gonzalo Güell, le président du Sénat, le maire de la capitale et tout le haut état-major militaire, part pour Saint-Domingue. L'autre avion se dirige vers les États-Unis, où trois des cinq enfants de Batista ont déjà été mis en sécurité. « Un chargement de cadavres vivants », écrivent John Dorscher et Roberto Fabricio (1).

Une « armée morte »

Tout est bien qui finit bien, donc. Eh bien, non ! Car Fidel Castro avait deux hantises dans ces derniers jours de 1958 où le destin, si clairement, tournait à son avantage : que Batista s'enfuit et ne

rend à l'armée rebelle. Le colonel Rego est, sur le champ nommé chef d'état-major de l'« armée mixte » ainsi créée. La route de Santiago se trouve donc ouverte aux rebelles ce 1^{er} janvier en fin d'après-midi. C'est la fin de toute résistance militaire aux castristes sur le territoire cubain.

Politiquement, les choses vont aussi bon train. Laisse par Batista en charge sinon de la continuité du moins de la transition, le général Cantillo a estimé expédient de respecter la lettre de la Constitution de 1940, dont l'article 149 prévoit l'ordre de dévolution de la présidence en cas d'empêchement de l'autorité en place. Cette fois, il a fallu chercher loin dans le tableau, puisque tout le « gratin » a fui dans l'avion du dictateur ! C'est donc le plus ancien des juges de la Cour suprême, Carlos Manuel Piedra y Piedra, que l'on est allé réveiller chez lui. D'abord inquiet de l'irruption à son domicile à « l'heure du laitier » d'un lieutenant-colonel, puis stupéfait de s'entendre appeler « Monsieur le président », Piedra tentera sans vraie conviction de remplir la coquille vide de sa nouvelle fonction : ayant entrepris de réunir tout ce que la capitale compte de vieux politiciens non compromis avec Batista

qui avaient tenté en 1956 un « d'inspiration démocratique contre et qu'on connaissait à Cuba comme *« puros »* ». Le plus prestigieux d'entre eux, le colonel Barquin, reçoit des mains d'un des rebelles le pouvoir de chef d'état-major des forces armées cubaines. Barquin, besoin d'un long temps d'observation pour vérifier que l'armée dont il hérite selon son mot, « un tas de merde » met donc, télégraphiquement, à la disposition de Castro.

Le Messie

Mais Fidel n'entend pas que le 1^{er} lui échoie, même formellement, l'ancien régime — celui-ci fut-il, « nière instance, représenté par un « des plus honorables. Aussi refuse-t-il contact avec Barquin. Il lui signifie ment d'avoir à remettre Camp Col dernière forteresse de Cuba, échec encore au pouvoir des révolutionnaires (Camilo Cienfuegos, dont les troupes comme celles de Guevara) ont l'ordre de foncer sur la capitale connue la nouvelle de la fuite de F



Coup d'État ?

Le général Cantillo va-t-il tenter le coup d'État, assumant lui-même la fonction de président ? En aurait-il le désir qu'il lui ait déjà n'en avoir plus les moyens. La détermination de Castro à ne pas se contenter d'une demi-victoire, vient d'être, au demeurant, démontrée par un message lancé sur sa « Radio Rebelde » où il appelle ses troupes à ne cesser le feu « à aucun prix », et invite instamment les « travailleurs de Cuba » à « se préparer à la grève générale ». A La Havane même — citée pourtant rétive aux injonctions du chef des rebelles — l'annonce de la fuite de Batista a provoqué, comme par enchantement, la disparition des forces de l'ordre. Des militants du M.26, le mouvement politique répondant à Fidel, munis d'une brassard rouge et noir, prennent aussitôt le relais, soucieux d'éviter pillages et débordement de violence. De fait, il n'y aura que peu de vandalisme et on ne comptera officiellement que treize morts dans la capitale. Le général Cantillo, déprimé, envoie alors un message au colonel Rego : « Informez le docteur Castro que la République n'a personne à sa tête et que nous attendons celui qu'il désignera pour lui remettre la présidence ».

Or l'homme de la situation existe bien. C'est Manuel Urrutia, un juge qui, à deux reprises, s'est très honorablement comporté envers Castro. En 1953, il a lancé une enquête sur le massacre perpétré par les sbires de Batista contre les assaillants de la caserne de la Moncada, premier haut fait de Fidel, qui avait tourné à la déroute. Urrutia a aussi, en 1957, conclu à l'innocence des jeunes gens faits prisonniers au moment du débarquement du *Granma*, le navire qui avait conduit Castro et quatre-vingt-cinq compagnons du Mexique aux côtes de l'Orient, le 2 décembre 1956. Pour couper court aux ambitions de politiciens chevronnés tentés de monter en marche dans le train du castrisme, le chef des « barbudos » a désigné, fin 1957, ce magistrat digne, mais dépourvu de toute intelligence de la vie publique, comme son candidat à la présidence. Rapatrié du Venezuela, où il s'était réfugié, jusque dans la sierra Maestra par un vol clandestin, Manuel Urrutia est prêt à prendre ses fonctions.

Sans pouvoirs, désormais, Eulogio Cantillo fait libérer de la prison de l'île des Pins (où Castro lui-même avait passé dix-neuf mois, jusqu'en mai 1955, après l'attaque de la Moncada) un groupe d'officiers

Les premiers « barbudos » entrèrent le lendemain en fin d'après-midi à La Havane.

Cependant Fidel lui-même entre Santiago. C'est un nouvel an défilant cette ville qui a été massivement du des rebelles dès les débuts de leur course. Des cris de joie, des pleurs, des vœux accueillent la caravane des camions Jeeps, des cars, à la tombée de la nuit tête figure, avec Castro, le colonel l qui passera à la trappe dans les dix j Plus loin derrière, parade Urrutia, qui sera démis dans les six mois. Des tiens purs et durs, hâtivement recon en rempart de la révolution, seront fu dans les quelques heures.

Fidel est reçu comme « le *Me entrant à Jérusalem* », note un observateur. Depuis le balcon de la mairie, il prononce, à minuit passé, le premier de longs discours intégralement repris par les médias nationaux, qui rythment les déclarations à venir. Il y promet « révolution véritable », dans « le re. des droits syndicaux », une attention particulière aux « paysans de la sierra Maestra » et « une cité scolaire pour mille enfants ». Il fait aussi de Santa capitale de l'île — en attendant de comment tourneront les événements La Havane, où 15 000 soldats batist démoralisés certes mais non en désarmés, constituent un péril virtuel.

Or il n'y aura aucune fausse note à l'établissement du pouvoir de Fidel. Un gouvernement sera formé en quelques heures ; les batistiens seront désarmés ; une sécession du Directoire s'était emparée de l'université et du présidentiel sera pacifiquement rédi Le « *Lider* » parviendra à La Havane jeudi 8 janvier, au terme d'une remonte de l'île sur 1 000 kilomètres, d'est ouest, qui revêtira l'allure d'un triomphalisme « romain ». « Ne croyons que tout désormais sera facile », avertit-il, dans son premier grand discours prononcé à Camp Columbia, rebaptisé « Camp Liberté ». Mais c'est là une a-histoire : celle des trente années d'révolution castriste qui, pour le meilleur pour le pire, fera connaître le nom jusque la ignoré de la petite Cuba par le plar entière. (2)

JEAN-PIERRE CLERC

(1) Auteurs de *The Winds of December* meilleur ouvrage à ce jour sur les journées 1958-1959 où le pouvoir a basculé à Cuba.
(2) Trois ouvrages sont parus ou annoncent l'occasion du trentième anniversaire de la révolution castriste : CUBA, ouvrage collectif, aux éditions Autrement ; *Fidel de Cuba*, par l'auteur ces lignes, chez Ramsay ; et les Mémoires, à temps attendus, de Carlos Franqui, premier responsable de la propagande des rebelles dans la sierra avant de devenir directeur du quotidien *Revolucion*, puis de rompre en 1968 avec le régime ; chez Belfond.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléx MONDPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouta.
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.
Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléx MONDPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-99-61.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

ABONNEMENTS

	FRANCE	BELGIUM	SOUS	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 360 F	1 386 F	1 806 F	2 650 F

ÉTRANGER :
Par voie aérienne
tarif sur demande.
Pour vous abonner
RENOVEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO

PORTAGE :
Pour tous renseignements :
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changement d'adresse définitive ou
provisoire : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer
tous les montants en espèces
d'imprimerie.

cubaine ; celle dirigée par Camilo Cienfuegos devra s'impatroniser dans la sierra de Los Organos, au-delà de La Havane ; et l'autre, dirigée par Che Guevara, a ordre de prendre sous le contrôle de la sierra de l'Escambray, en deçà de la capitale. La situation dans ce dernier massif, au centre même de l'île, est si complexe, cependant, que Castro modifie ses ordres initiaux : les deux « commandantes » devront en priorité s'assurer l'ascendant — par la négociation s'il est possible, par la force si nécessaire — sur les autres forces hostiles à la dictature qui combattent là. Les deux unités communistes qui opèrent depuis quelques semaines dans l'Escambray se rangent sans barguigner sous la houlette de Guevara : depuis l'été le parti a cessé, en effet, de considérer Fidel comme un « petit bourgeois aventuriste », et décide qu'il était temps de sauter dans ce train en route désormais vers la victoire. Avec le Directoire révolutionnaire des étudiants — l'autre force qui, en 1955, a décidé de se dresser contre Batista *manu militari* — un accord tactique est trouvé : la méfiance demeure pourtant de règle, tout comme avec le « second front de l'Escambray », une dissidence du Directoire, de tonalité très anticommuniste, et qui nourrit dès lors pour Guevara, marxiste avoué, des sentiments rien moins que fraternels.

La fuite de Batista

L'offensive peut néanmoins commencer à l'automne dans la province de Las Villas. Fondant de l'Escambray vers les plaines septentrionales, les colonnes rebelles font mieux que désorganiser la mobilité des batistiens. Rendant problématique, puis impossible, l'envoi de renforts en Oriente depuis La Havane par la grande route qui traverse toute l'île, Cienfuegos et surtout Guevara s'emparent aussi des villes de la province, les unes après les autres : Fomento, 8 000 habitants, deviendra ainsi, le 23 décembre, la première « cité révolutionnaire » de Cuba.

Le jour de Noël, Guevara a commencé l'attaque de Santa-Clara, capitale de Las Villas, 150 000 habitants, sixième ville du pays. Cependant les lieutenants de Fidel Castro — à son tour descendu de son nid d'aigle de la Maestra — ont rattrapé le cerceau autour de Santiago. Déjà Raul Castro, le « petit frère », envoyé au début de 1958 dans la sierra de Cristal, mène une brillante campagne dans l'extrême pointe orientale de l'île, réduisant l'une après l'autre les casernes des « réguliers ».

Mais la nouvelle que le colonel Rego a tenu à communiquer en urgence ce 1^{er} janvier à Fidel, accompagnée de ses vœux, est un véritable coup de tonnerre : Batista s'est enfui la nuit précédente ! Le chef de l'État avait convoqué pour un réveillon d'apparence innocente une soixantaine de

puisse pas, dès lors, être jugé pour ses crimes et malversations ; et qu'un coup d'État ne vienne perturber la marche vers le pouvoir de sa révolution. Or ce qui s'est passé la nuit du 1^{er} janvier, c'est que le chef des « barbudos », que tous, pourtant, félicitent déjà, en ce matin du 1^{er} janvier, à son Q.G. de la sucrerie Amérigo, à une centaine de kilomètres en arrière de Santiago. Non seulement, en effet, le tyran a pu s'échapper, mais il l'a fait avec la complicité d'un homme avec qui le chef des guérilleros avait tenté, dans les derniers jours de décembre, d'entrer en accord informel : le général Eulogio Cantillo. Le commandant en titre de la Moncada vient d'être nommé chef d'état-major général par Batista, quelques minutes avant la fuite ignominieuse ; et à ce titre l'officier est devenu le virtuel « homme fort » de la République, le rival direct, en somme, de Castro. C'est d'autant plus grave que Cantillo n'est pas un de ces militaires sanguinaires ou corrompus qui ont prospéré dans le sérail : les « barbudos » reconnaissent même en lui l'un des rares généraux « fair play » de l'armée cubaine.

Le héros de la sierra Maestra a tort, en réalité, de s'inquiéter : Cantillo a en effet hérité d'une « armée morte », démoralisée par le départ de son seul chef charismatique, Batista. Ses derniers éléments encore combattants fraternisent avec les rebelles ; les autres se rendent à eux sans coup férir. Ainsi à Santa-Clara, où Che Guevara a mené, une semaine durant, la plus grande bataille de la guerre révolutionnaire, avec un soldat final de deux à trois cents morts, les combats s'arrêtent, précisément, ce 1^{er} janvier en milieu de journée. Et, à Santiago, le colonel Rego, laissé en charge d'une situation intenable par le départ pour La Havane de son supérieur Cantillo, est déjà en termes plus que courtois, on l'a vu, avec Fidel Castro...

Ainsi la première journée de 1959, qui aurait pu être préoccupante pour le « commandant en chef de l'armée rebelle », comme il se désigne lui-même pour la première fois officiellement ce jour-là, se révèle-t-elle être celle du dénouement militaire et politique et le véritable point de départ de cette « ère Castro », qui dure encore trente ans plus tard.

Militairement, c'est une initiative du colonel Rego qui débouche la situation. Rencontrant Castro en milieu d'après-midi dans les collines dominant Santiago, occupées désormais par les colonnes rebelles, il lui propose qu'un de ses adjoints vienne s'adresser aux quelque 1 500 soldats de la Moncada. Raul est désigné. Il s'acquitte admirablement de sa mission puisque, peu après, la garnison se

L'Espagne préside la CEE à partir du 1^{er} janvier

L'assimilation définitive à l'Europe

MADRID
de notre correspondant

Les Espagnols sont paradoxaux. Pendant des mois, ils n'avaient cessé de s'enthousiasmer à l'idée de présider pour la première fois la Communauté, trois ans juste après y avoir adhéré. Et aujourd'hui que l'événement est à leur portée, voilà qu'ils se mettent à jouer la carte du « profil bas ». L'Espagne, affirme-t-on à l'environnement, ne va pas révolutionner la Communauté. Même si elle a des idées bien précises sur l'impulsion qu'elle voudrait lui apporter durant les six prochains mois.

« Le bilan de notre présidence se mesurera, que nous le voulions ou non, à la différence entre ce que nous avons promis et ce que nous aurons pu réaliser : soyons donc prudents », affirme le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez. Les responsables espagnols, en fait, mesurent parfaitement l'importance de l'enjeu : « C'est un thème à double visage », dit M. Pedro Solbes, secrétaire d'Etat aux Communautés européennes. Pour la CEE, ce n'est qu'une présidence de plus après soixante-dix autres. Mais pour nous, c'est une épreuve sans précédent : jamais encore l'Espagne n'avait dû faire face à un défi international d'une telle importance. En outre, pour le gouvernement, cette présidence devrait marquer l'apogée du véritable « grand dessein » de la législature socialiste, celui de l'assimilation définitive de l'Espagne à l'Europe.

Si les responsables espagnols sont malgré tout avertis de déclarations, c'est qu'ils savent leur marge de manœuvre limitée. D'autant que cette présidence sera courte : il faudra attendre, durant les premières semaines, le « rodage » de la nouvelle Commission, qui s'installe le 1^{er} janvier. En outre, la campagne pour les élections au Parlement européen, fixées au mois de juin, affectera la fin du semestre.

Les priorités sont de deux ordres : celles qui répondent à une volonté du gouvernement de Madrid, comme la politique extérieure commune. (Voir ci-contre.) Et celles, plus nombreuses, imposées par les hasards du calendrier : la Commu-

nanté doit débiter de manière décisive, durant les six mois qui viennent, de problèmes aussi importants que l'union monétaire, l'harmonisation fiscale et l'Europe sociale. Mais les décisions proprement dites seront prises, pour la plupart, durant la présidence suivante, celle de la France. A tel point que nombre de responsables espagnols craignent que leur présidence n'apparaisse en fait comme une simple « préparation » à celle qui va suivre.

Sur toutes les grandes questions d'actualité, le gouvernement espagnol a des idées bien arrêtées, même si, comme on l'a dit à Madrid, « un pays qui préside doit être capable de faire abstraction si nécessaire de ses propres intérêts ». Dans la polémique que symbolisent aujourd'hui M. Delors et M. Thatcher à propos de l'Europe sociale, l'Espagne figure sans conteste parmi les pays qui appuient le plus résolument le premier. Par convergence idéologique avec le président de la Commission, d'une part, mais aussi parce que l'Espagne a hâte de combler le « différentiel social » qui la sépare encore de la moyenne communautaire, et a donc tout à gagner à une politique de « solidarité » entre les Douze.

Fonds régionaux

« Il faut être clair : on nous avance en même temps dans la construction de l'Europe économique et de l'Europe sociale, ou c'est l'intégration économique elle-même qui deviendra problématique », assure M. Solbes. Il n'est pas de discours prononcé devant ses pairs par M. Gonzalez dans lequel ce dernier n'insiste sur l'impossibilité de réaliser le marché unique sans commencer par réduire au préalable les différences entre le degré de développement des Douze. Le gouvernement de Madrid avait d'ailleurs adopté une position en faveur de la lutte pour le doublement des fonds régionaux. Les Espagnols n'ont jamais caché qu'à leur avis la Communauté dépensait trop à soutenir les prix de certains produits et pas assez à financer le développement de ses membres. Ils devraient le répéter durant leur présidence.

Quant au problème de l'union monétaire, il connaît d'importants développements, puisque le « comité Delors » chargé d'examiner cette question devrait rendre ses conclusions durant la présidence espagnole. En ce qui concerne la question concomitante de l'harmonisation fiscale, l'Espagne a également une position claire. « Si l'on ne réalise pas une certaine harmonisation fiscale préalable, il est vraisemblable que le recours permanent à la clause de sauvegarde bloquera rapidement la libre circulation des capitaux », affirme à ce propos M. Solbes.

Au-delà des dossiers techniques et de la gestion quotidienne, l'Espagne aspire en fait à insister, dans la mesure de ses possibilités, sur un thème nouveau à l'ordre du jour : la coopération politique. « Sur la plupart des problèmes, nous appuierons la solution qui nous paraîtra la plus européenne », affirme un ministre pour résumer la philosophie de son gouvernement. Il pourrait s'agir là de la principale contribution de la présidence espagnole : montrer à une Communauté qui a souvent paru épuisée et paralysée par la lutte entre les « égoïsmes nationaux » que ceux qui ont été les derniers à la rejoindre ne sont pas les derniers à vouloir la faire progresser.

THIERRY MALINIAK.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY
CC, No. 71419
DATE 5 MAR 1990

Donner un nouvel élan à la politique étrangère commune

MADRID
de notre correspondant

S'il est un thème auquel l'Espagne entend donner, durant sa présidence, une nouvelle impulsion, c'est bien celui de la politique étrangère commune. Une tâche dont sera chargé M. Fernando Perpin, secrétaire général de politique extérieure du ministère des affaires étrangères et principal coordinateur, à ce titre, du dossier communautaire.

M. Perpin, lui aussi, joue la carte de la prudence. « Il est vrai que la coopération politique entre les Douze est aujourd'hui précisément centrée sur les thèmes à propos desquels il est le plus difficile de parvenir à des accords concrets, reconnaît-il. Mais nous pensons malgré tout que la Communauté doit désormais être accompagnée d'un discours économique. Il y a eu traditionnellement un déséquilibre dans les relations de la Communauté avec les différentes régions de l'hémisphère Sud, qui a principa-

ment trois : le Proche-Orient, l'Amérique latine et les relations avec l'Europe de l'Est. L'actualité a donné au premier d'entre eux un relief particulier, et l'Espagne fait partie de la « triade » communautaire qui a reçu mandat des Douze pour prendre contact avec toutes les parties intéressées. « Il est vrai qu'au Proche-Orient la Communauté ne va pas se substituer aux grandes puissances ou à l'ONU, précise M. Perpin. Notre rôle sera plutôt de jouer les bons offices en cherchant à établir, par nos contacts, ce que chaque partie est disposée à céder, et en communiquant cette information aux autres. »

En ce qui concerne l'Amérique latine, M. Perpin considère qu'il « s'agit d'éviter la rhétorique : notre discours politique à l'égard de cette région doit désormais être accompagné d'un discours économique. Il y a eu traditionnellement un déséquilibre dans les relations de la Communauté avec les différentes régions de l'hémisphère Sud, qui a principa-

lement porté préjudice à l'Amérique latine. Il est fondamental de procéder à un réajustement, ne serait-ce que parce que les problèmes qui se posent aujourd'hui dans cette région, comme la dette extérieure ou la consolidation de la démocratie, ont des répercussions au niveau mondial. »

Quant aux relations de la Communauté avec l'Europe de l'Est, « elles posent aujourd'hui le problème contraire, observe M. Perpin : les relations économiques se développent, mais le dialogue politique est insuffisant. Nous pensons que la triade communautaire doit maintenir un dialogue régulier avec l'Union soviétique, qui pourrait commencer à l'occasion de la cérémonie de clôture de la CSCE à Vienne. Mais le dialogue doit également avoir lieu directement avec les différents pays d'Europe de l'Est en tenant compte bien sûr de la situation spécifique de chacun d'eux. »

Th. M.

« L'homme de l'année »

M. Gorbatchev pour les Français M. Perez de Cuellar pour les auditeurs de RFI

Selon un sondage SOFRES publié par le Figaro, M. Gorbatchev est « l'homme de l'année » pour 1989. Avec 62 % des suffrages, il devance MM. Lech Walesa (33 %), Mitterrand (21 %) et le pape Jean-Paul II (20 %).

En revanche, c'est M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, qui est l'« homme de l'année » pour les auditeurs de Radio-France Internationale. Sur un total de 30 000 réponses reçues de

108 pays, il recueille 66 % des voix et devance M. Gorbatchev (64 %) et Ben Johnson (26 %). Le numéro un soviétique était arrivé en tête d'un sondage analogue organisé l'an dernier.

Les pays qui ont envoyé le plus de réponses est la Côte d'Ivoire (plus de 4 000), mais l'on note une forte participation de l'Europe de l'Est, notamment 1 726 réponses reçues d'URSS et 1 729 de Pologne, précise RFI.

Selon le président tunisien

Un sommet maghrébin aurait lieu au début de 1989

Le président tunisien Ben Ali a déclaré, vendredi 30 décembre à Tunis, devant le Parlement, qu'une rencontre au sommet des chefs d'Etat du Maghreb (Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie et Tunisie) se tiendrait au début de 1989. Le chef de l'Etat tunisien n'a pas précisé dans quel pays aurait lieu cette réunion, qui devrait entendre le compte rendu de la commission mixte chargée de faire la synthèse des travaux des cinq sous-commissions sur l'édition d'un Grand Maghreb. Un premier sommet « historique » s'était tenu à Alger en juin dernier.

D'autre part, le roi Hassan II du Maroc a reçu vendredi à Marrakech le secrétaire général du FLN algérien, M. Abdelhamid Mehri, porteur d'un message du président Chadli au souverain chérifien. Le teneur du message n'a pas été révélé, mais on pense qu'il concernait notamment le conflit au Sahara occidental. On indique par ailleurs qu'une rencontre entre une délégation du Front Polisario et le roi Hassan II pourrait avoir lieu à Marrakech dans les premiers jours de l'année. — (AFP, Reuters.)

Amériques

ETATS-UNIS : le scandale de l'« Irangate »

MM. Reagan et Bush cités à comparaître au procès North

WASHINGTON
Correspondance

L'initiative des avocats de l'ex-colonel North — principale personnalité mise en cause dans le scandale de l'« Irangate » — n'était pas inattendue, mais elle n'en a pas moins provoqué des remous et un certain embarras dans les milieux officiels.

La Maison Blanche a fait savoir que les citations à comparaître adressées au président Reagan, qui ne sera plus en exercice à la date du procès, et à son successeur, le président Bush, entré en fonction dix jours auparavant, posaient de délicats problèmes légaux et constitutionnels. A l'exception du président Ford, qui témoigna au sujet de l'attentat dont il avait été l'objet, aucun président en exercice n'a

jamais témoigné dans des affaires criminelles, comme c'est le cas pour le procès North. Dans le passé, Jefferson et Monroe, coopérant avec la justice, se limitèrent à présenter des documents dans des affaires civiles.

M. Bush n'a encore fait aucun commentaire, mais on s'attend que le nouveau président, en invoquant le privilège exécutif, pourrait éviter de témoigner. Le problème est entièrement différent pour le président Reagan qui, à la date du 31 janvier, sera redevenu un simple citoyen. Il lui sera difficile de se dérober aux questions des avocats de North sur la masse de documents officiels qui leur a été communiquée. Dans quelle mesure le président Reagan pourra-t-il se borner à témoigner par écrit ? Telle est la question étudiée attentivement par les conseillers

juridiques de la Maison Blanche. Un précédent existe, celui du président Nixon qui, en raison d'un mauvais état de santé, témoigna par écrit au procès de son ancien collaborateur, l'attorney general Mitchell.

Ultime tentative

L'initiative des avocats de North apparaît comme une manœuvre dilatoire, mais surtout comme une ultime tentative d'obtenir le pardon présidentiel pour leur client. Un pardon, en effet, éviterait au président et son successeur des questions gênantes. Mais, récemment, le président Reagan avait fermement exclu la suggestion d'un pardon avant le procès en ajoutant que, dans l'intérêt même de l'ex-colonel, qu'il considère toujours comme un héros, la

justice devait suivre son cours. Son refus d'envisager un pardon avait été vivement critiqué par les éléments de l'aile droite du Parti républicain, soulignant que le pardon aurait « enterré » une affaire embarrassante pour l'administration Reagan et le président Bush.

Aujourd'hui, ils estiment que la démarche des avocats justifie leurs appréhensions. Elle est, en effet, particulièrement gênante pour le président Bush, qui, à peine entré en fonction, devra, une fois de plus, expliquer son rôle discutable dans le scandale de l'« Irangate ». Le nouveau président sera soumis inévitablement aux questions les plus insidieuses de la presse. Ainsi, l'affaire, revenue au premier plan de l'actualité, risque d'empoisonner le climat du début du mandat.

HENRI PIERRE.

Clochemerle sur fond de bases militaires

WASHINGTON
Correspondance

Les autorités municipales d'Hampton (Virginie) ne veulent pas en démolir : pour elles, l'histoire de Fort Monroe, haut lieu verrouillé de la résistance aux habits rouges anglais, qui héberge aujourd'hui l'orchestre de l'armée, est un maillon essentiel de la défense nationale. Tel est également l'avis des habitants des villages proches de Fort-Douglas (Utah), qui défendent bec et ongles la vieille bâtisse où s'arrêtaient les diligences au siècle dernier, et qui n'abrite plus aujourd'hui qu'une poignée de militaires. Depuis plus d'une décennie, les autorités locales, par l'intermédiaire forcément intéressé de leurs représentants au Congrès, ont réussi à empêcher la fermeture de bases et d'installations militaires qui avaient perdu tout intérêt pour la défense nationale, mais non pour l'économie locale. Ainsi les bases aériennes construites pour des appareils à hélices étaient-elles inutilisables pour des jets, sans oublier la kyrielle d'hôpitaux mili-

itaires fantomatiques ou de dépôts réduits à l'état de musées que le Pentagone continue à entretenir de ses deniers...

Mais, cette fois, l'avenir de ces « vieilleries » militaires jugées aussi obsolètes que coûteuses paraît sérieusement compromis. Après sept mois d'une enquête menée dans le secret, une commission bipartite du Congrès, créée par M. Carlucci, secrétaire à la défense, vient de recommander la fermeture, partielle ou totale, de quatre-vingt-six bases très importantes comme celles de Californie ou comme Fort-Dix (New-Jersey), où des millions de recrues ont, depuis la fin de la guerre, fait leur apprentissage militaire et goûté aux délices des manœuvres et des ampoules aux pieds... En même temps, la commission recommande le transfert et le regroupement du personnel militaire, une décision qui affecterait inévitablement l'économie de certaines villes, mais stimulerait l'activité de celles qui recevraient du personnel militaire supplémentaire. D'où la petite guerre clochemerle que se profile déjà au Congrès...

D'après leurs auteurs, les recommandations de la commission, si elles sont appliquées, se traduiraient par une économie de 683 millions de dollars par an, soit une fraction relativement modeste du budget de la défense, qui s'élève cette année à près de 300 milliards de dollars. Mais les recommandations devront être approuvées ou rejetées intégralement par le ministre de la défense et par le Congrès. Apparemment, les parlementaires mécontents — et inquiets pour leur réélection future — n'ont pas dit leur dernier mot et pourraient éventuellement refuser de voter les crédits nécessaires aux opérations de fermeture et de transfert. Déjà les sénateurs et représentants des Etats de Californie ou de l'Illinois, les plus affectés, protestent, avec une pointe de xénophobie : « Comment justifier la fermeture de bases chez nous alors qu'on n'envisage de toucher à aucune des mille cinq cents installations militaires à l'étranger ? » D'autres soulignent que l'économie réalisée sera faible et n'aidera en rien au règlement du problème du déficit. Malgré ces

protestations, les leaders parlementaires pensent pourtant que le Congrès finira par approuver les recommandations de la commission.

La fermeture des grandes bases aériennes de Californie, employant des milliers de militaires et de civils, est particulièrement ressentie par les chambres de commerce locales, qui multiplient les déclarations alarmistes. Elles annoncent que le départ du personnel militaire va mettre en faillite les agences immobilières ainsi qu'un certain nombre de petites entreprises qui avaient quitté des régions économiquement faibles pour se rapprocher de zones plus rentables. Ainsi, les coiffeurs, les propriétaires de bars et de débits de boissons et les prostituées, qui se sentent les premiers menacés, vont devoir fermer boutique et entreprendre une longue errance pour tenter leur chance ailleurs. Et il paraît désormais probable que, dans cette version inédite des raisons de la colère, le prestige de l'uniforme va en prendre un coup.

H. P.

CUBA

Libération annoncée des derniers « plantados »

La Havane. — Le gouvernement cubain a accepté de libérer 44 prisonniers condamnés pour « atteinte à la sécurité de l'Etat », dont les derniers « plantados » (laissés-pour-compte) historiques encore détenus, a-t-on appris de source américaine dans la capitale cubaine. Les 44 prisonniers politiques sont les derniers d'une liste remise en 1985 par la conférence épiscopale des Etats-Unis et dont la libération avait jusqu'à présent été refusée par les autorités cubaines. Dans une lettre à l'archevêque de New-York, publiée en juillet 1988, le chef de l'Etat cubain affirmait qu'il y avait à cette époque 429 prisonniers condamnés pour atteinte à la sécurité de l'Etat. Il indiquait que 385 d'entre eux seraient prochainement libérés et que 44 détenus resteraient en prison en raison de la gravité des délits commis.

Parmi les 44 prisonniers dont la libération est aujourd'hui annoncée, figurent les quatre derniers « plantados » historiques — les condamnés des années 60 exclus jusqu'à présent des mesures de clémence. Il s'agit de Mario Chanes de Armas (condamné à trente ans en 1961) ; Ernesto Diaz Rodriguez (condamné à quinze ans en 1969, puis à vingt-cinq ans en 1974) ; Alberto Grau Sierra (condamné à vingt-cinq ans en 1964) et José Alfredo Mustelero (condamné à vingt-cinq ans en 1969). Ils devront tous être soumis aux formalités de l'immigration américaine avant d'être libérés.

A la suite de la mission du barreau de Paris à Cuba en septembre 1988, l'un des membres de la délégation, Yves Laurin, a indiqué que deux citoyens cubains, Orlando Rivas Gonzales et Pedro Andrés Bechety Gonzales, dont les cas avaient été soumis aux autorités cubaines, pourraient émigrer lorsqu'ils seront en possession d'un visa d'accueil d'un pays étranger. — (AFP.)

MEXIQUE

Violents affrontements entre opposition et forces de l'ordre

Mexico. — De violents affrontements ont opposé, le vendredi 30 décembre, les forces de l'ordre à des militants de l'opposition qui occupaient la mairie de Camdeñal, dans l'Etat de Campeche, à 800 kilomètres au sud-est de Mexico.

Plusieurs personnes auraient été tuées lors de l'assaut donné par la police qui cherchait à déloger près de deux cents militants du Parti authentique de la révolution mexicaine (PARM, opposition de gauche). Ces derniers entendaient protester contre l'élection, qu'ils considéraient frauduleuse, du candidat du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir depuis soixante ans, le 27 novembre dernier, à la présidence du conseil municipal de cette ville de quinze mille habitants. Dans la soirée, des éléments de la police antiémeute patrouillaient dans les rues.

Les occupations de mairies par l'opposition se sont multipliées ces dernières semaines dans plusieurs Etats du Mexique pour tenter d'empêcher la prise de fonction de maires considérés comme frauduleusement élus par les partis de l'opposition.

Plusieurs centaines de militants du Front démocratique national (FDN, gauche) occupent ainsi les abords du palais du gouverneur du Michoacan, fief de Cuauhtémoc Cardenas — l'ancien candidat du FDN à l'élection présidentielle du 6 juillet dernier — et réclament la démission d'une trentaine de maires de l'Etat. — (AFP.)

● NICARAGUA : la Contra propose une reprise du dialogue avec Managua. — Les dirigeants de la Contra nicaraguayenne ont proposé, vendredi 30 décembre, au gouvernement sandiniste de reprendre les pourparlers de paix, le 25 janvier, à Washington, sous les auspices de l'Organisation des Etats américains (OEA). — (AFP.)

Europe

URSS : une nouvelle interview de l'ancien premier secrétaire de Moscou

M. Eltsine : « Je suis pour un tournant radical de l'économie en faveur de l'homme »

MOSCOU de notre correspondant

Évincé du bureau politique il y a quinze mois pour radicalisme réformateur, M. Boris Eltsine est en train d'acquiescer un statut radicalement nouveau en URSS : celui de chef de file et porte-parole de l'opposition au sein du régime.

Non seulement son éviction ne l'a pas réduit au silence mais, mois après mois, sa popularité ne cesse de grandir : chacune de ses apparitions publiques déplace les foules ; les journaux locaux se battent pour obtenir, puis publier, des interviews de lui, et, pour la première fois, c'est maintenant l'un des grands quotidiens de Moscou, la *Komsomolskaja Pravda*, qui vient de lui ouvrir ses colonnes, ce samedi 31 décembre.

D'emblée, le journal explique qu'il a reçu tout au long de l'année « bon nombre de lettres » demandant ce que pensait l'ancien premier secrétaire de Moscou de toutes sortes de problèmes. L'organe des Jeunes communistes a donc décidé de l'interroger sur l'un des thèmes les plus explosifs qui soient : « Économie et justice sociale », et M. Eltsine ne s'est pas privé de parler net.

Pour des réformations

« On a essayé de convaincre les gens que tout se faisait dans notre pays humanitairement pour leur bien, mais que voit-on en réalité ? », demande-t-il d'abord avant de répondre : « Une attente de plusieurs années pour un logement même médiocre, des écolages vides (...), la corruption (...), et l'épanouissement de la bureaucratie... ». Les gens, poursuit-il, ont cessé d'entendre les appels à se passer dans le travail [et] quand est apparue l'idée de la perestroïka, ils ont par habitude haussé les épaules. Cela est un fait et ce n'est qu'au bout de trois ans qu'on a compris qu'il ne s'agissait pas d'organiser le soutien au nouveau dirigeant, que les choses allaient beaucoup plus loin.

Question de la *Komsomolskaja Pravda* : ce n'est pas un secret que de nombreuses décisions économiques sont adoptées sans prise en compte des intérêts des gens (...). Comment peut-on organiser un

contrôle social sur ce processus de décision ?

« On parle beaucoup ces derniers temps de référendum, répond Boris Eltsine, mais on n'a pas utilisé une seule fois cet instrument d'expression populaire ! En revanche, la bureaucratie y a inventé un succédané assez curieux : le débat populaire [organisé par voie de presse]. En soi cela n'a rien de mauvais [mais] consulter le peuple ce n'est pas seulement lui dire quoi proposer et comment. Cela signifie aussi prendre en compte ses désirs [sans que] certains de nos appareils ne violent ainsi les choses : qu'ils s'amusent, de toute manière c'est nous qui déciderons ! »

Les choses, pense au contraire M. Eltsine, doivent se passer comme le veut le peuple. La majorité du peuple sait pourquoi il faut donner aux électeurs le droit d'exiger à travers leurs députés l'organisation de référendums sur toute question les préoccupant.

Membre du comité central et du gouvernement, M. Eltsine siègea très probablement sur les bancs du futur congrès des députés du peuple qui sera élu en mars prochain. Aucun doute qu'il y fera entendre sa voix, et quand l'organe des *Komsomols* lui demande si son idée de développer en priorité le commerce et l'alimentation, la production des produits de consommation populaire et les services, ne ferait pas chuter le rythme du développement économique il répond vertement : « Et à quel point servent aujourd'hui ces rythmes, si, au bout du compte, l'homme vit plus mal et plus facilement (...). Comment les générations futures seraient-elles heureuses et en bonne santé si leurs parents vivent constamment dans une situation de pénuries épuisantes ? ». Selon moi, ajoute-t-il, ce problème a un aspect politique. Il faut faire en sorte que, dès aujourd'hui, les gens sentent que la perestroïka leur donne réellement quelque chose. Que chacun puisse dire : je vis mieux ! »

Mais où prendre l'argent nécessaire ? « Il est tout à fait possible de réduire certains de nos programmes par exemple de renvoyer à plus tard la réalisation de nos programmes cosmiques les plus coûteux, ou de rogner quelque chose dans le domaine militaire (...). En un mot, je suis pour un tournant radical de l'économie en faveur de

l'homme (...). Si l'homme ne sent pas les bienfaits réels de la perestroïka, elle échouera. Il n'en restera qu'un slogan qui comme le disait Lénine, « Un joujou bureaucratique qui fait du bruit ».

Les privilèges

Pourquoi — demande alors le quotidien — le problème des privilèges domine-t-il beaucoup de vos interventions ?

« Je suis intervenu sans cesse et continuerai à intervenir pour l'abolition définitive des « rations spéciales » (...). Pourquoi ? Tout simplement parce qu'elles créent un système de double privilège : d'un côté, on a un salaire plus élevé, de l'autre, il permet d'acquiescer plus de biens. N'est-ce pas un non-sens économique ? Les biens matériels doivent être accessibles à tous de la même façon. En d'autres termes, le rôle du ministre ne doit pas se distinguer du rôle de la femme de ménage. »

A l'autre bout de l'échiquier politique, les conservateurs aussi ont leur porte-drapeau, M. Ligatchev, qui, contrairement à M. Eltsine, siège toujours au bureau politique. Mais précisément parce qu'il est encore membre de la direction et qu'il y a perdu, il y aura bientôt trois mois, la quasi-totalité de ses alliés, envoyés d'un coup à la retraite, M. Ligatchev est condamné à beaucoup plus de retenue.

M. Eltsine, lui, n'a à perdre qu'un siège au gouvernement, à gagner une popularité plus grande et il avance ses vues lentement mais sûrement. En octobre dernier (le Monde du 2 novembre), il déclarait tout de go à un quotidien d'Irkoutsk qu'il désirait reprendre des responsabilités au sein du parti (revivre, en d'autres termes, au pouvoir). Il intervient maintenant — avec applaudissements garantis — sur ce qui sera l'un des dossiers brûlants des prochaines années.

Et il s'affirme toujours plus comme l'homme qui dit tout haut ce que tout le monde pense et qui, loin de s'opposer aux réformes de M. Gorbatchev, veut assurer leur succès en leur donnant plus d'ampleur. Il y avait un créneau à prendre et M. Eltsine non seulement le prend, mais le fait aussi avec la meilleure garantie d'efficacité : celle de la sincérité.

BERNARD GUETTA.

Un « message de l'Europe » sur la télévision soviétique

M. Andreas Papandréou, premier ministre grec et président en titre de la CEE, devait s'adresser directement aux téléscripteurs soviétiques, samedi 31 décembre, pour leur transmettre le message de l'Europe. Cette intervention devait être suivie de celles de représentants d'autorités et d'organismes divers de pays européens parmi lesquels le président du conseil de Barrière, le ministre de l'économie autrichien, l'Office belge du commerce extérieur, l'Institut national du tourisme finlandais, le président de l'Association des entreprises industrielles d'Italie et le président-directeur général de Rhône-Poulenc, M. Jean-René Fourtou. Un message de paix, de soutien à la politique de la perestroïka, de solidarité avec les Arméniens éprouvés par le récent tremblement de terre, qui sera rediffusé les 8, 9 et 11 janvier et commenté par des membres de l'Académie des sciences.

Cette transmission à la forme exceptionnelle entre en fait dans le cadre d'une émission bihebdomadaire lancée sur le deuxième canal de la télévision soviétique au mois d'octobre et dont la régie a été confiée au groupe de M. Silvio Berlusconi. Présentée comme une fenêtre sur les économies de la CEE — la parade de l'industrie européenne —, l'émission a déjà permis de présenter une quarantaine de sociétés (Fiat, Pirelli, TTT, Volkswagen...) grâce à des clips et films publicitaires ou institutionnels. Une manière pour ces sociétés de franchir les frontières et d'entrer directement en contact avec les décideurs et responsables économiques soviétiques, lesquels suivent apparemment très attentivement cette émission. Chaque société ainsi présentée affirme en effet avoir reçu, après son passage à l'antenne, plus d'une cinquantaine d'appels téléphoniques, télex ou courriers divers émanant de sociétés soviétiques.

A. Co.

Début de reconstruction après le tremblement de terre

La ténacité des villageois arméniens

(Suite de la première page.)

Les maisons ne se sont pas vraiment écroulées, mais il faudra pour tant pratiquement toutes les caser. Elles ne tiennent plus debout et il a fallu réorganiser tout le monde sous la tente. Les enfants en âge scolaire ont été évacués avec leurs instituteurs en attendant que le bourg reprenne forme. Les autres villageois, contrairement à leurs voisins d'autres villages de la région, sont restés sur place. L'arnapat entend bien se prendre en main : « Lors du génocide de 1915, Larnapat a été le seul village arménien qui a résisté au Turc, les gens sont purs, durs, et ne veulent pas partir », affirme avec fierté M. Zentrossian.

Sans attendre le feu vert officiel, on a commencé à s'attaquer au déblaiement des décombres. Tous les morts avaient été retrouvés dans les deux jours qui ont suivi le cataclysme. Avec l'aide de familles et de voisins de Moscou et d'Erevan, l'état des dégâts et l'estimation des besoins pour la future reconstruction sont en train d'être bouclés. « Si tout marche comme prévu, la première pierre pourra être posée d'ici le début mars, estime le chef du sovkhos. D'ici là, on ne peut rien faire, le froid empêche de couler les fondations. »

Vaillait que vaillât, Larnapat s'est habillé à sa mesure. On s'est réparti les tentes et les yentes, sorte de gros igloos en toile, amenés par le gouvernement. M. Zentrossian va droit au but : « Côté vêtements, ça va bien. Par contre il nous faut des tentes supplémentaires. Il n'y a pas assez de chauffage et il y a trop de monde par tente pour des températures qui tombent à moins 20 degrés la nuit. » Côté alimentaire, ajoute-t-il, l'essentiel est là, mais on manque de pâtes, d'huile, de sucre. Et si nous pouvions avoir du café...

« Le sol s'est mis à onduler »

Côté médical, le petit hôpital, très endommagé, a dû être transféré juste à côté, dans deux grandes tentes. L'une sert de local administratif et de pharmacie avec ce qu'on a pu récupérer dans les décombres. L'autre vient d'être aménagée en hôpital de campagne (de huit lits), chauffé par deux poêles, d'une propreté que nombre d'hôpitaux dans les villes arméniennes pourraient bien envier. Le responsable de ce petit « miracle », le docteur Vahag Abrahamian, est un solide gaillard d'une trentaine d'années, à la barbe drue et noire, qui n'a dû son salut, le 7 décembre, qu'à sa vitesse de réaction pour sortir de son bureau. L'hospitalité, éphémère, passionnée d'homéopathie et de botanique, Vahag est devenu l'un des héros du bourg. « Si vous aviez vu comme notre docteur s'est précipité pour retirer les enfants des décombres ! », commente en hochant la tête un villageois.

Bien sûr, tout le monde n'a pas réagi de la même manière. « Il y a ceux qui se sont révélés exemplaires, mais aussi les hystériques qui n'ont pensé qu'à accumuler tout ce qu'ils pouvaient trouver, se contentent de répondre le docteur.

Même sens de l'organisation à Bazoum, charmant village au flanc de la montagne, dont les maisons ressemblent à celles de nos villages alpins. Bazoum a été moins touché. Les maisons pour 50 % seulement sont considérées comme inutilisables, une partie de la population a pu rester chez elle — malgré la peur que ça recommence. « D'abord, il y a eu un bruit qui ressemblait à un bruit de tempête qui avançait. Personne ne peut le décrire, ne peut dire si c'était un souffle ou un bruit. C'est comme si un vent terrible s'était levé », raconte une jeune femme chez le chef du village. Deux bambins emmitouffés jouent auprès du poêle. Il fait bien chaud. « Il y a eu une première secousse, une seconde d'arrêt, puis le sol s'est mis à onduler », ajoute M^{me} Zadooulian, la patronne des lieux, infirmière.

Larnapat, Bazoum, dans leur malheur, sont entre de bonnes mains, ce n'est pas le cas partout. Contrairement à ce que l'on avait craint tout d'abord, les secours sont arrivés à peu près partout assez rapidement. Les Géorgiens, tout le monde le dit ici avec reconnaissance, étaient les premiers sur place, puis les militaires sont arrivés à leur tour dès que l'ordre leur a été donné d'intervenir. Les premiers amis ont été les plus difficiles. Plusieurs villages, notamment autour de Spitak, situés juste sur l'épicentre du séisme, ont littéralement été aplatis, comme des

crêpes. Il n'y avait guère que les feux de bois pour tenter de combattre le froid avant que les secours ne s'organisent. Malgré la bonne tenue du réseau routier dans son ensemble, l'isolement relatif des villages par rapport aux villes n'a pas toujours facilité l'approvisionnement en vivres et en vêtements. Contrairement aux villes, heureusement, les gens des villages ont pu récupérer ça et là dans les décombres quelques effets personnels, notamment des vêtements. L'armée, les organisations internationales, comme la Croix-Rouge suisse ou allemande de l'Ouest, ont amené aussi vite que possible tentes et youttes. Aujourd'hui, la principale préoccupation, constate-t-on, est de recevoir des abris moins précaires, des maisons de chantier, ou des pavillons préfabriqués, afin de pouvoir affronter la suite de l'hiver qui entre dans sa période la plus rigoureuse. Les chefs de village en voudraient des quantités importantes. « Il nous en faudrait trois cents, on nous en a promis trente tout de suite », indique le responsable de Gogaran, M. Nourik Melikian. Il y a cinq cents personnes à loger dont une cinquantaine de femmes. Le village en comptait seize cents. Cent vingt-cinq sont morts, les autres ont été évacués ou sont partis ailleurs mais attendent de pouvoir revenir dès que les choses seront mieux organisées.

Foire d'empoigne et générosité

Certains villages ont également eu une certaine peine à se prendre eux-mêmes en charge. A Koukaran, le maire a manifestement eu des difficultés à contrôler la situation malgré l'aide, comme ailleurs, de fonctionnaires venus d'Erevan ou de Moscou. Ce n'est pas sans créer des problèmes. L'apparition d'un camion venu distribuer des paquets du Canada a tourné à la foire d'empoigne entre les villageois. Tous les dons distribués disparaissent aussitôt des des trois aménagés quelque part dans les ruines du village où chacun tente d'amasser les débris d'une vie et ce qu'on peut y rajouter.

L'apparition d'Occidentaux suscite d'une manière générale une vive sympathie dans les villages. Et provoque vite des attroupements, cela dans l'espoir d'obtenir quelques choses mais surtout pour dire sa détresse et remercier encore et encore. La générosité dans toute la région sinistrée n'a pas de limites pour les gens venus de l'Ouest et l'on se saignerait aux quatre veines pour honorer les visiteurs.

HENRI DE BRESSON.

Les droits de l'homme, la détente et la conférence de Moscou

(Suite de la première page.)

On sait que Radio Liberty à Munich a bénéficié de cette mesure en décembre, pour la première fois depuis sa création dans les années 50. Enfin, M^{me} Oakley n'a pas hésité à enregistrer parmi ces progrès les engagements annoncés par M. Gorbatchev dans son discours du 7 décembre à l'ONU. Il s'agit notamment de remanier les lois et règlements concernant la liberté de conscience et l'émigration.

Washington attendait aussi de Moscou des garanties concernant l'organisation d'une conférence sur les droits de l'homme dans la capitale soviétique. Les Occidentaux exigent en effet que toutes les personnes intéressées, des journalistes aux dissidents en exil en passant par les militants soviétiques des droits de l'homme, puissent librement assister aux travaux. Or il semble que les Américains aient obtenu satisfaction sur cela aussi. Selon un responsable du département d'Etat, on attend encore les détails, mais Moscou a fait connaître son accord de principe.

Une fois de plus, donc, c'est aux Américains et à leurs alliés les plus durs (notamment Mme Thatcher, qui jugeait encore récemment les progrès soviétiques insuffisants) que les concessions ont été faites. Les autres gouvernements européens, dont la France et la RFA, avaient accepté le principe d'une conférence à Moscou avant d'avoir reçu les mêmes assurances. Il est vrai que les choses ont encore bougé à Moscou sur le terrain des droits de l'homme ces dernières semaines. Les propos sur l'émigration tenus par M. Chevardnadze

Petit à petit, une certaine forme de vie reprend un peu partout. Dans les villages au nord de Kirovakan, des élèves de l'école d'architecture de Moscou s'installent ainsi ces derniers jours les villages à remplir les déclarations de sinistres. De toutes les républiques, matériels et hommes arrivent massivement maintenant. On signalait ainsi ces derniers jours l'arrivée d'Ouzbeks dans deux villages au nord de Léninsk. Les organisations humanitaires internationales s'organisent elles-mêmes en totale liberté pour rester sur place pendant au moins plusieurs mois. Si l'accueil de la population est extrêmement chaleureux, l'attitude elle-même des Soviétiques ne manque pas de surprendre chaque jour. « On a des camions, des facilités de transport et, maintenant, même des chargements jamais vus nulle part ailleurs », constate un des responsables de Médecins sans frontières, Christophe Dupont.

La milice arménienne était conquise d'avance, mais les choses, au début, étaient moins simples avec l'armée, peu habituée à cette circulation d'étrangers, dans une zone sensible, à la frontière de la Turquie. Depuis, la consigne est manifestement passée. Non seulement on franchit les barrières sans aucun problème, mais l'armée s'est également mise de la partie, assurant le déchargement des avions à Erevan. Même si un officier peut bien ironiser sur le fait qu'on vient le chercher pour mettre un peu d'ordre dans une distribution, l'ambiance est généralement bon enfant. Les simples bidasses affectés à la garde ou simplement aux barrières en profitent volontiers pour venir chercher une cigarette ou échanger deux ou trois mots d'anglais ou de français lorsqu'ils le peuvent.

Avec l'attente, la machine soviétique se met peu à peu en place. Les coups de gueule du premier ministre, M. Ryjkov, n'ont pas été vains. Autour de Spitak, où de gros engins de déblaiement ont été mis en œuvre cette semaine, les camps de toile de l'armée et des ouvriers venus des républiques ne cessent de s'étendre à vue d'œil sous la neige. Dans les grandes villes, on continue à chercher les morts dans les décombres des grands ensembles, des usines, sous l'œil vigilant des familles dont la patience ne semble avoir aucune limite. Tout se met en place pendant ce temps pour le début du grand déblaiement prévu tout au début de l'année.

HENRI DE BRESSON.

La clôture de la CSCE fin janvier

Si, comme il est maintenant probable, Washington donne son accord définitif à la tenue de la conférence de 1991 à Moscou (selon le *Washington Post*, M. Shultz, secrétaire d'Etat, pourrait recommander dans les tout premiers jours cette décision au président Reagan), le dernier obstacle sera levé à la conclusion de la conférence de Vienne sur la sécurité et la coopération en Europe.

Ouverte en novembre 1986, cette phase de la CSCE a accompagné les principaux développements de la « glasnost » et des réformes en URSS. Le gouvernement autrichien a déjà invité les ministres des affaires étrangères des trente-cinq pays membres à venir à Vienne entre le 17 et le 19 janvier, soit dans les tout derniers jours de la présidence Reagan, pour une séance de clôture qui ratifiera le mandat des négociations à ouvrir aussitôt après sur la stabilité conventionnelle en Europe (NSC). D'ici là, M^{me} Shultz et Chevardnadze auront à Paris, à l'occasion de la conférence sur les armes chimiques, une nouvelle et avant-dernière rencontre.

MICHEL TATU.

Coupable de corruption

Le gendre de Brejnev a été condamné à douze ans de camp

Moscou (AFP). — Un verdict sans surprise, douze ans de camp à régime sévère, a clos, le vendredi 30 décembre, à Moscou, le procès pour corruption de Iouri Tchoubranov, gendre de Brejnev, ancien premier vice-premier ministre de l'intérieur de l'URSS. Le procureur avait requis quinze ans de camp.

Alors que beaucoup de Soviétiques attendaient des révélations sur ceux qui ont survécu aux scandales ayant marqué les dernières années de l'ère de la « stagnation », ce procès de quatre mois n'aura été finalement qu'un long exposé de la corruption généralisée au sein de l'appareil, et notamment de la police, en Ouzbékistan.

Huit hauts responsables du ministère de l'intérieur de cette République d'Asie centrale étaient en effet dans le box des accusés aux côtés de Tchoubranov, cinquante-deux ans, qui est resté jusqu'au bout impassible, déclarant finalement « comprendre » le verdict prononcé contre lui.

Il avait pourtant échangé un sourire avec son avocat lors d'une interruption de la lecture des attentus. Le président du tribunal militaire, le général Mikhaïl Marov, n'avait en effet retenu contre lui que trois affaires de pots-de-vin, s'élevant à 90 000 roubles (145 000 dollars), et alors que ceux-ci s'élevaient pour l'accusation à plus de 650 000 roubles (1 million de dollars).

« L'évêque de Lituanie est rétabli dans ses fonctions. — L'URSS a demandé le jeudi 29 décembre au chef d'Église catholique de Lituanie de reprendre ses activités officielles à Vilnius. C'est un nouveau pas vers la réconciliation de l'État avec les institutions religieuses. L'évêque, Juozas Steponavičius, qui n'a pas encore fait connaître ses intentions, était en exil intérieur depuis le mois de janvier 1981.

La surprise du procès aura été finalement l'acquiescement, pour manque de preuves, d'un ex-vice-ministre de l'intérieur ouzbek, Tachmir Yakhramanov, contre lequel seize années de camp avaient été requises. De même que la libération, en attendant un complément d'enquête, de l'ex-ministre de l'intérieur de cette République, Halidar Yakhiaiev. Malgré un réquisitoire qui demandait quinze ans de camp, ce dernier, qui a déjà passé trois ans en prison, sera assigné à résidence en attendant que le parquet examine son cas, lié à d'autres enquêtes en cours.

Les autres accusés ont été condamnés à des peines de huit à dix ans de camp. Le seul d'entre eux qui ne soit pas de nationalité ouzbek, M. Piotr Begelman, ex-vice-ministre de l'intérieur d'Ouzbékistan, a vu sa peine accrue par le tribunal : neuf ans au lieu de six requis.

Il a déclaré qu'il n'était « pas d'accord » avec le jugement. Il avait affirmé lors du procès que « tout le monde savait qu'on ne pouvait travailler en Ouzbékistan sans donner des pots-de-vin et qu'on ne pouvait les prendre que chez ses subordonnés ».

De hauts responsables du Parti communiste ouzbek ont été récemment inculpés de corruption, après des articles de presse. Les enquêtes de « l'affaire ouzbek » y dénonçaient des « intouchables au sein du parti » liés à celle-ci et dont les « ramifications remontent à Moscou ».

De cela, il n'aura pas été question au procès. A l'issue de cinq ans d'enquête, seuls des proches de Brejnev, déjà décedés — par suicide — et dont les cas étaient connus, ont été dénoncés durant les débats : notamment l'ex-ministre de l'intérieur de l'URSS, Nikolai Tchubelkov, le premier secrétaire d'Ouzbékistan, Charaf Rachidov et son ministre de l'intérieur, Kudrat Ergashev.

Asie

L'ouverture au Vietnam

Ho-Chi-Minh-Ville rêve de Saïgon

(Suite de la première page.)

Quand les clignotants s'allument à Hanoï, on réagit comme s'il s'agissait déjà de fous verts. A leur heure, la Banque mondiale ou le FMI viendront sans doute financer les grands travaux de reconstruction. Entre-temps, les petits projets pullulent.

La Banque pour l'industrie et le commerce de Ho-Chi-Minh-Ville a son premier projet : approuver de banque mixte d'investissement. Le partenaire : la Summa Handelsbank, un organisme ouest-allemand dont les capitaux sont en majorité indonésiens. La société Pullman négocie la remise en état du prestigieux hôtel Thong-Nhat - l'ancien Métropole - à Hanoï, et du Cuu-Long - l'ancien Majestic - à Saïgon. Apparemment, elle a reçu l'autorisation de faire venir des Thaïlandais pour former le personnel hôtelier. Les chefs seront, en principe, français et, une fois ces belles bâtisses restaurées et modernisées, les prix des chambres doubleront.

Depuis l'adoption, fin 1987, d'un nouveau code, très libéral, des investissements étrangers, plus d'une trentaine de sociétés mixtes - avec participation de pays non socialistes - ont vu le jour, de la fabrique de pièces de rechange pour motocyclettes japonaises à celles de vêtements ou de pièces en caoutchouc. Japonais, Allemands de l'Ouest, Thaïlandais, Singapouriens, Hollan-

dais sont impliqués. Une douzaine de banques étrangères sont intéressées et les délégations d'hommes d'affaires viennent même de Thaïlande, explique M. Tran Anh Tien, directeur adjoint de la Banque pour l'industrie et le commerce. « Auparavant, poursuit-il, l'Etat fixait les objectifs de production. Maintenant, ce sont les sociétés qui proposent ».

La municipalité de Saïgon a ses propres ambitions. Face au centre-ville, à Thu-Tiem, sur la berge opposée de la rivière, un secteur de 50 à 100 hectares sera réservé à l'aménagement d'une zone franche où des industries légères pourront utiliser la main-d'œuvre locale pour exporter des produits transformés sur place. Ainsi le Vietnam entend-il prendre le relais des « tigres asiatiques » au niveau de développement nettement plus avancé.

Retour des Viet-Khieu réfugiés

Près de là, selon M. Nguyen Cong Ai, un hôtel de mille chambres sera construit avec l'aide de fonds ouest-allemands. Ho-Chi-Minh-Ville a également demandé l'autorisation de créer, avec une participation indonésienne, sa propre compagnie aérienne. En dépit de l'ouverture, en 1988, de nouvelles liaisons avec Manille et Bangkok - par Philippines, Air-

lines et Thai International, - les vols sur Saïgon sont archipeints, surtout à l'occasion des fêtes de fin d'année. Air France envisage déjà un troisième vol passagers hebdomadaire.

Le Vietnam, en effet, a décidé d'ouvrir ses portes aux « Viet-Khieu », les Vietnamiens d'outre-mer, un million et demi de gens qui, dans leur majorité, ont fui leur pays entre 1975 et 1980. « En 1988 ils ont déjà formé la majorité des cinquante mille visiteurs », explique M. Nguyen Minh Cam, directeur général de la Cosovina, une compagnie de services créée à leur intention en avril 1987 par la municipalité de Saïgon. « Mon chiffre d'affaires s'est élevé à plus de 35 millions de dollars en 1988 », poursuit M. Cam, qui calcule que le Vietnam accueillera entre deux cent mille et trois cent mille visiteurs étrangers en 1990, dont toujours une majorité de « Viet-Khieu ». « Nous aidons les Viet-Khieu qui aident leurs parents restés sur place et nous orientons ceux qui veulent réinvestir ».

Du coup, Saïgon a changé de visage. Les danses se sont multipliées. Pour les nostalgiques d'une autre époque, on ressort les « tubes » des années 60 et 70, Sheila et Syvaine compris. Surtout, on entend de nouveau partout la musique des deux grands poètes contemporains vietnamiens, Trinh Cong Son et Pham Duy. Les Viet-Khieu ne passent pas inaperçus. « Ce sont des flambeurs », explique un étranger. Des centaines de milliers de dollars sont ainsi dépensés en une soirée dans les night-clubs à la mode de Saïgon par des Vietnamiens qui, fatalement, font figure de riches dans un pays encore bien pauvre.

« Ils veulent revivre le Vietnam », dit M. Cam, ancien résistant, qui prudemment estime que « le retour des Viet-Khieu est populaire et constitue une bonne politique humanitaire ». Ce qui ne va pourtant pas sans susciter quelques jalousies et, surtout, les réserves des éléments conservateurs du PC.

Selon Nhan Dan, le quotidien du PC, le Vietnam a attiré 300 millions de dollars d'investissements étrangers et sa production industrielle a augmenté de 7 % en 1988. Il ne s'agit que d'un début. L'ancienne Saïgon se taille déjà la part du lion, avec 30 % de la production industrielle nationale et 50 % de celle de produits de consommation. Considérée il y a une dizaine d'années encore comme une sorte de verve par les vainqueurs de 1975, Ho-Chi-Minh-Ville semble aujourd'hui acceptée comme la locomotive d'un redressement en cours. « Du bricolage à la reconstruction, le pas n'a pas encore été franchi », rappelle cependant un homme d'affaires occidental.

JEAN-CLAUDE POMONTI

JAPON

Un rituel du Nouvel An perturbé par l'agonie de l'empereur

TOKYO
de notre correspondant

« En raison des circonstances, vous comprendrez que nous nous abstenions de vous envoyer nos vœux pour la nouvelle année ? » Telle est la formule de bon nombre des cartes que s'envoient ces jours-ci les Japonais. Le rituel des cartes de vœux, qui, au Japon, prend des proportions inimaginables, est perturbé cette année par la longue agonie de l'empereur Hirohito, qui s'est transformée en une sorte de veillée nationale. Lorsqu'un deuil est survenu dans une famille, celle-ci envoie généralement en décembre une carte pour s'excuser de ne pas présenter ses vœux.

Le premier touché par le climat ambiant de « retenue » (*jishuku*) est le fabricant des très populaires cartes de vœux vendues par les bureaux de poste et qui doivent être distribuées le matin même du 1^{er} janvier. Numérotées, elles sont associées à une loterie. Mais elles portent le nom de l'année Showa 64, selon le système des âges impériaux. De là, le dilemme : ne pas envoyer de cartes du tout serait d'une impolitesse rare ; en envoyer une antitradition si elle arrive après le décès du souverain (l'ère changeant dans les heures qui suivent sa mort). Prévoyants, la plupart des fabricants d'agendas ont supprimé la mention de l'ère, donnant l'année selon le seul calendrier chrétien.

L'idéogramme « shuku » banni des slogans

Pour ne pas commettre d'impair, beaucoup préfèrent ne rien faire. Lorsque, il y a deux semaines, l'empereur fut victime d'une nouvelle grave hémorragie, les entreprises avaient annulé leurs fameuses réceptions pour « oublier l'année » (*bonenkai*) au cours desquelles sont dépensés des milliards de yens. La tension artérielle du souverain étant inopinément remontée (il reçoit en moyenne de 200 à 400 centimètres cubes de transfusion par jour), elles ont rétabli ces festivités.

On note néanmoins une baisse de 30 % dans les commandes de bonnets et des achats de cadeaux, et l'idéogramme « shuku » (l'effacement) a été pratiquement banni des slogans des magasins. Le 1^{er} janvier, c'est le prince héritier qui devait recevoir le corps diplomatique.

La maladie de l'empereur assombrit le caractère officiel de cette fin d'année au Japon. Les tabous demeurent bien verrouillés, comme en témoignent les menaces de mort adressées par l'extrême droite au maire de Nagasaki, qui avait déclaré publiquement que le souverain avait « quelques responsabilités dans la guerre » (*le Monde* du 31 décembre).

Le Nouvel An est au Japon une fête familiale et les Japonais

devaient la fêter selon leurs habitudes. Les trains sont bondés, les hôtels, stations thermales et de ski sont pleins, et il était impossible de trouver un billet d'avion à tarif réduit pour Hongkong, Guam et la Thaïlande.

A minuit, les cloches des temples devaient sonner leurs cent huit

coups pour chasser les cent huit mauvaises pensées, et la foule affluer pour les premières dévotions après avoir mangé des nouilles, symbole de longévité, et suivi à la télévision le rituel hit-parade de la nuit du 31 décembre.

Peut-être, les mêmes iront-ils le lendemain signer les registres aux portes du palais impérial : leur

société est fondée sur le formalisme et les Japonais sont on ne peut plus conformistes. Indépendamment de toute affection particulière pour l'empereur, ils s'y rendront parce qu'ils n'ont pas d'opinion politique arrêtée, parce qu'une page de leur histoire est tournée ou parce que les voisins y vont aussi.

PHILIPPE PONS.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

Kaboul annonce un cessez-le-feu unilatéral de quatre jours

Le président Najibullah a ordonné, vendredi 30 décembre, à son armée une trêve de quatre jours à compter du 1^{er} janvier sur tout le territoire afghan. « L'année pour répondre si elle est attaquée », a-t-il ajouté. M. Najibullah, dans une allocution radiodiffusée, a indiqué qu'il soutiendrait la proposition de cessez-le-feu à partir du 1^{er} janvier, faite par le numéro un soviétique Mikhail Gorbachev, début décembre, aux Nations unies. Le président afghan s'est donné quatre jours pour voir si son offre était acceptée par les résistants. Rejetée sur le champ par la résistance, la trêve doit coïncider avec la deuxième phase des discussions entre Soviétiques et résistants à Islamabad.

Entre-temps, une vingtaine de personnes ont été blessées vendredi à Kaboul par des tirs de mortier, a annoncé l'agence Tass. Par ailleurs, huit personnes, dont six enfants, ont été tuées ou grièvement blessées par des tirs de roquettes sur les villes de Gardez, Ghazni, Meimene et Pouch-Khouni, a ajouté Tass. Les moudjahidines ont repris mardi, après plusieurs semaines d'arrêt, leurs tirs de roquettes sur Kaboul, pour marquer le neuvième anniversaire de l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan. (AFP.)

Canada

Ottawa ratifie l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis

Ottawa. - Le Parlement canadien a ratifié, vendredi 30 décembre, le traité de libre-échange signé au début de l'année avec Washington. Cette dernière étape du processus de ratification voté par le Sénat canadien - la Chambre des communes avait approuvé le projet juste avant Noël - permettra l'entrée en vigueur de l'accord à la date prévue du 1^{er} janvier 1989. Il prévoit la suppression totale sur dix ans, entre les deux pays, des barrières tarifaires et de la plupart des entraves commer-

ciales dans des domaines allant de l'industrie aux services en passant par l'énergie.

Contrairement aux Etats-Unis, le Free Trade Agreement (FTA) a été vivement discuté au Canada, au point de constituer le thème quasi unique des dernières élections générales du 21 novembre dernier (*le Monde* du 18 et 23 novembre 1988). Le succès des conservateurs de M. Brian Mulroney, seul grand parti canadien en faveur du traité qui détient une majorité absolue à la Chambre des communes, en a permis la ratification. (AFP.)

Grande-Bretagne

L'attentat contre le Boeing de la Pan Am

Un correspondant anonyme se réclame des Gardiens de la Révolution islamique a revendiqué une nouvelle fois, vendredi 30 décembre, le sabotage du Boeing 747 de la Pan Am, qui a explosé le 21 décembre, au-dessus de l'Ecosse (270 morts), auprès des bureaux londoniens de

l'agence américaine Associated Press. Dans un appel téléphonique, l'homme a menacé les Etats-Unis d'un nouveau attentat s'ils n'expulsaient pas Reza Pahlavi, fils de l'ancien chah d'Iran. Jeudi dernier, un homme avait téléphoné à ces mêmes bureaux d'AP à Londres, lui aussi pour revendiquer l'explosion de l'avion au nom des Gardiens de la Révolution islamique.

A Paris, toutefois, l'ambassade d'Iran a formellement démenti toute implication de l'Iran dans la catastrophe de Lockerbie.

De son côté, le Times assure que les policiers chargés de l'enquête ne sont arrivés à la conclusion que la bombe à l'origine du drame avait été placée à bord du vol 103 à Francfort, tous les bagages en provenance de cette ville ayant été mis dans la soute avant de l'avion, où, selon les enquêteurs, s'est produite l'explosion.

D'autre part, à la suite d'informations selon lesquelles l'explosion en cause aurait été du Semtex de fabrication tchécoslovaque, Prague a nié, vendredi, avoir fourni des explosifs à des organisations terroristes. (AFP, REUTERS.)

EN BREF

● AFRIQUE DU SUD : suspension de l'ordre d'expulsion de neuf mille Noirs. - La Cour suprême a suspendu, vendredi 30 décembre, l'ordre de transfert de neuf mille Noirs dans un bantoustan, ce qui les aurait privés de leur citoyenneté sud-africaine. La communauté agriaire de Braklaagte devait, auparavant, être incorporée au Bophutswana à compter du 31 décembre à minuit. La Cour a jusqu'au 7 mars 1989 pour justifier sa décision. - (Reuters.)

● ANGOLA : arrivée en janvier des premiers observateurs des Nations unies. - Les premiers éléments de la Mission de vérification des Nations unies en Angola (MIVNUA), chargés de contrôler le retrait des 60 000 soldats cubains d'Angola, seront déployés sur place dans les premiers jours de janvier, a-t-on indiqué, vendredi 30 décembre, de source officielle à l'ONU. De son côté, l'ambassadeur angolais à l'ONU, M. Pécavira, a confirmé que le retrait d'un premier contingent de

3 000 Cubains commencerait avant le 10 janvier. - (AFP.)

● BRÉMAINE : la guerre contre les Karens. - Plus de 400 soldats et rebelles ont été tués dans des combats que se sont livrés pendant trois mois troupes birmanes et insurgés karens pour le contrôle d'une position stratégique sur la frontière birmano-thaïlandaise, a annoncé l'armée, vendredi 30 décembre, à Rangoun.

L'armée a perdu 242 hommes, dont 12 officiers, et a tué 204 rebelles karens dans les combats qui, précédant sa reconquête de Methawaw le 22 décembre, ont duré quatre-vingt-dix jours, selon des porte-parole de l'armée. Des sources de l'Union nationale karens insurgée dans la région frontalière ont démenti cette version des faits, affirmant que la garnison karens n'avait subi que de très faibles pertes en « abandonnant » la région de Methawaw aux troupes de Rangoun, le 22 décembre. - (AFP.)

Soudan

Quatrième jour de manifestations antigouvernementales à Khartoum

La décision du gouvernement soudanais d'annuler les mesures de hausse des prix n'a pas réussi à calmer la situation au Soudan. Vendredi, pour la quatrième journée consécutive, les manifestations antigouvernementales se sont poursuivies et la grève générale est toujours maintenue. Selon certaines informations, non confirmées cependant, l'aéroport qui se trouve sous le contrôle des militaires a été réouvert dans la nuit de vendredi. Les communications téléphoniques et télex demeurent interrompues.

M. Fath Abdoun, gouverneur de Khartoum, a déclaré vendredi qu'au moins deux personnes avaient été tuées et vingt-huit blessées lors des fusillades qui se sont produites pen-

dant les manifestations. Selon l'agence Associated Press qui cite les informations de source diplomatique, le mouvement de contestation est loin de se calmer et on parle de plus en plus à Khartoum « où règne le chaos politique le plus complet » de « complots et de coups d'Etat ».

Après le retrait du Parti unitaire démocratique de M. Osman el Mirghani du gouvernement, le Front national islamique, désormais seul partenaire du parti al Oumma de M. Sadek el Mahdi, joue un rôle de plus en plus prépondérant. Selon le *Financial Times*, son président, M. Hassan el Tourabi, qui jusqu'à présent occupait le poste de ministre de la justice, a été promu également ministre des affaires étrangères, à la place de M. Hussein Solaiman Abou Saleh, qui s'était retiré du gouvernement avec les six ministres du Parti unitaire démocratique. La nomination de M. Tourabi, chef partisan de l'imposition de la charia islamique, si elle est confirmée, ne manquera pas d'exacerber le mouvement de contestation qui réclame également l'abolition de la législation islamique qui, selon lui, constitue le principal obstacle à un règlement négocié de la guerre civile dans le Sud.

la soirée, en raison de troubles cardiaques. Un de ses proches, Joe Lazo, a déclaré un prêtre lui avoir déjà administré les derniers sacrements. « Il est très, très malade », a-t-il ajouté.

C'est la deuxième fois en un mois que M. Marcos, âgé de soixante et onze ans, est transporté pour troubles cardiaques à l'hôpital Saint-François. - (Reuters.)

● ZAIRE : visite du ministre belge de la coopération. - M. André Geens, ministre belge de la coopération, est arrivé jeudi 29 décembre au Zaïre afin d'y rencontrer le président Mobutu. Dans le climat particulièrement tendu des relations belgo-zaïroises (*le Monde* du 29 décembre), il est chargé de la mission très délicate de proposer une « trêve » de trois mois, qui serait suivie d'une conférence ministérielle de réconciliation, chargée de vider leur querelle au travers d'un réexamen des relations bilatérales. - (AFP.)

Proche-Orient

ISRAËL

Trois Palestiniens tués dans les territoires occupés

Un Palestinien a été tué par balles, vendredi 30 décembre, à Gaza où, la veille, deux autres Palestiniens avaient également été tués, alors que, selon des sources militaires israéliennes, ils circulaient en voiture et avaient refusé de s'arrêter à un barrage de l'armée. Dix manifestants ont, en outre, été blessés.

Par ailleurs, des roquettes Katioucha ont été tirées jeudi soir sur la Haute-Galilée, dans le nord d'Israël, à partir du Liban sud. Ces tirs n'ont pas fait de victimes. A Beyrouth, la milice chiite Amal en a revendiqué la responsabilité, affirmant qu'il s'agissait de représailles au raid israélien de jeudi (*le Monde* du 30 décembre) contre une position d'Amal. Cette attaque aurait fait huit blessés parmi les hommes de M. Nabih Berri.

L'OLP contre la trêve

Amal a conclu le 23 décembre un accord avec les organisations palestiniennes, notamment le Fatah de M. Yasser Arafat, pour mettre un terme à plus de trois ans de « guerre des camps » au Liban sud. Le mou-

vement chiite a, par ailleurs, multiplié ces deux derniers mois les attaques anti-israéliennes, alors qu'il s'était abstenu de mener de telles opérations depuis 1986.

A Tunis, d'autre part, un porte-parole de l'OLP a exclu, vendredi, toute trêve dans le soulèvement palestinien des territoires occupés. « Personne, au sein du comité exécutif de l'OLP ni au sein d'aucune organisation, n'acceptera une trêve », a déclaré ce porte-parole après que le maire de Bethléem, M. Elias Freij, ait annoncé, jeudi, avoir demandé à M. Arafat d'accepter une telle trêve (*le Monde* du 31 décembre).

Le chef de l'OLP poursuit, quant à lui, son offensive diplomatique en Europe. Il vient d'accepter une invitation à se rendre en Finlande et devrait effectuer une visite en Espagne en janvier. Madrid assurera, alors, la présidence de la CEE. Enfin, les Pays-Bas pourraient établir dans un mois leurs premières relations à haut niveau avec des responsables de l'organisation de M. Arafat, a indiqué un porte-parole du ministère néerlandais des affaires étrangères. - (AFP, AP, Reuters.)

LIBYE : l'affaire de l'usine chimique de Rabta

Les Etats-Unis rejettent l'idée d'une inspection internationale

Les Etats-Unis ont rejeté vendredi 30 décembre une proposition du colonel Kadhafi d'inspection internationale de l'usine d'armes chimiques qu'ils accusent d'avoir construite en Libye. « Une visite organisée par la Libye ne dissiperait pas les inquiétudes sur la vraie nature de l'usine Pharo 150 à Rabta », a déclaré le porte-parole adjoint du département d'Etat, M^{rs} Phyllis Oakley, révoquant ainsi publiquement pour la première fois le nom et l'emplacement de cette installation.

Les Etats-Unis affirment depuis des mois que cette usine, qui fait partie d'un complexe industriel à une cinquantaine de kilomètres au sud de Tripoli, est la plus grande installation de fabrication d'armes

chimiques du tiers-monde. Ils ont laissé entendre qu'ils pourraient la bombarder, soulevant les critiques de la quasi-totalité des pays arabes. Le colonel Kadhafi soutient que c'est une usine de produits pharmaceutiques.

« Pour étayer cette affirmation, Kadhafi a proposé d'autoriser une inspection internationale. Une seule inspection ne serait pas concluante », a déclaré M^{rs} Oakley, selon qui, « une usine d'armes chimiques pourrait facilement être modifiée pour apparaître comme une usine de produits chimiques normale, produits pharmaceutiques ou fertilisants. Toute trace de production d'armes chimiques pourrait être effacée avec un très court préavis. » (AFP.)

هكذا من الأصل

Société

Harmonisation européenne

Achat et détention d'armes : les règlements sont appelés à changer

Les réglementations communautaires qui, à partir de 1993, vont influencer la façon dont est organisée la chasse en France touchent en tout état de cause, et avant cette date, l'actuelle législation sur l'achat, la détention et la circulation des armes dans notre pays. Ces réglementations s'appuieront sur une directive qui prévoit une harmonisation des règlements.

Ainsi pourrait-on s'attendre à voir appliquer aux armes lisses (armes de chasse au petit gibier et armes dites de jardin) les mêmes règles que pour les armes rayées. Cela se traduit par l'obligation, pour l'acheteur, de présenter lors de l'achat une pièce d'identité, ce que faisaient déjà la plupart des armuriers. En outre, le vendeur devrait-il faire obligatoirement inscrire le numéro de l'arme vendue sur un fichier de police, accompagné des renseignements d'identité qui lui auront été fournis.

D'autre part, une vente ou un échange d'armes de chasse ou de tir entre particuliers devrait, estimant certains experts, faire l'objet d'une déclaration.

Un fascicule devrait enfin accompagner toute arme et un double de cette pièce administrative devrait donner lieu à un archivage.

S'agissant de la circulation des armes, une réglementation de leur transport serait mise en place à l'encontre tant des étrangers à la Communauté que des résidents de la CEE. L'autorisation de transporter des armes ne devrait, à terme, n'être

accordée qu'aux détenteurs de permis de chasse et aux membres actifs de clubs de tir homologués.

Rien, à vrai dire, qui soit fondamentalement révolutionnaire. Toutefois, les armuriers détaillants, aussi bien que les manufacturiers, s'inquiètent, d'ores et déjà, de la multiplication des formalités dans lesquelles ils voient plus de contraintes économiques que de moyens efficaces contre la délinquance.

Ajoutons au dossier que des pourparlers ont eu lieu entre représentants du Benelux (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg) et ceux de France et de RFA sur le thème « Police et sécurité », qui devraient également aboutir à une modification de l'actuelle réglementation. Ce qui complique les choses.

Huit catégories en France

Lors de ces conversations qui ont pour siège Schengen (Luxembourg), la France aurait accepté plusieurs mesures, notamment, s'agissant des armes de chasse, l'enregistrement de l'identité de tout acheteur d'armes lisses semi-automatiques ou à répétition. Jusqu'à présent, pour les armes à trois coups, achat et détention étaient libres. Resterait en vente libre les armes lisses à deux coups (juxtaposés, superposés) et les monocoques. Les Français auraient, d'autre part, accepté l'intercommunalisation des fichiers d'acquisition entre les pays européens.

En France, les armes sont actuellement classées en deux groupes et huit catégories :

Première catégorie : armes à feu et leurs munitions conçues pour ou destinées à la guerre ;

Deuxième catégorie : matériels destinés à porter ou à utiliser au combat les armes à feu ;

Troisième catégorie : matériel de protection contre les gaz de combat et produits destinés à la guerre chimique ou incendiaire ;

Quatrième catégorie : les armes à feu dites de défense et leurs munitions ;

Cinquième catégorie : les armes de chasse et leurs munitions ;

Sixième catégorie : les armes blanches ;

Septième catégorie : les armes de tir, de force et de salon ;

Huitième catégorie : les armes historiques et de collection.

L'acquisition, la détention, le transport, la transmission ou la cession d'armes ou de munitions de la première et de la quatrième catégorie sont interdits, sauf autorisation.

L'acquisition d'armes des autres catégories est soumise à enregistrement et contrôle. En outre, il faut savoir que le législateur, pour classer telle ou telle arme dans telle ou telle catégorie, s'est soucie de l'encombrement de l'arme, de la longueur des canons, du calibre et du nombre de coups disponibles dans les chargeurs. A ce titre on ne voit guère pourquoi la réglementation devrait encore évoluer...

CLAUDE LAMOTTE.

SPORTS

Le onzième Paris-Dakar

La bienveillance du Guide

Le Belge Jacky Ickx (Peugeot 405 turbo 16) a consolidé sa première place dans le raid-marathon Paris-Dakar en s'imposant, vendredi 30 décembre, dans l'étape qui conduisait les concurrents à Sabha, la ville natale du colonel Kadhafi. Il a devancé son coéquipier finlandais Ari Vatanen (405 turbo 16) et le Français Jean-Pierre Fontenay (Mitsubishi Pajero). Chez les motards, l'étape a été dominée par deux pilotes de Yamaha, l'Espagnol Carlos Mas et l'Italien Franco Picco.

antennes dans ce pays. Enfin, selon le vœu du colonel Kadhafi lui-même, le parc des sports a été réquisitionné pour servir de campement au reste de la caravane.

C'est dans cet ensemble de bâtiments et de terrains réservés « à la jeunesse sportive de la patrie » que sont venus se ranger les premiers camions. Enormes monstres constellés de slogans publicitaires qui transportent les pièces de rechange des équipes fortunées. Tels ceux agrémentés d'écureuils rouges qui achèment le matériel du test des Caisnes d'épargne, la bonne fête des cinq motards qui composent cette équipe.

« A Ghadamès, les mécaniciens ont durci nos suspensions arrière », explique Pierre-Marie Poli, ils ont surtout changé le clapet de la pipette d'huile. Une défaillance technique qui a fait croire au pilote durant toute l'étape précédente qu'il pleuvait puisqu'il recevait des gouttes sur ses lunettes. Une mésaventure supplémentaire pour un concurrent qui, depuis quelques semaines, vit une période d'aventure. Cet ancien journaliste devenu par passion pilote professionnel a, en effet, bien failli ne pas prendre le départ du onzième Dakar.

« A la suite de ma participation à l'épreuve *Passport Pulsion* en novembre, le pouvoir fédéral avait décidé de suspendre ma licence », raconte le fin jeune homme de trente-trois ans. Une course contestée, une course hors des règles des instances de la Fédération française de motocyclisme ne lui avait apporté que le bannissement. Vainqueur de la Baja espagnole en 1984 et du Rallye de Tunisie l'année suivante, il se trouvait privé d'un Dakar qu'il préparait depuis longtemps. Après un premier engagement lors de la course de 1986 au guidon d'une Yamaha, Pierre-Marie Poli s'est lancé dans la création de prototypes. Des engins réalisés à base de matériaux composites, qui, à l'image de leur sponsor, commencent à grignoter des places. « Pour cette édition du Dakar, nous avons mis au point une supermachine capable de rivaliser avec les meilleures japonaises », prêche le pilote. Des machines qui auraient été utilisées par Philippe Joigneau, Serge Bacon, Philippe Huin et Raymond Loizeaux, les autres pilotes de l'équipe et non par leur créateur si la décision de suspension avait été maintenue. Mais la

SABHA de notre envoyé spécial

Poursuivant sa descente vers le Sud, le onzième raid-marathon Paris-Dakar a enfin rencontré le soleil. Vendredi 30 décembre, les quelques nuages qui traînaient dans le ciel au-dessus de Sabha n'empêchent pas les rayons de venir réchauffer les concurrents. Un réconfort pour les 331 coureurs encore en compétition, qui, depuis le départ de Tunis, n'avaient eu droit qu'au froid et au vent.

Les autorités de Sabha ont profité de ce soleil retrouvé pour hisser haut les drapeaux verts et les portraits du « Guide ». Les slogans fleurissent sur les façades des immenses tentes de la ville. Les avions goudronnés. Sabha, surprise, citée de HLM et de hautes tours plantées au milieu des sables, n'a pas eu trop de mal pour se faire belle. Une fois réformés les hangars couleur camouflage où sont entassés les véhicules, les véhicules équipés de mitrailleuses, la ville libyenne ressemble à une sous-préfecture du Midi. « Bienvenue honorables hôtes de votre seconde patrie, la Jamahiriya », proclame une banderole, alors qu'un autre calicot, habilement peint, souhaite le bonjour pour « ceux qui défendent la paix ».

Comme la veille à Ghadamès, les autorités se montrent particulièrement bienveillantes à l'égard des visiteurs du « safari ». Des moutons grilles et des buffles de crèche attendent les pilotes de la flottille qui accompagne le rallye. Les deux hôtels de la ville ont mis leur soixante chambres à la disposition des grosses équipes possédant des

JUSTICE

La succession Canson

La confrontation organisée par le juge Bernard n'a pas apporté d'éléments nouveaux

MARSEILLE de notre correspondant régional

Le juge Jean-Pierre Bernard qui instruit, à Toulon, l'affaire de captation d'héritage de Suzanne de Canson, a organisé, vendredi 30 décembre, une confrontation entre trois des cinq inculpés, M^{me} Jeanne Deschamps, M^{me} Suzanne de Canson et M^{me} Marie-France Pestel-Debord et M^{me} Paul Lombard, qui s'est prolongée pendant sept heures. Etaient absents, l'avocat toulonnais, M^{me} Robert Boissonnet, dont le défendeur était souffrant, et l'inspecteur général des Musées de France, M^{me} Pierre Rosenberg, qui n'avait pas été touché à temps par la convocation du juge.

Cette confrontation, au cours de laquelle chacun est resté sur ses positions, a eu lieu en présence de M^{me} Jeanne Deschamps, sœur de Suzanne de Canson, dont la plainte, il y a près de vingt mois, avait été à l'origine de l'affaire. Elle avait été précédée d'un nouvel interrogatoire, d'une durée de quatre heures, de M^{me} Lombard.

Avant son départ, le 11 janvier, pour Lille où il doit prendre ses nouvelles fonctions de vice-président au tribunal de grande instance, le juge Jean-Pierre Bernard pousse les feux. Objectif : de la confrontation, qui constituait l'un de ses derniers actes d'instruction : établir le rôle exact joué par ceux qui sont intervenus, en tant que conseils de la principale accusée, M^{me} Pestel, dans la négociation des tableaux dont a été dépossédée Suzanne de Canson et plus particulièrement de l'œuvre de M^{me} de Canson, achetée par le Musée du Louvre. M^{me} Lombard et son ancienne collaboratrice M^{me} Pestel-Debord, inculpés respectivement de recel,

complicité, usage de faux en écriture privée et complicité de vol et de faux, ont-ils eu conscience, ou non, de l'origine douteuse de la propriété de ces tableaux ? La confrontation n'a pas, semble-t-il, apporté d'éléments nouveaux de réponse à cette question. « Peut-être faut-il admettre, parfois, que les avocats sont rapides dans la lecture de certains documents », a expliqué M^{me} Georges Kiejman, défenseur de M^{me} Lombard.

Dans leurs premières déclarations, M^{me} Lombard et M^{me} Pestel-Debord avaient donné l'impression de se rejeter mutuellement la responsabilité des actes qui leur sont reprochés. Au cours de la confrontation ils ont cependant rapproché leur point de vue sans offrir de prise au magistrat instructeur. « Dans cette affaire, a pris soin d'indiquer M^{me} Lombard, le nœud est en fait celui-ci : l'avocat et je suis persuadé que tous les membres de mon cabinet ont fait de même. Cette solidarité entre les deux avocats n'a pas été entamée lors du long inventaire du dossier saisi au cabinet de M^{me} Pestel-Debord. Quant à M^{me} Pestel, insolence de séquestration, vol, escroquerie et faux, elle a conservé pendant tous les débats un mutisme quasi total, motivé, selon ses avocats, par la partialité dont le juge Bernard aurait fait preuve à son égard.

Une confrontation pour rien ? Les plus insatisfaits en ont été les avocats de la partie civile, M^{me} Suzanne de Canson et M^{me} Kiejman, au contraire, l'a qualifiée de « peu spectaculaire, mais extrêmement utile », en se déclarant convaincu que la double inculpation de M^{me} Lombard aboutira « dans un délai relativement bref, à une

ordonnance de non-lieu ». M^{me} Deschamps, une élégante vieille dame de quatre-vingt-cinq ans, dont c'était la première apparition publique dans l'affaire, s'est déclarée, pour sa part, « confiante dans la justice » pour savoir « comment on a tué ma sœur et comment on l'a dépouillée de tous ses biens ».

GUY PORTE.

Les aventuriers de l'année

Pour la seconde année consécutive viennent d'être décernés à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, à Paris, les Victoires de l'Aventure, destinées à récompenser les plus remarquables exploits de l'année.

L'aventure est-elle de droite ou de gauche ? Au douzième Festival international du film d'aventure, devenu, qui s'est tenu à La Plagne (Savoie), on ne s'est pas posé cette question. Chacun sait que, à la Guilde européenne du raid qui organise ce festival, on a un faible pour le parachutisme, la survie, le kayak, et les masques d'explorateurs (Afghanistan, Nicaragua). Mais il serait sommaire de réduire un tel festival et à *forlani* l'aventure en général à une parodie caricature.

La meilleure preuve en a été, cette année, le choix du président du jury : un ancien préte-ouvrier devenu éducateur de loubards puis éditeur, chargé de mission à l'Elysée (lors du premier mandat de M. Mitterrand) et aujourd'hui inspecteur général de l'éducation nationale : Jean-Claude Barreau. Qu'allait-il faire dans cette galère ? Outre qu'il a connu autrefois Patrick Edel, président de la Guilde, Jean-Claude Barreau est un passionné de l'aventure depuis toujours. Sa conversion au catholicisme en fut une première, au sein d'une famille radicale et de libres penseurs. Sa participation - involontaire - à la guerre d'Algérie en fut une seconde, qui ne lui a pas laissé que de mauvais souvenirs malgré sa durée (deux ans et demi).

Puis ce fut l'aventure de l'éducateur de rue, qui s'efforce de redonner un sens à la vie des loubards de la Chapelle et de Clignancourt. Sept années d'apostolat quotidien, ponctuées par des sorties sportives (parachutisme, escalade) et des expéditions lointaines (traversées du Sahara en autobus, l'Inde en Land Rover par le Baloutchistan en équilibre).

« Il ne reste en tout cas rien de son passé tumultueux, et le revers de la médaille, c'est qu'il a laissé tomber les valeurs du courage et de l'engagement physique, dit-il. Les mouvements de jeunes, le scoutisme ont pratiquement disparu. Ne reste que le sport. Mais le sport n'aguerrit pas ! La gauche social-démocrate, sous le rapport de la violence, est coincée entre la droite et l'extrême droite. »

Le bateau-école et le radeau des cimes

Jean-Claude Barreau n'est heureusement pas le seul à pratiquer l'aventure comme pédagogie alternative. A La Plagne, Xavier Roy a repris le témoignage de son livre, *Les Enfants de la balaine blanche* (1) pour expliquer ce que l'aventure peut apporter à des adolescents de onze à quinze ans embarqués pour un an sur de petits voiliers. Voulant cinq ans qu'il pratique ainsi « l'école en bateau », faisant traverser l'Atlantique à une vingtaine de gosses qui passent leurs journées à barer, manœuvrer et observer dauphins ou baleines. De droite, l'aventure ? Pas pour ceux-là, dont les parents seraient plutôt « marginaux ou post-soixante-huitards », bien décidés à braver l'allégement scolaire.

Dans son domaine - la botanique tropicale - Francis Hallé doit aussi braver les pesanteurs universitaires. Ce spécialiste de l'arbre à l'université de Montpellier est venu à La Plagne plaider pour une cause qui lui est chère : le radeau des cimes. Cette aventure scientifique commença l'an dernier en Guyane avec une montgolfière, doit se poursuivre en juin prochain dans la forêt brésilienne, près de Manaus. Pour ceux, cinquante botanistes, entomologistes et biologistes de multiples nationalités, il s'agit d'étudier *in situ* la cime de la forêt amazonienne, « le biotope le plus riche le plus méconnu de la planète », dit avec gourmandise Francis Hallé.

Mais il a fallu remplacer la montgolfière, pas assez maniable, par un dirigeable, qui sera monté en région lyonnaise. L'expédition, qui

doit durer trois mois, coûtera cher, « au moins 5 millions lourds ». Pour l'instant, seuls les Japonais ont promis un financement, eux qui sont « les plus grands destructeurs de la forêt tropicale » (par leurs importations de bois). Ils auront donc leur griffe sur le dirigeable, et l'occurrence *Heartopia* (topos du cœur), le nom qu'ils ont choisi pour le nouveau radeau des cimes.

D'une autre jungle, au Népal, Eric Valli et Diane Summers ont rapporté des photos et un film qui ont déjà fait le tour du monde (2). Ebéniste âgé aujourd'hui de trente-six ans, installé depuis dix ans à Katmandou, Eric Valli est un beau jour parti, avec sa compagne australienne, pour découvrir le dernier chasseur de miel. Une aventure qui a duré quatre ans d'approche et huit mois de tournage, dans des conditions aussi acrobatiques que la récolte du miel elle-même, à flanc de falaise, au milieu des abeilles géantes. « Je voulais à tout prix conserver ce témoignage d'une culture qui disparaît », explique Eric Valli. Cet entêtement, aujourd'hui, lui vaut notoriété et dollars. L'aventure paie parfois de sa peine.

L'ébéniste globe-trotter

Un autre ébéniste a fait un malheur à La Plagne : Maxime Kanter, qui va avoir quatre-vingts ans. Un artisan qui a passé sa vie à fabriquer des meubles au faubourg Saint-Antoine, à Paris. A sa retraite, il a subitement décidé de voyager. L'Amérique du Sud en cargo, Jérusalem à pied par l'Europe centrale, puis les Etats-Unis à vélo, pendant dix-huit mois. Cette année, « pour prouver qu'on peut rouler sans compter au centime de seconde », il est allé se faire les mollets dans la Corée des Jeux olympiques, de Séoul à Pusan. Le film de cette équipée le montre pédalant tranquillement au milieu de la foule séoulitaine, le bétier vissé sur la crâne, expliquant aux badauds narquoles que « la planète n'est qu'un seul pays ».

★ Les autres exploits de l'année sont rassemblés dans un ouvrage intitulé *Carnet d'aventures* (Albin Michel), 205 p., 120 F.

(1) Robert Laffont.
(2) *Chasseur de miel*, présenté en France par Antenne 2.

veille du départ de Paris, « sans vague et sans chantage », selon le pilote, la mesure a été rapportée. Le cinquième petit écureuil a pu se joindre à ses camarades.

En se classant dix-septième de la cinquième étape disputée vendredi 30 décembre, Pierre-Marie Poli a montré qu'il méritait sa place dans cette compétition. « L'important, c'est que nous soyons groupés avec Serge Bacon qui occupe la dixième place au classement général », reconnaît ce modeste qui ne veut pas encore faire de pronostics. Il s'avoue simplement heureux d'être là après une aussi longue incertitude.

SERGE BOLLOCH.

Classement de l'étape

GHADAMÈS - SABHA (816 km, dont 469 km chronométrés)
● Autos. - 1. Ickx-Tarin (Bel./Peugeot 405 turbo 16), 5 h 0 min 43 s ; 2. Vatanen-Berglund (Fin./Suzuki), 5 h 0 min 45 s ; 3. Fontenay-Musamara (Fra./Mitsubishi Pajero), 5 h 0 min 59 s ; 4. Prével-Fenouil (Fra./Peugeot 205 turbo 16), 5 h 1 min 1 s ; 5. Tumbay-Lemoyne (Fra./Mitsubishi Pajero), 5 h 1 min 34 s.
● Motos. - 1. Mas (Esp./Yamaha), 4 h 36 min 19 s ; 2. Picco (Ita./Yamaha), 4 h 36 min 53 s ; 3. Vall (Esp./Suzuki), 4 h 37 min 30 s ; 4. Gil (Esp./Yamaha), 4 h 38 min 25 s ; 5. Petrucci (Fra./Yamaha Sonauto), 4 h 38 min 31 s.

CLASSEMENTS GÉNÉRAUX
● Autos. - Ickx-Tarin (Bel./Peugeot 405 turbo 16), 8 h 23 min 53 s ; 2. Vatanen-Berglund (Fin./Suzuki), 8 h 24 min 58 s ; 3. Fontenay-Musamara (Fra./Peugeot 205 turbo 16), 8 h 26 min 11 s.
● Motos. - 1. Mas (Esp./Yamaha), 8 h 3 min 10 s ; 2. Picco (Ita./Yamaha), 8 h 3 min 24 s ; 3. Petrucci (Fra./Yamaha Sonauto), 8 h 3 min 30 s.

AUTOMOBILISME

Les Soviétiques se préparent à la formule 1

La Fédération soviétique du sport automobile s'est prononcée à l'unanimité, vendredi 30 décembre, pour la construction d'une voiture de Formule 1 et l'organisation d'un Grand Prix. Selon l'agence Tass, qui cite Vladimir Kononov, président de la Fédération, cette participation pourrait se faire avec l'aide de sponsors étrangers. Une compagnie étrangère déjà présente en Formule 1 aurait accepté de faciliter l'entraînement de pilotes soviétiques. Des circuits existent déjà, ou sont en construction, dans des villes comme Moscou, Leningrad, Talline (capitale de l'Estonie), Iaroslavl (au nord de Moscou), Togliatti (sur la Volga) et Zaporozh (Ukraine). — (Reuter, UPI).

● GOLF : Orange Bowl. - La Française Sandrine Mendiburu, seize ans, a remporté, vendredi 30 décembre, à Coral-Gables (Floride), l'Orange Bowl Junior de golf en établissant le record du parcours en 238 coups. Déjà deuxième de cette épreuve l'an dernier, elle a précédé cette fois l'Américaine Jennifer Hoyt de dix coups. C'est la première Française qui enlève ce tournoi, considéré comme un officieux championnat du monde des jeunes.

● HOCKEY SUR GLACE : Tournoi du Mont-Blanc. - En battant la France (1-0), vendredi 30 décembre à Megève, la Norvège a remporté le Tournoi du Mont-Blanc. La RDA, victorieuse de la Suisse « B » (3-1), a pris la deuxième place.

RUGBY

La Coupe des provinces

La deuxième journée de la Coupe des provinces a été disputée vendredi 30 décembre.

POULE A
● Ile-de-France b. Lyonnais 42-12
● Bourgogne b. Auvergne 10-8
Classement. - 1. Ile-de-France, 6 pts ; 2. Auvergne et Bourgogne, 4 ; 3. Lyonnais, 2.

POULE B
● Languedoc b. Alpes 29-15
● Lorraine b. Drôme-Ardèche 29-9
Classement. - 1. Languedoc, 6 pts ; 2. Alpes et Lorraine, 4 ; 3. Drôme-Ardèche, 2.

POULE C
● Pyrénées b. Limousin 67-4
● Périgord-Agenais b. Roussillon 15-14
Classement. - 1. Pyrénées et Périgord-Agenais, 6 pts ; 2. Roussillon et Limousin, 2.

POULE D
● Côte Basque b. Béarn 47-18
● Armagnac-Bigorre b. Côte d'Argent 20-15
Classement. - 1. Côte Basque et Armagnac-Bigorre, 6 pts ; 2. Côte d'Argent et Béarn, 2.

Société

centenaire

Le centenaire de la mort de Victor Hugo

Le centenaire de la mort de Victor Hugo, le 22 mai 1881, sera célébré à Paris, le 22 mai 1981, à l'occasion de la manifestation organisée par le Centre national de la poésie, le Centre national de la littérature et le Centre national de la dramaturgie.

Le centenaire de la mort de Victor Hugo

Le centenaire de la mort de Victor Hugo, le 22 mai 1881, sera célébré à Paris, le 22 mai 1981, à l'occasion de la manifestation organisée par le Centre national de la poésie, le Centre national de la littérature et le Centre national de la dramaturgie.

Le centenaire de la mort de Victor Hugo

Le centenaire de la mort de Victor Hugo, le 22 mai 1881, sera célébré à Paris, le 22 mai 1981, à l'occasion de la manifestation organisée par le Centre national de la poésie, le Centre national de la littérature et le Centre national de la dramaturgie.

Le centenaire de la mort de Victor Hugo

Le centenaire de la mort de Victor Hugo, le 22 mai 1881, sera célébré à Paris, le 22 mai 1981, à l'occasion de la manifestation organisée par le Centre national de la poésie, le Centre national de la littérature et le Centre national de la dramaturgie.

Le centenaire de la mort de Victor Hugo

Le centenaire de la mort de Victor Hugo, le 22 mai 1881, sera célébré à Paris, le 22 mai 1981, à l'occasion de la manifestation organisée par le Centre national de la poésie, le Centre national de la littérature et le Centre national de la dramaturgie.

Régions

CHAMPAGNE-ARDENNE

Reims et ses voisins

Toutes les trois disposent d'une agence d'urbanisme et sont placées sur le tracé de l'autoroute A26 qui relie Reims à Châlons-sur-Marne et raccordera la capitale administrative de Champagne-Ardenne à Troyes en 1992. Un autre dénominateur commun les caractérise depuis peu : leur appartenance non pas à un pôle mais à un secteur de croissance. Autrement dit, les trois villes de Reims, Troyes et Châlons - sur-Marne - dont l'une, la dernière nommée, est dirigée par le communiste Jean Reyssier - se sont alliées pour réfléchir, sous l'égide de la DATAR, à leurs complémentarités et travailler à des axes de développement, « sans se limiter à la défense des intérêts locaux ».

Parmi les thèmes abordés : le tourisme et la culture (avec l'organisation effective de spectacles son et lumière dans les trois cathédrales) ; la communication ; le cadre de vie ; l'image de marque ; les technologies nouvelles.

La collaboration commence à peine à porter ses fruits. Reims a suggéré la création d'une équipe qui aurait pour mission la promotion du trio champenois et l'accueil des visiteurs. Un rapprochement avec le secteur de croissance Calais-Boulogne-Dunkerque est envisagé.

ILE-DE-FRANCE

Mirapolis avec les forains

Changement de cap à Mirapolis. Pour sa troisième année d'existence, le premier parc d'attractions français, installé dans la ville nouvelle de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), a choisi de se démarquer de ses grands frères américains, en incluant dans son programme des animations « bien de chez nous », comme le grand huit et la grande roue. Changement d'importance, puisque ces nouvelles attractions - une vingtaine - seront tenues par des forains, qui avaient déclaré la guerre à Mirapolis en mai 1987, lors de son ouverture.

Cette guerre avait coûté à la direction de l'époque 1 million de francs de préjudice commercial, et 650 000 F de dégâts par la mise à sac des nouvelles installations. Ce « malentendu », ajouté peut-être à une ouverture un peu précipitée - certaines attractions n'étaient pas disponibles - et à un climat peu favorable, avait conduit la direction à repenser, dès 1988, sa stratégie. Et pour cause : six cent mille visiteurs en 1987, au lieu des deux millions escomptés. Prix d'entrée revus à la baisse, de nouvelles animations, comme le plus grand roller-coaster d'Europe, le chanteur Carlos en prime, le dimanche, et, surtout, une nouvelle direction avec, à sa tête, le Club Méditerranée, jusqu'à la simple actionnaire de Mirapolis. La saison 1988, avec un peu plus d'un million de visiteurs - 85,9 % de gens satisfaits les jours de grande fréquentation - est donc de bon augure pour 1989.

Mirapolis an III ouvrira ses portes à partir du 1^{er} avril 1989 tous les week-ends, et toute la semaine à partir du 1^{er} mai, pour le réferendum en novembre. La grande attente de la prochaine saison, c'est donc l'arrivée des forains. Et, même s'il s'agit pour la direction de s'allier une corporation bien décidée à faire savoir - parfois durement - qu'elle a, elle aussi, son mot à dire dans le marché français du loisir, on peut également parler du triomphe du diversisme traditionnel français des foires et kermesses de villages face à la conception façon USA des parcs d'attractions, à laquelle s'était ralliée Mirapolis.

Argenteuil fait alliance

Les maires des quatre communes réunies dans le bassin industriel d'Argenteuil - Argenteuil, Bezons, Houilles et Sartrouville - viennent de signer une charte intercommunale de développement économique. Trois objectifs ont été définis : stimuler le développement économique local, adapter la formation professionnelle, valoriser l'environnement industriel. Cette charte devrait permettre aux élus de réaliser des programmes d'actions communes après s'être assurés du soutien des pouvoirs publics.

Le bassin d'Argenteuil, à cheval sur deux départements - le Val-d'Oise et les Yvelines - regroupe deux cent mille habitants et soixante mille emplois. Ce projet veut être une réponse à l'évolution de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise dans le Val-d'Oise où l'implantation industrielle a été fortement encouragée dès les années 70, parfois au détriment d'autres régions. Ainsi, les villes d'Argenteuil et de Bezons ont dû faire face à la disparition de bon nombre de PMI et se cherchent

LE BILAN DES CASINOS

Ces millions des machines à sous



Desauville, 370 000 au casino de Cannes-Croisette et 145 000 à Evian (dans ce dernier établissement la direction attribue à cette affluence l'augmentation de 35 %, en trois mois, du produit brut de la boule). Aussi bien les exploitants de casinos ont très vivement réagi aux récentes déclarations de Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, concernant l'éventuelle suppression de l'autorisation d'exploitation

des jeux automatiques - accordée à seize établissements sur cent trente-neuf (11 en application de la loi votée le 5 mai 1987 à l'initiative de Charles Pasqua. Mille six cents machines ont été installées au cours de l'été sur un total prévu, à terme, de cinq mille devant rapporter à l'Etat et aux communes 350 millions de francs, soit un quasi-doublement des prévisions effectuées antérieurement.

Naufrage à Cannes

La fragilité des casinos français a été particulièrement illustrée, au cours du dernier exercice, par le naufrage du Palm-Beach de Cannes. Souffrant du handicap de son exploitation saisonnière il a été, de surcroît, cette année, en concurrence directe avec le casino de Cannes-Croisette - appartenant également au groupe Barrière - désormais ouvert toute l'année. Mais plus que son exceptionnelle « réforme », la principale raison de ses difficultés est la rareté des gros joueurs (entraînant une absence de contrepartie autour des tables) et l'apparition d'une nouvelle « race » de clients dont la tactique consiste à jouer uniquement à partir de leurs gains.

GUY PORTE

(1) Les seize casinos autorisés à exploiter les jeux automatiques sont : Divonne-les-Bains (Ain), Cannes-Croisette, Mandelieu-Lacets, Nice Ruhl et Nice Casino-Club (Alpes-Maritimes), Deauville et Lac-Sur-Mer (Calvados), Evian (Haute-Savoie), Lons-le-Saunier (Jura), Cherbourg (Manche), Amneville (Moselle), Malo-les-Bains (Nord), Le Mont-Dore (Puy-de-Dôme), Pau (Pyrénées-Atlantiques), Charbonnières-les-Bains (Rhône) et Lacaze (Tarn).

LE PALMARÈS

CASINOS	Produit brut (tous jeux confondus)	Progression 1987-1988	Jeux automatiques
1. Divonne-les-Bains	171 911 281	+ 26,74 %	8 989 101
2. Englien-les-Bains	85 878 459	+ 20,20 %	—
3. Deauville (été)	83 841 568	+ 89,21 %	21 448 213
4. Nice-Ruhl	76 148 758	+ 55,25 %	12 137 083
5. Cannes-Croisette	75 899 724	+ 43,57 %	17 390 768
6. Evian	71 871 867	+ 34,63 %	9 852 687
7. Deauville-sur-Mer	69 558 040	+ 57,83 %	—
8. Charbonnières	39 186 012	+ 38,56 %	6 948 242
9. Tronville	38 104 910	+ 18,85 %	—
10. Deauville (hiver)	32 447 047	—	—

POITOU-CHARENTES

Sainte Radegonde a disparu

Pauvre sainte Radegonde qui a subi au fond de son tombeau, niché dans la crypte d'une église de Poitiers, l'outrage du temps et des hommes.

Morte en 587 et inhumée en l'église Sainte-Marie-hors-les-murs, elle fut déplacée une première fois pour permettre la reconstruction de l'édifice, en bien mauvais état. Puis vinrent les guerres de religion, au cours desquelles, en 1562, le sépulcre fut brisé et les restes brûlés. Trois ans plus tard, les chanoines restaurèrent le tombeau et y replacèrent des reliques. De la sainte ? On ne sait trop...

Toujours est-il que la direction régionale des antiquités, au lende-

main même de l'Année sainte Radegonde célébrée en 1987, entreprend à son tour une nouvelle remise en état. Et pour ce faire, on a rouvert le sépulcre en présence de Mgr Rozier, évêque de Poitiers, venu assister à cette sorte de « reconnaissance ». A l'intérieur, de nombreux messages écrits, des photos et autres « intentions » glissées par des mains pieuses dans les interstices de la pierre. Mais à première vue, point de reliques.

L'ancienne reine des Francs n'en continuera pas moins de veiller sur la ville de Poitiers, où elle fonda son abbaye de Sainte-Croix.

LORRAINE

Epinal-Mirecourt, paradis fiscal ?

Dans les Vosges, un groupe de partenaires publics et privés a

décidé de faire front commun pour attirer des entreprises créatrices d'emplois autour de l'aéroport de Juvincourt-Mirecourt, équipé d'une des pistes les plus longues de France (3,1 kilomètres).

C'est là que sera créée la zone franche d'Epinal-Mirecourt. La première étape vient d'être franchie avec la signature des statuts de la société d'économie mixte qui en sera le pivot. Cette société regroupe des collectivités locales, la chambre de commerce et d'industrie d'Epinal, des partenaires privés (sept banques, mais, surtout, douze industriels, parmi lesquels le pionnier de cette opération, Jacques Cablé, par ailleurs conseiller général RPR de Mirecourt).

Chacun des parrains industriels s'est engagé à attirer au moins une entreprise sur le site. La société d'économie mixte reçoit également le soutien financier du Fonds européen (FEDER), de l'Etat, de la région et du département. La zone franche d'Epinal-Mirecourt est en fait une zone douzière aménagée. En plus d'une faible fiscalité locale, elle octroie aux industries qui s'implanteront une suspension des droits et taxes à l'import-export, assortie de services communs performants ; elle accorde des aides financières à la création d'emplois.

PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

Le Var en B.D.

Opportune initiative au temps de la désertion des urnes cantonales : le Var a mobilisé deux grands communicateurs, le dessinateur Floch et son inséparable scénariste Fromental, pour apprendre une bonne fois pour toutes aux jeunes Varois ce que sont leur département, son conseil général et son rôle.

A la fois bande dessinée et livre-jeu, le bel album des deux complices ne se borne pas à révéler pédagogiquement les diversités du Var. Un véritable jeu de rôles « interactif » lance les lecteurs-acteurs à la recherche d'un mystérieux message. C'est du Tintin qui embaucherait le lecteur ! Hélicoptère, vedette rapide, planche à voile, porte-avions, sous-marin, bolide de Formule 1, kayak, tout est bon pour fouiller le Var, des gorges du Verdon aux lacs d'Or en passant par la culture florale (numéro un en France), le circuit du Castellet, les vins AOC, l'exploration sous-marine et les technologies de pointe, à l'heure où la carte de France bascule au sud (neuf mille chercheurs de Cadarache à la rade de Toulon).

Message reconstitué, les gagnants vont faire « pour de vrai », en hélicoptère, ce voyage-exploration de leur département privilégié. En attendant, une jeep escortée par trois motards distribue à la sortie des collèges et lycées une carte postale - à gratter - comme au Tac-O-Tac. Si le mot « Var » apparaît, on a gagné l'album-jeu (il y en a dix mille).

Peut alors commencer, en solitaire ou en équipe, la course à la découverte du département.

Les méfaits de la délinquance

Les habitants de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur sont plus souvent que les autres Français victimes de la délinquance (cambrages, vols de voitures, coups et blessures, etc.) : ce fut le cas pour 92 d'entre eux sur 1 000 en 1987. Les personnes résidant en Ile-de-France (82 pour 1 000) et en Corse (77) ne sont pas non plus épargnées.

En revanche, remarque le Centre de documentation et d'information de l'assurance (CDIA), les criminels et les délinquants, tenés par les zones à forte densité démographique, opèrent peu dans les régions rurales. En Bretagne, par exemple, on compte 34 crimes et délits pour 1 000 habitants, 33 en Auvergne et 31 dans le Limousin. En moyenne, 57 habitants de l'Hexagone sur 1 000 ont été victimes de la délinquance en 1987.

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Claudine CUNAT, Michel LEVEQUE, Jacqueline MELLON. Coordination : Jacques-François SIMON.

UNE ETUDE PROSPECTIVE DU CONSEIL REGIONAL

Le Limousin du XXI^e siècle

Le conseil régional et la préfecture de région viennent de rendre publique, sous la forme de deux forts volumes de quatre cents pages chacun, une étude prospective : « Limousin 2007 ». C'est le résultat de près de deux années de travail pendant lesquelles ont planché quelque deux cents élus, chefs d'entreprise, syndicalistes, salariés agriculteurs, « décideurs », universitaires de la région. En collaboration avec plusieurs organismes de recherche, le BIPE (Bureau d'information et de prévision économique), l'INSEE, l'INRA (Institut de la recherche agronomique), sous la houlette de Bernard Bobe, professeur d'économie à l'Ecole centrale (le Monde du 27 décembre 1987).

Du Limousin, on sait qu'il est brocardé depuis Rabelais, Molière, La Fontaine et l'invention du verbe « limoger ». C'est la région la plus âgée d'Europe et l'une des plus dépeuplées, dix mille décès pour sept mille naissances. Région d'émigration volontiers sujette à la désertion et à l'autodénigrement. « Redresser l'image », dit Robert Sévy, le président du conseil régional, est un élément indispensable à toute politique de développement du Limousin. « Faire ensuite un état des lieux aussi précis que possible, mais dans un esprit prospectif. Car « la réflexion prospective guide l'action », résume Bernard Bobe. Analyser

les tendances longues, les évolutions industrielles, les défis majeurs, les contraintes extérieures, les faiblesses intérieures, les atouts existants, identifier les opportunités à saisir, les dangers à écarter, les orientations à retenir, les futurs probables, possibles, souhaitables. »

L'aide de l'Europe

Bref, « Limousin 2007 », c'est moins une étude qu'un discours de la méthode. La montée des divers niveaux de pouvoirs (villes, départements, région), le développement de la politique contructuelle et la nécessité dans une région sous-développée de « tirer tous dans le même sens » font de ce document la charte commune des instances régionales de décision pour les vingt ans à venir. Elle a d'ailleurs beaucoup inspiré les propositions du prochain contrat de plan Etat-région qui devrait être signé en principe courant janvier.

De plus, cette étude arrive au moment où la Communauté européenne a décidé de revoir sa politique régionale. Les fonds européens (FEDER, FEOGA) doivent rompre avec le sous-pourcentage actuel et privilégier de grands projets régionaux de développement. Les régions européennes auront de plus en plus la faculté

de discuter directement avec Bruxelles. Le Limousin a tout de suite pris date d'une telle opportunité ; et il y arrive en première position puisque, là où la règle générale est le flou, son étude prospective a lui permet d'avancer des projets concrets immédiats.

Les atouts que « Limousin 2007 » donne à la région sont traditionnels - l'élevage, la forêt, - ou plus contemporains - la génétique, les biotechnologies, les fibres optiques, les céramiques techniques, la maîtrise de la haute température, l'appareillage électrique, la présence enfin d'une université compétitive.

L'approche de l'horizon 1992 lui en donne un autre, plus paradoxal : l'espace. L'Europe connaît des déséquilibres démographiques importants. Pour les régions du nord surpeuplées, le « désert vert » limousin peut être un pôle d'attraction et une solution à l'engorgement. C'est si vrai qu'il existe un courant croissant d'installations de jeunes agriculteurs néerlandais, belges, allemands, britanniques. La CEE va mettre en chantier une réflexion sur les possibilités d'équilibrage entre les régions surpeuplées et les régions vides : le Limousin, dans la préoccupation la plus urgente est de rétablir son équilibre démographique, est évidemment partant.

GEORGES CHATAIN.

La discrétion et l'

ARCHITECTURE

Sauvetage et reconversion du grenier à sel d'Avignon

La discrétion et l'évidence

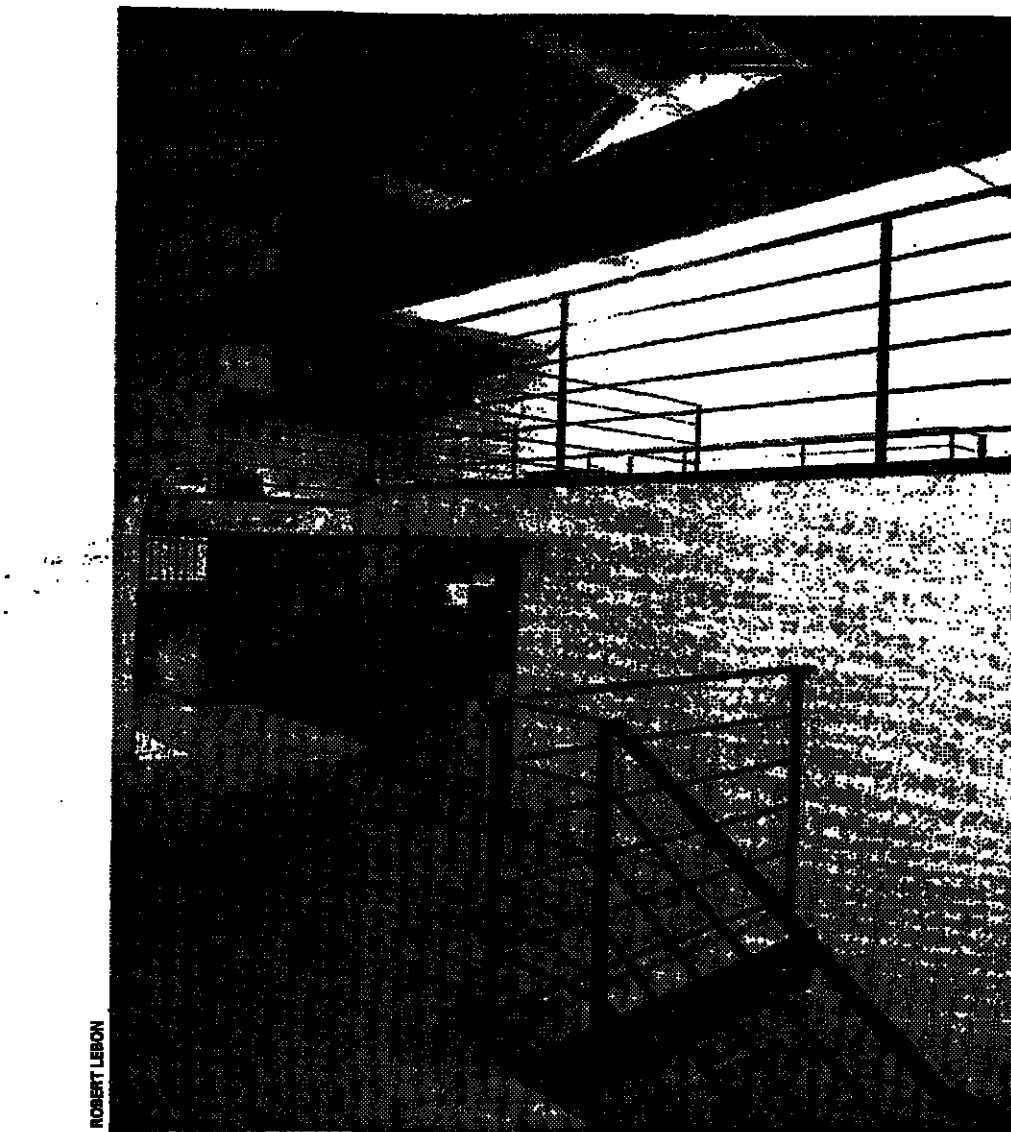
C'est à un designer, Jean-Michel Wilmotte, aujourd'hui architecte à part entière, que l'on a confié la transformation de l'ancien grenier à sel d'Avignon en salle des ventes. Une opération réussie.

Dans une ville comme Avignon, la richesse architecturale est telle que ni la municipalité ni l'Etat ne pourront jamais, même en joignant leurs efforts, assurer la postérité contre les effets du temps. En France, l'utilisation répétitive du mot patrimoine sert souvent à masquer l'indifférence de populations qui s'en remettent, trop aveuglement, aux décisions, variables, désintéressées, éphémères et de fonctionnaires. Le quartier de la Balance, impardonnable mutilation, en plein secteur sauvegardé, du plus beau et du plus vieux Avignon, reste ainsi, depuis 1964, avec la destruction des halles de Paris, un des plus navrants témoignages de cet état d'esprit.

On ne saurait être assez reconnaissant au groupe de notables — dix médecins et un commissaire-priseur — d'avoir montré que la fin du vingtième siècle pouvait être plus fûtée. En reconstruisant l'ancien grenier à sel d'Avignon, ils ont en effet tout à la fois sauvé un monument historique, donné à leur ville une salle des ventes déjà ambitieuse, et sans doute fait une bonne affaire.

Le grenier à sel, à l'angle des rues du Rempart-Saint-Lazare et de la Palaparnierie (1), a été construit par l'architecte Jean-Ange Brun, dans les années 1756-1758. « La façade monumentale est encadrée de piliers à bossages et percée de fenêtres à plein cintre décorées de motifs Louis XV », c'est à quoi Joseph Girard (2) pouvait s'en tenir encore, en 1958, pour décrire ce spectaculaire édifice. Le dix-huitième siècle avignonais, auquel, entre autres, Pierre (II) Mignard, peintre et architecte, et Jean-Baptiste Franque, spécialiste de la voûte plate, ont donné tant de talent et de diversité baroque, paraît davantage inspiré, en 1987, les auteurs du *Guide d'Avignon* (3) : « Son état déplorable, soigné, ne parvient pas à altérer totalement la vigueur de sa composition où s'affirme une porte colossale, formant un avant-corps marqué d'équilibre latérallement de grands cadres à refend ; une forte corniche qui suit le mouvement de la façade porte un faux attique ».

« Les petites maisons d'artisans avignonnais, poursuivent nos auteurs, donnent encore plus d'ampleur, si besoin est, à cet imposant édifice qui rappelle l'époque baroque où le statut particulier d'Avignon permettait à ses heureux habitants de se livrer, entre autres, à une fructueuse contrebande sur le sel. » A défaut de leur valoir la roue, le sel a toutefois bien failli valoir aux Avignonnais de perdre le fameux grenier, puisqu'il aura été largement responsable de



Robert Lévain

l'état déplorable de l'édifice, misérablement rongé de l'intérieur, jusqu'à l'intervention qui vient de le sauver.

Equilibre

De l'intérieur... C'est bien à l'intérieur, comme l'a fait Jean-Michel Wilmotte, qu'il fallait aller chercher l'étrange beauté de ce bâtiment. Il révèle en effet bien peu de lui-même en offrant sa façade à la ville, quand sa caractéristique principale tient dans le robuste mur de refend qui, à l'aplomb du faite, partage la construction en deux nefs parallèles, imperméables l'une à l'autre sauf aux deux extrémités, à l'entrée et dans le fond du grenier. C'est dans cette entrée qu'a dû et pu s'effectuer la part la plus « visible » de l'intervention de Wilmotte. On sait en effet que les « monuments historiques » — car c'est ainsi que le bon sens populaire appelle les architectes et les inspecteurs qui en sont les gardiens — ne sont par définition pas enclins au laxisme lorsqu'on touche à leurs protégés. Mais l'état pitoyable du gre-

nier à sel, et peut-être aussi le fait que Wilmotte ait été « designer » et « architecte d'intérieur » avant d'apporter ses lumières à l'architecture tout court, enfin l'intervention intelligemment intéressée du « privé », a permis une reconversion plus souple et sans doute plus utile à l'avenir du bâtiment qu'une stricte restauration ne l'aurait été.

Passer de l'objet à l'espace, comme il l'a fait par exemple à la mairie de Nîmes et à l'Opéra de Nîmes, dans plusieurs magasins ou galeries, telle celle de Jean-Gabriel Mitterrand, rue Jacques-Callot à Paris, a progressivement donné à Wilmotte un art formidable, et paradoxal, de la discrétion associée à l'évidence. Lorsqu'on longe la discrétion de l'architecture, comme on a pu le faire pour l'aménagement du pavillon de l'Ardenne par Reichen et Robert, on reconnaît en général l'effort de vérité, d'honnêteté, fait pour associer deux langages, celui du bâtiment original, et celui du concepteur contemporain. A Avignon, l'intervention d'un Wilmotte n'est « meilleure », en ce sens qu'elle procède d'une logique différente,

mais elle a ceci d'étonnant qu'elle exalte le monument, alors qu'elle en modifie radicalement la structure et la fonction. Et avec tout cela, elle est si saine, si naturelle, si élégante, que la plus infime maladresse y devient injustement perceptible. Ce serait donc une parfaite absurdité que tenter de décrire les qualités et les péchés d'une réalisation qui tout entière tient simplement dans l'équilibre.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

(1) Jolie « altération du mot palaparnierie qui désignait une quarantaine de siècles les heures du jour installées à cet endroit », nous apprend Joseph Girard dans son *Evocation du vieux Avignon* (Editions de Minuit).

(2) Ibid.

(3) Nette Fustier-Dauter et Yves Dauter, auteurs des pages historiques et architecturales dans le *Guide d'Avignon* (Ed. La Manufacture, 1987).

On notera la parution récente d'un remarquable ouvrage de Jean-Louis Pradel sur le travail de Jean-Michel Wilmotte, avec des photos de Robert Cesar et Kelschi Tahra, aux éditions Electa-Moniteur.

Musique : guides modern' style

diverses considérations sur l'esthétique de Verdi, la bibliographie et la discographie de l'œuvre (2).

Les guides d'audition se multiplient d'ailleurs et l'on se réjouit de cette preuve que le public français s'intéresse de plus en plus à la musique, au point d'aller au-delà de la simple écoute passive.

Une bible pour les wagnériens

Les wagnériens ne manquent certes pas d'instruments de travail, mais ils disposent maintenant d'une véritable bible en un volume : le *Guide des opéras de Wagner* (3), en près de mille pages de grand format (165 x 235 mm), bien tassées, offre une traduction inédite de tous les ouvrages lyriques depuis le *Vaisseau fantôme*, une analyse souvent très détaillée des œuvres sans parer scène, renvoyant aux citations notées des leitmotifs en grosses notes (ce qui en facilite considérablement le repérage et la lecture), enfin une discographie de toutes les versions intégrales.

En dépit du ton péremptoire attaché trop souvent à ce genre littéraire (excusable par l'agacement que doit engendrer la pratique des comparaisons systématiques!), cette sorte de panorama assez saisissant de l'interprétation et des artistes wagnériens, essentiellement depuis la guerre.

Dix-sept personnes, sous la direction de Michel Pazzaro, ont participé à ce volume, qu'on ne pourra certes

FESTIVALS

Vers une renaissance des Rencontres de Cluny?

Reformer le phalanstère

La musique de chambre en France a le vent en poupe.

Pourtant, les Rencontres de Cluny, paradis des chambristes, se sont interrompues l'an dernier. Il faudrait que ce paradoxe cesse.

Les jeunes quatuors français fleurissent comme coquelicots dans un champ de blé. Les concerts du dimanche matin au rond-point des Champs-Élysées, exclusivement réservés à des orchestres de format domestique, font le plein depuis des années. Au quatuor, encore, a été consacré en septembre dernier un premier Forum international : master classes, plusieurs concerts journaliers.

Enfin, l'intégrale des œuvres pour quatre archets de Beethoven par le Quatuor Alban Berg aux Champs-Élysées a atteint le score record en six concerts de onze mille entrées : l'idée de mobiliser à cette fin le quatuor viennois, pendant tout le mois de novembre, est de Jeanine Roze, également organisatrice des matinées dominicales du Rond-point. Il n'a pas donc manqué ni de cerveaux ni de consommateurs zélés pour se retrouver ces dernières années au chevet de notre musique de chambre nationale. Jusqu'à Marc Bleuse (en charge de la musique au ministère jusqu'en septembre dernier), qui avait fait de la bonne santé de ce secteur, jadis mal aimé de ses services, une priorité déclarée.

En février dernier était pourtant annoncée la cessation provisoire d'activité d'une entreprise née en Franche-Comté (à Arc-et-Senans en 1882), ensuite rapatriée en Bourgogne, animée toutes ces années par le pianiste Cyril Huvé, ces Rencontres de Cluny, uniques en France, phalanstère de chambristes généreux de leur temps, insoucieux de leurs cachets, coeurs sur les modèles étrangers de Marlboro aux États-Unis, de Lockenhaus en Autriche.

De l'Eden musical constitué par le violoniste soviétique Gidon Kremer à Lockenhaus, on a justement entendu parler, chaque matin de cette semaine, sur les antennes de France-Musique. Réunion informelle d'interprètes de meilleure renommée pour un travail sans but lucratif, pour le seul plaisir de travailler, de s'écouter, de progresser dans une entière liberté : comment, en effet, ne pas être émerveillé qu'en pleine époque de star-system classique une pratique désintéressée soit encore possible comme au bon temps des amateurs éclairés ?

En écoutant, pourtant, la série des émissions d'Elisabeth Pistorio sur Lockenhaus, on ne pouvait, simulta-

nément, s'empêcher de rager. Car on l'avait, à Cluny, notre Lockenhaus français ! on l'a laissé échapper.

Financements incertains, budget toujours trop serré pour qu'une administration solide puisse étayer l'excellence des initiatives artistiques, épuisement progressif des artistes-organisateurs (une double casquette particulièrement incommode à porter), manque de solidarité des vedettes invitées, toujours enthousiastes sur le terrain, souvent introuvables lorsqu'il s'agit de se servir les coudes, de se mobiliser. Combien d'entreprises culturelles non institutionnelles, non inscrites dans les moules officiels, intéressantes par leur marginalisation même, sont ainsi mortes de leur belle mort pour n'avoir su s'annexer les bienveillances ministérielles, pour avoir été contraintes, faute de volonté politique, à vivre !

Vacances parfaites

Mais la rage de vivre n'a pas quitté le petit état-major des Rencontres de Cluny. Un rendez-vous a été pris avec Michel Schneider, directeur de la musique, pour le début de 1989. Un nouveau projet a été élaboré qui rappelle avec une légitime fierté ce qui a déjà été fait et demande, pour qu'un nouveau souffle soit enfin trouvé, des conditions de survie décentes.

A la fois régional (il prévoit des manifestations décentralisées dans l'ensemble du département, au-delà éventuellement) et européen (seraient invités les plus brillants sujets des conservatoires de la Communauté), ce projet comprend deux volets : sessions régulières de travail réparties sur toute l'année (les « seniors » guidant les « juniors », selon le principe de Marlboro) : rencontres annuelles où le fruit de ce travail s'accompagnerait de séminaires, de répétitions publiques. En annexe sont prévues productions discographiques et cinématographiques dérivées.

Grâce à de formidables musiciens nommés Maurice Bourgue, André Cazalet, Georges Pludermacher, Alain Planès, le flûtiste de Dresde Eckart Haupt, le corniste hollandais Ab Koster, Michel Portal, le Quatuor Talich et tant d'autres encore, les mélomanes les plus blasés ont découvert à Cluny des œuvres jamais jouées, et une façon décontractée d'y avoir accès. Dans l'espoir que le ministère ne réunisse pas que des sœurs, indifférents au rayonnement français, Cyril Huvé a retenu pour le printemps 1989 l'artiste soviétique Youri Bashmet et ses solistes de Moscou. Piques à Cluny, cela constitue des vacances parfaites.

ANNE REY.

LIVRES

Cinéma : un producteur se raconte

Les établissements Gaumont vus de l'intérieur par Alain Poiré, producteur, tranquille aventurier.

Cela commence par une révérence sur le Gaumont Palace, ce grand cinéma de la place Clichy, à Paris, qui fut la plus vaste salle du monde (pour les films) et qui n'existe plus. Alain Poiré raconte. Le 1^{er} septembre 1938, il entre dans les bureaux de la rue Caulaincourt — l'immeuble du Gaumont Palace — comme adjoint de Jean Jay, directeur général, via l'agence Havas, de la Société nouvelle des établissements Gaumont (SNEG), qui doit assurer le sauvetage de la firme créée par Léon Gaumont, sous l'égide de la marguerite. Celle-ci était alors en liquidation judiciaire. « Naturellement, il fallait en priorité ramener les gens dans les salles. Le circuit Gaumont était déserté, mais superbe en tout cas par ses emplacements... »

Commence donc, pour Alain Poiré, une aventure, qui n'est pas terminée. Le jeune licencié en droit, détaché de l'agence Havas pour travailler avec Jean Jay, est pris de la passion du cinéma et ne quittera jamais plus la Gaumont. Après avoir assuré la programmation des salles, il commence, sous l'Occupation, à produire au sein de la société. Producteur, coproducteur, puis directeur de Gaumont International, Alain Poiré, travailleur acharné,

contribue à l'histoire du cinéma français depuis les années 50. Son livre de souvenirs vagabonds a traversé le temps.

Alain Poiré a construit, malicieusement, une sorte de scénario sur des « retours en arrière » et se laisse aller parfois à des digressions de conteur. Il a connu, et connaît, forcément, beaucoup de gens célèbres, ce qui nous vaut, au détour de quelque page, des croquis pittoresques ou chaleureux. Il préfère parler des gens qu'il aime et qu'il estime que dire du mal de ceux qu'il n'apprécie pas. Tout au plus relève-t-on ici et là une note ironique.

Continuateur de la tradition Gaumont d'un cinéma familial et populaire, Alain Poiré se méfie d'un certain cinéma d'auteur, mais ne ramène pas pour autant les querelles du temps de la nouvelle vague ou des années 70. D'ailleurs, il a ses auteurs : Jean-Loup Dabadie, Yves Robert, Gérard Oury, Francis Veber. Il est rare en France, au contraire de ce qui se passe aux États-Unis, qu'un producteur de films raconte son expérience, cherche à faire partager l'amour de son métier. Précieux par tout ce qu'il apprend, le livre d'Alain Poiré est d'autant plus attachant que l'auteur ne se délivre pas un certificat de bonne conduite, mais fait preuve, en se racontant, d'une belle sagesse.

JACQUES SICLIER.

* Alain Poiré, *Deux cents films au soleil*, éd. Ramsay, 420 p., 115 F.

Un nouveau style de livres sur la musique émerge ces derniers temps. Mozart, Wagner, Verdi restent des valeurs sûres, mais Nielsen apparaît, modestement.

Mozart a rejoint Verdi et Wagner dans la collection d'Initiation de Gallimard, « Découvertes », où la somptuosité de l'illustration, en couleurs, s'allie à la lisibilité du texte, renouvelé de nombreuses manières, par une brillante « ouverture » (à la manière d'un opéra...), des sous-titres, des changements de caractères, des excursions aussi nombreuses que variées, etc. Un style de livres de poche pour la nouvelle génération, formée par la télévision, le cinéma, voire la bande dessinée, mais aussi bien argentée...

Michel Parouty a écrit sur Mozart une biographie claire et sobre, très vivante, entourée de témoignages et de documents sur les œuvres qui complètent l'iconographie surabondante : pour l'auteur de la *Flûte enchantée*, on n'a, il est vrai, que l'embaras du choix (1).

Le même Parouty nous fait partager son amour-passion pour Violetta Valéry, la *Traviata*, dans un excellent livre de la collection « Les grands opéras », où Jean-Victor Hocquard a commenté tous les Mozart. Une étude comparative de l'histoire réelle, du roman, de la pièce et de l'opéra, précédée d'une analyse très vibrante de la musique dans son déroulement dramatique, suivie de

هكذا من الأصل

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

JCOUTE CHER, Cave du Ciel
(43-25-1992), sam., 23 h 15.

ANTOINE - SIMONE-BERTRAND (42-08-77-71), Avant 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.
ARCANÉ (43-38-1970), Samedi, 20 h 30.
ARTISTE-ATHLÈTE (48-06-36-02), Le Timide au palais: 20 h 30.
ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23), Les Enfants du Soleil: 20 h 30.
ATELIER (46-06-49-24), Baby Boom: 15 h 30 et 21 h.
BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24), Une absence: 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.
CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34), Théâtre: 20 h 30. D. Dim. Les Deux Jumeaux vénétiens: 16 h.
CARTOUCHE (43-28-97-04), Aax fous: 20 h 30.
CARTOUCHE THÉÂTRE DU SOLEIL (43-74-24-08), Thermidor-Terminus d'après la mort de Robespierre: 20 h 30.
CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-53), Ah! Ca rira, ça rira, ça rira: 21 h, dim. 15 h 30.
CINQ DAMANS (45-80-51-31), Le violon du temps qui passe: 15 h 30, mar. 20 h 45.
CIRQUE D'HYPER (48-78-75-00), Astérix: 14 h, 17 h 30 et 21 h, mer., dim. 14 h et 17 h 30.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11), Voltaire's Folies: 19 h et 21 h, dim. (dernière) 15 h.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-37-21), Une femme sans histoire: 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22), Les Délices du bœuf: 20 h 30.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), Salle Richelieu, Nicomède: 14 h, mar. 20 h 30. La Cagnotte: 20 h 30, dim. 14 h. D. Dim. La guerre de Troie n'aura pas lieu: 20 h 30.
DAUNOU (43-61-69-14), Monsieur Masure: 21 h, dim. (dernière) 15 h 30.
DÉJAZET-T.L.P. (42-74-20-50), Le Tour du monde en quatre-vingt jours: 20 h 30, dim. 15 h.
DEUX ANES (48-06-10-26), Le Coût du père François: 15 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.
EDGAR (43-20-85-11), Les Babes-Cadres: 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire: 23 h.
ELDORADO (42-49-60-27), Rêve de Vienne: 20 h 30, dim. 15 h.
ESPACE ACNAV (SALLE DU PUIT), QUI PARLE (43-36-68-56), Tout est comédie: 20 h 30, dim. 14 h 30.
ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle L. La Rivière d'acier: 16 h 30 et 21 h. Les Ancêtres d'Or: 19 h. Salle L. Paroles d'or: 18 h 30. L'Amonce de Maribou: 21 h.
FONTAINE (48-74-74-00), Quelle Famille!: 17 h et 21 h, dim. 15 h 30.
GAÏTE-MONTMARTRE (43-22-16-18), Noces: 20 h 45.
GYMNASÉ MARIE-BEIL (42-46-79-79), L'Anglais: 20 h 30.
HUCHETTE (43-26-38-99), La Cantatrice chauve: 19 h 30. La Leçon: 20 h 30. La Chevauchée classique: 21 h 30.
L'ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68), Adieu Monsieur Tchekhov: 15 h et 22 h 15. La Face cachée d'Orion: 18 h et 20 h 30.
LA BASTILLE (43-74-42-14), Grande salle, Par les villages Festival d'automne à Paris 1988: 21 h. Petite salle, En face de la Chapelle perdue: 19 h 30.
LA BRUYÈRE (48-74-76-99), Les Amoureux: 21 h.
LE BOURVIL (43-73-47-84), Ce soir, on enlève tout: 20 h 30.
LE GRAND EDGAR (43-20-85-11), Existe en trois tailles: 18 h et 20 h 15. Bien dégagé autour des oreilles, s'il vous plaît: 22 h.
LE PROLOGUE (45-75-33-15), Et si on faisait le soir juste une minute?: 18 h 45 et 21 h, mar. 18 h 45.
LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02), Le commissaire est bon enfant, l'Épave: 21 h.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34), Théâtre noir, Le Petit Prince: 18 h 45. Renaud et Armide: 20 h. Mort à crédit: 21 h 30. Théâtre rouge, Contes érotiques arabes du XIV^e siècle: 20 h. Quant au diable, n'en parlez pas: 21 h 30.
MADELINE (42-45-07-09), La Fête d'empoigne: 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.
MARAI (42-78-03-53), Une vie bouleversée: 14 h 30.
MARIQNY (42-56-04-41), Lecoq fait l'ami à Marigny: 21 h.
MATHURINS (42-45-90-00), La Femme à contre-jour: 18 h et 21 h, dim. 15 h.
MATHURINS (PETITS) (42-45-90-00), Le Minotaure: 16 h, mer., jeu., ven., lun., mar. 19 h.
MICHEL (42-45-35-02), Pyramide pour si: 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30.
MICHOÏÈRE (47-42-95-23), Ma cousine de Varsovie: 21 h.
MOGADO (48-78-75-00), Le Récit de la servante Zénite Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30, dim. (dernière) 16 h.
MONTMARTRE (43-22-77-74), La Vieuse Vie: 17 h et 21 h, dim. 15 h 30.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74), Voyage au bout de la nuit: 18 h et 20 h, dim. (dernière) 15 h 30. Paroles: 21 h 15, dim. (dernière) 17 h.
NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD (43-51-11-99), Le Prince de Hombourg: 20 h 30, dim. (dernière) 15 h 30.
NOUVEAUTES (47-70-52-76), Le Grand Standing: 18 h 45 et 21 h 45, dim. 15 h.
OEDON (43-25-70-32), Tête d'or: 19 h 30, dim. 14 h 30.
OLIVIER (48-74-42-53), Je ne suis pas Rapoport: 20 h 45, dim. 15 h.
OPÉRA - PALAIS GARNIER (47-42-53-71), Opéra aux enfers: 19 h 30, dim. (dernière) 15 h.
PALAIS DES CONGRÈS (48-38-40-90), La Liberté ou la Mort d'après Danton et Robespierre: 20 h 30, dim. 16 h.
PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS) (48-03-11-36), Les Vamps: 20 h 30.
PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (46-07-49-93), Jango Edwards: 21 h.
PALAIS ROYAL (42-97-59-81), Et le spectacle continue! Raymond Devos: 20 h 30, dim. 15 h 30.
POCHE-MONTMARTRE (45-48-92-97), Salle L. Le Plus Heureux des trois: 19 h 45 et 22 h, dim. 15 h 30.
PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53), Ténor: 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.
POTINIERE (42-61-44-16), La Frousse: 17 h et 20 h 45, dim. 15 h.
RANGLAGH (42-86-64-44), L'Étrange Mister Knight: 21 h.
RENAISSANCE (43-08-18-50), A la santé, Dorothea: 20 h 45, dim. 15 h 30.
ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20), Marat Drama: 20 h 30, dim. 16 h 30.
SAINT-GEORGES (48-78-63-47), Drôle de couple: 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h.
SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93), L'Ex-Femme de ma vie: 20 h 30.

Samedi 31 décembre-Dimanche 1^{er} janvier

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-77-74), Voyage au bout de la nuit: 18 h et 20 h, dim. 15 h.
THÉÂTRE DE DIX HEURES (42-64-35-90), Gérard Sely: 20 h 30. Brasseaux, Bed: 22 h.
THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89), Marius: 16 h, dim. 14 h. Fanny: 18 h 30, dim. 16 h 30. César: 21 h 30, dim. 19 h 30. Salle L. L'Écume des jours: 21 h 30.
THÉÂTRE DE LA PLAINE (40-43-01-82), Moi, Cagliostro, antichrist et messie en collier pour une révolution: 20 h 30, dim. 17 h.
THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34), Le Procès Louis XVI: 20 h 30, dim. 15 h.
THÉÂTRE GRÉVIN (42-46-84-47), Tu n'as pas oublié: 20 h 30, dim. 16 h.
THÉÂTRE MODERNE (43-59-39-39), Offenbach te connaît?: 20 h 30 et 22 h 30, dim. 15 h 30.
THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-51-15), Grand Théâtre, D'Anna: 20 h 30.
THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-46-43-60), Petite salle, Tir et Lir: 21 h, dim. 16 h.
THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-56-40-70), Grande salle, Le Récit de la servante Zénite Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30, dim. 17 h. Petite salle, La Vie singulière d'Albert Nobbs: 20 h 30, dim. 17 h et 20 h 45, dim. 15 h.
TINTAMARRÉ (48-87-33-82), Barthélemy: 19 h. Hélas, tant mieux!: 20 h 15. Les majorettes se cachent pour mourir: 20 h 30 et 22 h 45.
TOURTOUR (48-87-42-48), Armistice au pont de Grenelle: 19 h, dim. 15 h 30.
TOURTOUR (48-87-42-48), Armistice au pont de Grenelle: 19 h, dim. 15 h 30.
TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40), Rifiéon dans les labours: 18 h et 21 h. D. Dim. Tôt et môt, et Paris: 15 h.
VARIÉTÉS (42-33-09-92), La Présidente: 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

DRÔLE D'ENDROIT POUR UNE REN-
CONTRE (Fr., v.l.), Locomoteur, 6
(45-44-57-34).
DROWNING BY NUMBERS (Brit.,
v.l.), Cliché Beaumont, 3* (42-71-
53-45); République Cinéma, 11* (48-05-
51-33).
L'ÉTUDIANT (Fr.), George V, 8* (45-
62-41-46).
FANTOMES EN FÊTE (A., v.l.),
Forum Horizon, 1* (45-08-57-57);
George V, 8* (45-62-41-46); Pathé
Marignan-Concorde, 8* (43-59-92-82);
Convention Saint-Charles, 15* (45-79-
33-00); v.l.: Paramount Opéra, 9* (47-
42-56-31); Faubourg, 13* (43-31-56-86);
Gauguin Aléxis, 14* (43-27-84-50);
Pathé Montparnasse, 14* (43-20-12-06);
Pathé Clichy, 18* (43-22-46-01).
LE FESTIN DE BARETTE (Dan., v.l.),
Utopia Champollion, 5* (43-26-84-65);
14 Juillet Parana, 6* (43-26-58-00).
GOOD MORNING VIETNAM (A.,
v.l.), Cliché, 6* (46-33-10-82);
Cliché, 6* (45-62-41-46).
LE GRAND BLEU (Fr., v.l.), Publicis
Champs-Élysées, 8* (47-20-76-23); v.l.:
Gauguin Opéra, 2* (43-20-60-33); Les
Montparnasse, 14* (43-27-52-37).
HAMLET GOES BUSINESS (Fr., v.l.),
Reflet Logos L, 9* (43-54-42-34).
LE HASARD (Pol., v.l.), L'Entrept, 14*
(45-43-41-63).
L'INSOUTENABLE LÉGÈRE DE
L'ÈRE (A., v.l.), Cliché, 6* (46-33-
10-82).
ITINÉRAIRE D'UN ENFANT GÂTÉ
(Fr.), Forum Horizon, 1* (45-08-
57-57); Rex, 2* (43-26-83-93); UGC
Odéon, 6* (42-25-10-30); Gauguin
Ambassade, 8* (45-59-19-08); George
V, 8* (45-62-41-46); Saint-Lazare-
Pasquier, 8* (43-87-35-43); Pathé Fran-
cais, 9* (47-70-33-88); Les Nations, 12*
(45-42-45-76); La Bastille, 11* (43-
43-01-59); Faubourg, 13* (43-31-
56-86); Gauguin Aléxis, 14* (43-27-
84-50); Mimir, 14* (43-20-89-52);
14 Juillet Beaumarchais, 15* (45-75-
79-79); Gauguin Convention, 15* (48-
28-42-27); UGC Maillo, 17* (47-48-
06-06); Pathé Wepler, 18* (45-62-
41-46); Trois Sorcières, 19* (42-
06-79-79).
KEYSAR, LE JOUEUR DE FLÛTE
(tchèque, v.l.), Utopia Champollion, 5*
(43-26-84-65); v.l.: Deafort, 14* (43-21-
41-01).
LA LECTURE (Fr.), Locomoteur, 6* (45-
47-34).
LA MAIN DROITE DU DIABLE (A.,
v.l.), Gauguin Les Halles, 1* (40-26-
12-12); Elysées Lincoln, 8* (43-59-
33-00).

33-00); UGC Convention, 15* (45-74-
59-83); UGC Maillo, 17* (47-48-
06-06); Images, 18* (45-22-47-94);
Trois Sorcières, 19* (42-06-79-79); Le
Gambetta, 20* (46-36-10-96).
NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A.,
v.l.), Le Triomphe, 8* (45-62-45-76).
LA NUIT HENGALI (Fr., v.l.), Loco-
moteur, 6* (45-44-57-34).
LOUBES (Fr.-All.), Forum Aro-Ciel,
1* (42-97-53-74); Gauguin Opéra, 2*
(47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6* (43-
25-99-83); Gauguin Ambassade, 8* (45-
59-19-08); Max Linder Parana, 9*
(42-24-88-38); Faubourg Bis, 13* (43-31-
60-74); Gauguin Parana, 14* (43-35-
30-40); Gauguin Aléxis, 14* (43-27-
84-50); Gauguin Convention, 15*
(48-28-42-27); UGC Maillo, 17* (47-
48-06-06); Pathé Clichy, 18* (45-62-
41-46); Le Gambetta, 20* (46-36-
10-96).
LE PALANQUIN DES LARMES (Fr.-
Can., v.l.), Les Trois Larmes,
6* (46-33-97-77); Pathé
Marignan-Concorde, 8* (43-59-92-82);
Trois Sorcières, 19* (42-06-79-79);
v.l.: Pathé Français, 9* (47-70-33-88).
PAYSAGE DANS LE BROUILLARD
(Gr., v.l.), Cliché Beaumont, 3* (42-71-
53-45); 14 Juillet Parana, 6* (43-26-
58-00).
PELLE LE CONQUÉRANT (Dan.,
v.l.), UGC Danton, 6* (42-25-10-30);
UGC Biarritz, 8* (45-62-40-40); v.l.:
Pathé Français, 9* (47-70-33-88); Les
Montparnasse, 14* (43-27-52-37).
LA PETITE VOLEUSE (Fr.), Gauguin
Les Halles, 1* (40-26-12-12); Gauguin
Opéra, 2* (47-42-60-33); Pathé Impé-
rial, 3* (42-72-52); Rex, 2* (43-26-
83-93); 14 Juillet Odéon, 6* (43-25-
99-83); Pathé Hauteville, 6* (46-33-79-38); UGC Montparnasse, 6* (45-74-59-83); La Pagode, 7* (47-05-
16-16); v.l.: Rex, 2* (43-26-83-93);
14 Juillet Odéon, 6* (43-25-99-83);
Pathé Hauteville, 6* (46-33-79-38);
UGC Montparnasse, 14* (43-27-84-50);
14 Juillet Beaumarchais, 15* (45-75-
79-79); Gauguin Convention, 15* (48-
28-42-27); UGC Maillo, 17* (47-48-
06-06); Pathé Wepler, 18* (45-62-
41-46); Trois Sorcières, 19* (42-
06-79-79).
QUELQUES JOURS AVEC MOI (Fr.):
Cliché, 6* (46-33-10-82).
QUI VEUT LA PEAU DE ROGER BAR-
BET ? (A., v.l.), Forum Horizon, 1*
(45-08-57-57); UGC Danton, 6* (42-25-
10-30); UGC Normandie, 6* (45-63-
16-16); v.l.: Rex, 2* (43-26-83-93);
Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31);
UGC Gobelin, 13* (43-36-23-44);
Mimir, 14* (43-20-89-52); Mimir,
14* (43-20-89-52); Camille Saint-
Charles, 15* (45-74-59-83); Images, 18*
(45-22-47-94).
RAGGEDY (Brit., v.l.), Épée de Bois, 9*
(43-37-57-47).
SALAAM BOMBAY ! (Indo-Fr., v.l.):
Locomoteur, 6* (45-44-57-34).
SANS FENÊTRE (Fr., v.l.), L'Entrept, 14*
(45-43-41-63).
SANS PEUR ET SANS REPROCHE
(Fr.), Forum Aro-Ciel, 1* (42-97-
53-74); UGC Montparnasse, 6* (45-74-
59-83); UGC Odéon, 6* (43-25-99-83);
Pathé Marignan-Concorde, 8* (43-59-
92-82); UGC Biarritz, 8* (45-62-
40-40); Pathé Français, 9* (47-70-
33-88); 14 Juillet Odéon, 6* (43-25-
99-83); UGC Gobelin, 13* (43-36-
23-44); Gauguin Aléxis, 14* (43-27-
84-50); Pathé Montparnasse, 14* (43-
20-12-06); Gauguin Convention, 15*
(48-28-42-27); Images, 18* (45-22-
47-94); Le Gambetta, 20* (46-36-
10-96).
LE SUD (Arg.-Fr., v.l.): Forum Ori-
ent Express, 1* (42-33-42-26); Pathé Han-
teville, 6* (46-33-79-38); Pathé
Marignan-Concorde, 8* (43-59-92-82);
La Bastille, 11* (43-54-07-76); Sept Par-
nassiens, 14* (43-20-32-20); Bienvenue
Montparnasse, 15* (45-44-57-34).
LA TABLE TOURNANTE (Fr.), Cliché
Beaumont, 3* (42-71-53-45); Reflet
Logos L, 9* (43-54-42-34); 14 Juillet
Bastille, 11* (43-57-90-81); Éclair, 13*
(49-07-28-24); Sept Parnassiens, 14*
(43-20-32-20).
TOM WATTS BIG TIME (A., v.l.):
Forum Orient Express, 1* (42-33-42-26).

TOSCANINI (It.-Fr., v.l.): UGC
Rotonde, 6* (43-74-94-94); UGC Nor-
mandie, 8* (43-63-16-16).
TROIS PLACES POUR LE 26 (Fr.):
Brugnot, 6* (42-22-57-07); Gauguin
Ambassade, 8* (45-59-19-08).
TU NE TUERAS POINT (*) (Pol.,
v.l.): L'Entrept, 14* (45-43-41-63).
UZ RATTE AND HUM, LE FILM (A.,
v.l.): Forum Orient Express, 1* (42-33-
42-26); Les Trois Balais, 8* (45-61-
10-60).
UN ÊTE CHEZ GRAND-PÈRE (Tal-
vaz, v.l.): Cluny Palace, 9* (43-54-
07-74).
UN MONDE À PART (A., v.l.): UGC
Rotonde, 6* (45-74-94-94).
UN PRINCE À NEW YORK (A., v.l.):
Le Triomphe, 8* (45-62-45-76).
UNE AFFAIRE DE FEMMES (Fr.):
George V, 8* (45-62-41-46).
UNE ÉTOILE POUR L'EXEMPLE
(Fr.), Latins, 4* (42-78-47-86).
UNE POIGNÉE DE CENDRE (Br.,
v.l.): Elysées Lincoln, 8* (43-59-36-14).
LA VIE EST UN LONG FLEUVE
TRANQUILLE (Fr.): George V, 8*
(45-62-41-46).
VOIS D'ÉTÉ (Esp., v.l.): Épée de Bois, 9*
(43-37-57-47).
WILLOW (A., v.l.): Forum Horizon, 1*
(45-08-57-57); UGC Danton, 6* (42-25-
10-30); UGC Rotonde, 6* (45-74-
94-94); UGC Champs-Élysées, 8* (45-
62-40-40); v.l.: Rex, 2* (43-26-83-93);
UGC Montparnasse, 6* (45-74-59-83);
Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31);
UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-01-59);
UGC Gobelin, 13* (43-36-23-44); Gau-
guin Aléxis, 14* (43-27-84-50); Camille
Saint-Charles, 15* (45-74-59-83); UGC
Convention, 15* (48-28-42-27); Pathé
Clichy, 18* (45-62-41-46); Le
Gambetta, 20* (46-36-10-96).

Les grandes reprises

AGUIRRE, LA COLÈRE DE DIEU
(All., v.l.): Accaton (ex Studio
Cujas), 9* (46-33-86-86).
LES ARISTOCRATES (A., v.l.): Cliché,
6* (46-33-10-82).
LA BELLE AU BOIS DORMANT (A.,
v.l.): Grand Palais, 15* (45-54-46-85);
Cliché, 6* (46-33-10-82).
CASINO ROYAL (Br., v.l.): Le
Champ, 5* (43-54-51-60).
LES 101 DALMATIENS (A., v.l.):
Grand Palais, 15* (45-54-46-85); v.l.:
Doré, 14* (43-21-41-01).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.):
Reflet Logos L, 9* (43-54-42-34).
FELLINI ROMA (It., v.l.): Accaton
(ex Studio Cujas), 9* (46-33-86-86).
LE FILM DE BEVERLY HILLS 2 (A.,
v.l.): Club, 9*.
LE FINGUEUR (*) (A., v.l.): Holly-
wood Boulevard, 9* (47-70-10-41).
LES FOURMIS TESSERADES (Fr.,
v.l.): La Gode, 19* (46-42-13-13).
HISTOIRE DE LA VITESSE (A., v.l.):
La Gode, 19* (46-42-13-13).
LE LIVRE DE LA JUNGLE (A., v.l.):
Cliché, 6* (46-33-10-82); République
Cinéma, 11* (48-05-51-33).
LA MAISON DE JEANNE (Fr.): Forum
Orient Express, 1* (42-33-42-26).
MARY POPPINS (A., v.l.): Studio des
Utopies, 5* (43-26-19-09).
LA RELIGIEUSE (Fr.): Les Trois
Larmes, 6* (46-33-97-77).
ROX ET ROUKY (A., v.l.): Forum
Orient Express, 1* (42-33-42-26); Rex
(Le Grand Rex), 2* (43-26-83-93);
UGC Danton, 6* (42-25-10-30);
Montparnasse, 6* (45-74-59-83); UGC
Ermitage, 8* (43-63-16-16); UGC
Opéra, 9* (45-74-59-83); UGC Lyon
Bastille, 12* (43-43-01-59); UGC Go-
belin, 13* (43-36-23-44); Mimir, 14* (43-
20-89-52); UGC Convention, 15* (48-
28-42-27); Images, 18* (45-22-47-94);
Le Gambetta, 20* (46-36-10-96).
SAUVAGE ET NEAU (Fr.): Paramount
Opéra, 9* (47-42-56-31).
TINTIN ET LE TEMPLE DU SOLEIL
(Fr.-Bel.): George V, 8* (45-62-41-46);
Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31).
LES VACANCES DE M. HUILOT (Fr.):
TSP, 20* (43-64-80-80).
WITNESS (A., v.l.): Club, 9*.

PARIS EN VISITES

LUNDI 2 JANVIER

« L'Opéra et la fête au Second
Empire », 14 heures, hall d'entrée à
gauche (Approche de l'art).
« La peinture, de Monet à Picasso.
Exposition des grandes baïsses »,
14 h 30, Musée de l'Orangerie
(P.-Y. Jassot).
« Le Père-Lachaise méconnu, hors
des parcs traditionnels », 14 h 30,
boulevard de Ménilmontant, face rue de
la Roquette (V. de Longjumeau).
« La crypte archéologique sous le
parvis de Notre-Dame », 14 h 30, caisse
(M^e Cazen).
« L'hôtel de Lassay », 14 h 30,
122, rue de l'Université (Rue de la
Roquette).
« L'Opéra », 14 h 30, dans l'œuvre
(C. Merle).
« Hôtels et jardins du Marais, place
des Vosges », 14 h 30, sortie métro
Saint-Paul (Régénération du passé).
« Les salles souterraines des
thermes », 14 h 30, entrée du Musée de
Cluny, place Paul-Painlevé (Paris et son
histoire).
« Hôtel du quartier Saint-Paul, place
des Vosges », 15 heures, sortie métro
Pont-Marie (Art et histoire).

« La pyramide et l'aménagement du
Grand Louvre », 14 h 45, métro Palais-
Royal, sortie rue de Rivoli (M. Bams-
sat).
« L'Opéra », 15 heures, en haut des
marches (Tourisme culturel).
MONUMENTS HISTORIQUES
« An Marais: l'hôtel de Vigny et son
quartier », 13 h 30, 10, rue du Pa-
ro-Royal.
« L'UNESCO: architecture des
années 1930 et œuvres exposées », (pré-
voir 2 h 30, avec projection de film),
14 h 30, devant les grilles, place de Fon-
tenay.
« La peinture murale: du Christ en
gloire aux danses macabres », 14 h 30,
Musée des monuments français, aile de
Paris, place du Trocadéro.
« Le Palais-Royal, ses galeries et ses
colonnes », 15 heures, entrée du Louvre
des Antiquaires, place du Palais-Royal.
« Les secrets de la tour Eiffel »,
15 heures, au pied de la tour, piler
Nord, devant le buste de G. Eiffel.

cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-84-24-24)
SAMEDI
Hattori (1962, v.a. s.l.), de Howard
Hawks, 15 h.

DIMANCHE
Queen Kelly (1928), d'Eric von Stro-
heim, 15 h. A nos amours (1983), de Man-
rice Piat, 17 h. Découverte et Sauve-
garde du cinéma britannique: la Bête
sévère (1954, v.a.), de Joseph Losey,
19 h; Pélus de serpent (1977, v.a. s.l.),
d'Ingmar Bergman, 21 h.

SALLE GARANCE, CENTRE
GEORGES POMPIDOU (42-78-57-29)
SAMEDI
Le Cinéma géorgien: le Pompiste (1978,
v.a. s.l.), de Bidzina Tchikidze, le Chien
(1974, v.a. s.l.), de Lella Gurdeldz, 14 h
30; Il était une fois un merle chanteur
(1970, v.a. s.l.), d'Otar Iosseliani, 17 h 30.

DIMANCHE
Le Cinéma géorgien: Pastorale (1976,
v.a. s.l.), d'Otar Iosseliani, 14 h 30; Les
Hurubiers (1973, v.a. s.l.), d'Elgar
Chengalava, 16 h 30; Le Repentir (1984,
v.a. s.l.), de Tengiz Abouladze, 20 h 30.
VIDÉOTHÈQUE DE PARIS
(40-26-34-30)
SAMEDI
Paris-Polars: Actualités anciennes:
Actualités Gauguin, 12 h 30; Crimes inso-
lites: Bande annonce: Jodex (1963) de
Luis Buñuel, 14 h 30; Le Fantôme de la rue Méne-
pou (1954) de Royl du Ruth, 14 h 30; Rétro
polars: Bande annonce: Les trois fous du
pauvre (1957) de Sacha Guitry; Monsieur
La Fontaine (1942) de Georges Lacombe,
16 h 30; Voyages: Bande annonce:
l'Intrus: le Voyou (1970) de Claude
Lelouch, 18 h 30; Lemmy Caution: Made
in Belgium (1988) d'Antoine Denoel,
Alphaville (1965) de Jean-Luc Godard,
20 h 30.

DIMANCHE
Reliche.

Les exclusivités

ACHIE KERIS (Sov., v.a.): 14 Juillet
Parana, 6* (43-26-58-00); Cosmos, 6*
(45-44-28-80).
LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.a.):
Saint-André-des-Arts II, 6* (43-26-
80-25).
L'AMATEUR (Pol., v.a.): L'Entrept,
14* (45-43-41-63).
BACH ET BOTTINE (Can.): Forum
Orient Express, 1* (42-33-42-26);
Latins, 4* (42-78-47-86); Le Triomphe,
8* (45-62-45-76); Sept Parnassiens, 14*
(43-20-32-20).
BAGDAD CAFÉ (A., v.l.): Gauguin Les
Halles, 1* (40-26-12-12); Gauguin
Opéra, 2* (47-42-60-33); 14 Juillet
Odéon, 6* (43-25-99-83); Gauguin
Ambassade, 8* (45-59-19-08); 14 Juillet
Bastille, 11* (43-57-90-8

SOCIAL

Une opération symbolique

L'entrée dans le régime général des retraités du Crédit foncier

Une opération à la fois modeste et de forte portée symbolique a été « bouclée » à la veille de Noël, avec le vote d'un article de loi et la dernière phase d'une négociation interne : l'entrée dans le régime général de Sécurité sociale à partir du 1^{er} janvier des retraités du Crédit foncier.

Opération modeste : avec trois mille sept cents salariés, le Crédit foncier de France n'est que le plus gros des « petits » régimes spéciaux de retraite de salariés qui ont survécu à la création de la Sécurité sociale en 1946. Un gros conflit en quel- que sorte, loin derrière les dix-sept mille salariés de la Banque de France. Mais opération symbolique : c'est la première intégration d'un « régime spécial » depuis... 1962. Dans les années 40 et 50, le régime général avait absorbé beaucoup de micro-organismes, mais ensuite la seule mesure d'importance fut la « fermeture » du régime de la SEITA en 1980.

L'initiative est venue de la direction du Crédit foncier, soucieuse de stabiliser ses comptes en vue des nouvelles règles de concurrence dans le marché unique de 1993, et surtout d'assurer l'avenir à long terme des retraités dans une perspective de stabilité des effectifs. Jusqu'ici en effet, la retraite des salariés de l'établissement, fixée dans un règlement signé par le gouverneur, n'est gérée par aucune institution propre. Elle fait seulement

l'objet de provisions versées annuellement et inscrites au bilan (140 millions de francs en 1987, par exemple) pour assurer le montant des pensions.

Pour les salariés, le système est cependant assez avantageux, puisqu'il assure une pension représentant de 50 % à 75 % (selon le niveau hiérarchique) du salaire brut de la dernière année de travail, pour une cotisation moyenne de 7,9 % : cela revient à assurer une pension supérieure à l'ensemble du régime général de Sécurité sociale et des régimes complémentaires pour une cotisation un peu inférieure à celle du seul régime général.

Des retraites fractionnées

La transformation négociée avec les syndicats de l'établissement financier a consisté à maintenir le niveau global des retraites mais en les fractionnant en trois ou quatre parties : retraite de base, complémentaire correspondant à celles de l'ARRCO et, éventuellement, de l'AGIRC (1) ; enfin, « régime chapeau » pour compléter l'ensemble. Pour la retraite de base, la loi portant « diverses mesures d'ordre social » votée par le Parlement a prévu l'intégration du Crédit foncier et de ses salariés dans le régime général. Pour les retraites complémentaires comme pour le « régime chapeau », une caisse gérée paritairement va être constituée. Son intégration dans les deux fédérations de

régimes de retraites complémentaires, AGIRC et ARRCO, a été acceptée sans difficulté en décembre par ces deux institutions. En effet, le Crédit foncier est un « bon risque » : pour 3 700 salariés, il ne compte que 1 100 retraités — non compris les pensions de réversion — soit un « rapport démographique » de 3,27 alors que la moyenne est de 2 environ pour l'ensemble des salariés du secteur privé, de 2,24 pour les fonctionnaires de l'Etat et inférieur à 1 pour les non-salariés.

L'organisation du financement a été plus délicate et a été un des points durs dans les négociations entre la direction du Crédit foncier et les syndicats du personnel, qui, sauf la CGT, ont finalement accepté le schéma. Pour le premier étage, on transférera la cotisation salariale actuelle, dont le taux suivra l'évolution du régime général, l'employeur, lui aussi, se conformera à la réglementation. En revanche, le « régime chapeau » restera en totalité à la charge de l'établissement, qui déduira de son bilan la somme nécessaire.

Pour les retraites complémentaires, la formule est un peu plus compliquée. L'entreprise cotisera aux taux maxima (8 % pour l'ARRCO, 16 % pour l'AGIRC) de façon à assurer la pension la plus élevée possible. Sur ce taux, l'employeur paiera 75 %, le salarié 25 % seulement (donc moins que la proportion usuelle à l'AGIRC). Mais on n'y parviendra qu'au bout de dix ans, le Crédit foncier assurant au départ la quasi-totalité de la charge : de nouvelles négociations devront encore fixer le rythme d'augmentation de la participation des salariés.

Faire des émules

Cette opération aura des répercussions sur les rémunérations des salariés du Crédit foncier. Alignés sur la grille de la Banque de France, celles-ci sont supérieures à la moyenne (un employé débute à 7 300 F brut mais atteint environ 10 000 F au bout de dix ans). Mais cet alignement risque de poser problème, les syndicats des salariés du Crédit foncier (déjà relativement dévotement par rapport à ceux de la Banque de France, d'un « GVT » glissement, vieillissement, technicité — moins élevé) ne participant pas aux négociations... Cela explique certaines des résistances à la transformation des retraites.

Autre motif : la division créée dans le personnel. En effet, les nouveaux embauchés à partir du 14 janvier prochain ne bénéficieront pas du même niveau de retraite que les anciens : ils ne recevront que les pensions du régime général et les « complémentaires ».

Au ministère de la solidarité, on a pris au vol l'affaire et on se félicite de son résultat. En montrant que l'intégration d'un « régime spécial » dans le régime général peut se faire sans dommage, il peut encourager d'autres — les chambres de commerce ou les compagnies des eaux, dont les effectifs sont comparables — à suivre l'exemple. Dans les régimes complémentaires, d'ailleurs, l'intégration des cadres supérieurs (le Monde du 10 mars 1988) a donné des idées à certains secteurs professionnels qui, restés jusque-là à l'écart, souhaitent aujourd'hui bénéficier à l'avenir des garanties de la solidarité collective.

Sans doute, cela ne résoudra pas les problèmes de régimes en difficulté, comme celui des salariés de la sécurité sociale, qui a esquisé aussi un rapprochement (le Monde du 8 octobre 1988). M. Guilleu, président de l'AGIRC, a récemment marqué son refus « de se porter au secours des imprudents ». Mais cela peut favoriser une harmonisation que l'on souhaite depuis longtemps à la direction de la Sécurité sociale, même si les « politiques » hésitent à s'engager.

GUY HERZLICH.

(1) ARRCO : Association des régimes de retraites complémentaires. AGIRC : Association générale des institutions de retraite des cadres.

● La CGT dénonce la « privatisation rampante » de Renault. — Après l'annonce le 30 décembre par le gouvernement de ses décisions sur le dossier Renault — apurement de 12 milliards de francs de dettes publiques et application par décret d'un article rapprochant le fonctionnement de la Régie de celui d'une société de droit commun (le Monde du 31 décembre), la CGT dénonce « ce mauvais coup orchestré dans le dos des salariés, de la nation et du Parlement alors que Renault est une entreprise nationale ». Selon M. Jean-Louis Fournier, délégué central CGT de la Régie, « les dispositions prises sont la porte ouverte à la privatisation et à une remise en cause du rôle de l'Etat actionnaire prévu par le statut ».

REPÈRES

Automobile

Projet de taxe pour les voitures mises à la casse en RFA

Le secrétaire d'Etat ouest-allemand à l'environnement, M. Martin Gruber (Parti libéral FDP), a annoncé le 30 décembre, à Bonn, un projet fiscal qui viserait à faire payer par les automobilistes du pays, à l'occasion de l'achat d'un nouveau véhicule, une taxe pour financer l'élimination des voitures mises à la casse. En effet, selon le secrétaire d'Etat, l'utilisation croissante de matières plastiques dans la fabrication des voitures entraîne des coûts de plus en plus élevés pour la collectivité nationale, une fois les véhicules mis au rebut. La décision sur le sujet pourrait intervenir dans les six prochains mois.

Dette

Le Pérou reprend contact avec le FMI

Alors que le président Alan García s'est toujours opposé, depuis son accession au pouvoir en 1985, aux relations entre son pays et les institutions financières internationales, une mission du Fonds monétaire international devrait se rendre au Pérou en janvier. Le but de cette mission serait, selon le ministre péruvien de l'économie, M. Carlos Rivas, de négocier l'accord d'un prêt-réajusté. Il a été dit de la nécessité d'obtenir « dans les plus brefs délais » les crédits et l'assistance nécessaires pour que le Pérou trouve une solution à la crise économique. En raison de ses importants retards de paiement sur sa dette extérieure multilatérale, le Pérou a été déclaré inadmissible à de nouveaux crédits en août 1986.

Inflation

Hausse des prix de 5 % en Italie en 1988...

L'inflation aura atteint un rythme annuel de 5 % en Italie en 1988. Ce chiffre, annoncé le 30 décembre par l'Institut italien de la statistique, l'ISTAT, représente la première augmentation de l'inflation en Italie depuis 1980. En 1987, la hausse des prix s'était élevée à 4,6 %. Le ministre du Trésor, Giuliano Amato a cependant déclaré qu'il prévoyait une stabilité de l'inflation pour 1989.

... et de 900 % au Brésil

La hausse des prix s'est élevée au Brésil au mois de décembre à 28,8 %. Si ce chiffre provisoire est confirmé, il portera le taux d'inflation de l'ensemble de 1988 à un niveau record de plus de 900 %. En 1987, la hausse des prix avait atteint 365,9 %. En raison de l'envoie des prix, un « pacte social » contre l'inflation a été mis en place par les représentants du patronat, du gouvernement et des syndicats le 4 novembre dernier, apparemment sans succès immédiat.

Poste

Pas de gratuité du timbre

Le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, M. Paul Quilès, a répondu négativement à la demande de l'UFC-Que choisir ? d'accorder la gratuité du timbre pendant trois semaines en compensation des perturbations occasionnées aux usagers par les grèves récentes de la poste. Dans une lettre, il explique notamment que des mesures exceptionnelles ont été prises pour atténuer les effets de ces

grèves, ce qui a représenté une dépense de 130 millions de francs pour la poste. Il rappelle également qu'il a décidé de baisser le prix de la communication téléphonique interurbaine de 6,5 % à compter du 23 décembre.

Prix

La hausse des carburants retardée

La hausse des taxes sur les carburants, qui était prévue pour le 1^{er} janvier, n'interviendra que le 7 janvier à 0 heure. Le relèvement de 2,5 % de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIIPP) entraînera une augmentation des prix de 9,10 centimes pour le litre de super, de 8,7 centimes pour le litre d'ordinaire, de 4,7 centimes pour le litre de gazole et de 1,2 centime pour le litre de fioul domestique.

Social

Plus de 10 000 salariés « protégés » sont licenciés chaque année

Plus de dix mille salariés « protégés », c'est-à-dire exerçant un mandat de représentant du personnel, sont licenciés chaque année, selon le ministère du travail.

Dans neuf cas sur dix, les délégués du personnel, élus au comité d'entreprise, délégués syndicaux et membres des conseils d'administration perdent leur emploi pour une cause économique dans le cadre de plans de réduction d'effectifs.

Selon la procédure, 14 505 demandes de licenciement étaient présentées en 1985, 14 441 en 1986 et 13 510 en 1987. L'inspection du travail en avait accordé, respectivement, 10 519 en 1985, 11 221 en 1986 et 11 204 en 1987.

Les recours hiérarchiques auprès du ministre du travail, en cas de refus, se sont élevés à 1368 en 1985, 1 078 en 1986 et 1 099 en 1987. Moins de la moitié (595, 427 et 527) ont finalement été acceptés.

Les hausses du 1^{er} janvier

Au 1^{er} janvier, le plafond de la Sécurité sociale — qui sert de référence à plusieurs prestations et cotisations sociales — passe de 10 110 F à 10 340 F, soit une hausse de 2,27 % par rapport au 1^{er} juillet 1988 (au 1^{er} juillet 1989, il passera à 10 540 F). Ce relèvement est plus important que celui de 1988 (+ 1,12 %) en raison de la hausse des rémunérations sur lesquelles il est fondé.

— La cotisation d'assurance-vieillesse pour les salariés passe de 8,20 % à 9,20 %.

— Le taux d'appel de la cotisation (employeurs et salariés) du régime des cadres passe de 110 % à 113,4 %. Pour la retraite complémentaire des non-cadres (ARRCO), le taux d'appel de la cotisation « facultative » — au-dessus du plancher de 4 % — passe de 108 à 112.

— Les pensions de retraite du régime général de Sécurité sociale augmentent de 1,3 % (dont 0,1 % de rattrapage sur 1988). Un deuxième relèvement, de 1,2 %, est prévu au 1^{er} juillet.

— Le forfait journalier payé par les malades hospitalisés passe de 27 F à 29 F. Soit une hausse de 7,4 %. L'augmentation avait été de 2 F aussi au 1^{er} janvier 1988.

La CGT et la CFDT avaient l'une et l'autre jugé insuffisant le relèvement des retraites — indexé en fait sur les prix et non sur les salaires, qui ont augmenté davantage en 1988. Ce choix, selon l'une et l'autre confédération, « rompt la solidarité entre cotisants et retraités ».

ETRANGER

Deux cents « sauvetages » réalisés en 1988

100 milliards de dollars seraient nécessaires pour renflouer les caisses d'épargne américaines

Les autorités américaines devaient mettre au point, avant le 31 décembre, « des plans de sauvetage » pour treize nouvelles caisses d'épargne en difficulté, portant ainsi à plus de deux cents le nombre d'établissements de ce type sauvés de la faillite en 1988. Pour la première fois, un investisseur étranger (de Taïwan) devait participer au sauvetage de l'une des caisses. En 1988, ces opérations auront coûté plus de 30 milliards de dollars (190 milliards de francs) à l'Etat américain. Elles pourraient nécessiter au total jusqu'à 100 milliards de dollars. Le contribuable américain va-t-il être appelé à les financer ? Le problème prend une dimension politique outre-Atlantique.

« Il a un bon job. Il organise le sauvetage des caisses d'épargne. Ça lui permet de voyager tout le temps », remarquait avec jalousie un fonctionnaire de la Réserve fédérale, à Washington, à propos d'un de ses collègues du Federal Savings and Loans Insurance Corporation (le FSLIC, organisme de garantie des dépôts des caisses d'épargne américaines). De la Californie au Texas, en passant par l'Oklahoma, plusieurs institutions d'épargne et de prêts (savings and loans) sont mises chaque semaine sur la touche par les autorités fédérales américaines, en raison de l'insolvabilité de leur bilan. Du jamais vu depuis les années 30.

Les savings and loans n'ont pas résisté longtemps à la dégradation de la situation économique du sud et du sud-ouest des Etats-Unis, provoquée par l'effondrement des prix du pétrole en 1986. Alors qu'elle couvrait depuis le début des années 80, l'étrange maladie des caisses d'épargne américaines a pris des allures d'épidémie cette année, rendant nécessaire un traitement de choc, à coups de dizaines de milliards de dollars. Et si des centaines parmi les trois mille caisses d'épargne américaines peuvent finalement continuer à vivre et oublier les aventures malheureuses des prêts à risques aux secteurs de l'immobilier ou de l'énergie, qui ont failli leur coûter la vie, le FSLIC lui, se trouve déjà au bord de la faillite.

On appelle cela un sauvetage, et le scénario varie peu de ville en ville. Le FSLIC vient en aide aux organismes d'épargne qui, en raison de la mauvaise rentabilité de leurs prêts, ne sont plus en mesure de rembourser les épargnants. Il se doit d'intervenir en tant qu'organisme d'assurance de tous les dépôts inférieurs à 100 000 dollars (600 000 F), en échange d'une cotisation annuelle de l'organisme d'épargne. Au lieu de rembourser tous les dépôts et de mettre la clé sous la porte, les bataillons du FSLIC prennent le contrôle de l'organisme, et émettent des titres financiers pour renflouer son capital. Seul à la tête de certaines d'institutions, le FSLIC choisit de plus en plus de se faire épauler par des investisseurs privés qui prennent une participation dans l'opération.

Au cours de la dernière semaine de 1988, un nombre important de sauvetages a été réalisé, et, au total, plus de 7 milliards de dollars y ont été consacrés. Cette frénésie s'explique principalement par la suppression au 1^{er} janvier 1989 d'avantages fiscaux intéressants auxquels avaient droit les candidats au rachat de caisses d'épargne. Pouvant déduire des bénéfices de leurs activités saines les pertes des organismes dans lesquels ils ont investi, des investisseurs aussi divers que le milliardaire texan Robert Bass, le raider Ronald Perelman (propriétaire du fabricant de cosmétiques Revlon), Geraldine Ford (qui a un certain degré, par exemple dans l'Etat de New-York, où certaines caisses d'épargne, presque toutes bénéficiaires, ont choisi d'offrir des produits financiers sophistiqués à leurs clients, tandis que d'autres se sont insérées dans des groupes financiers d'envergure nationale).

Une telle fusion, seule solution viable selon M. Robert Litan, chercheur de l'Institut Brookings, à Washington, nécessiterait celle des deux organismes d'assurance des dépôts : le FSLIC, en charge des caisses d'épargne, et le Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC), son homologue pour l'assurance des dépôts bancaires. Près de 80 % des caisses d'épargne américaines jouissent d'une situation financière saine. Certaines, voyant planer la menace d'une faillite du FSLIC, réclament ouvertement leur rattachement au FDIC. De son côté, M. William Seidman, président du FDIC, a proposé que le taux d'assurance des dépôts bancaires (actuellement 0,08 % de l'ensemble des dépôts) soit relevé à hauteur de celui auquel sont soumises les caisses d'épargne. Deux développements qui laissent à penser que banques et organismes d'épargne pourraient un jour ne plus être différenciés.

habituellement dans l'ombre, a profité de l'annonce, le 28 décembre, de deux opérations d'envergure (l'injection de 5,1 milliards de dollars dans cinq organismes texans et la confirmation de la vente d'American Savings and Loans Association of Stockton, en Californie) pour lancer un appel au président élu George Bush. Expliquant que ce dernier devrait proposer un plan d'ensemble au début de l'année prochaine, M. Wall n'a pas caché la difficulté, voire l'impossibilité, de concilier le sauvetage des caisses d'épargne et l'engagement de ne pas augmenter les impôts.

Le Trésor américain a promis un rapport détaillé sur le sujet, dont la présentation est toujours retardée. On murmure désormais qu'en raison de son caractère « explosif » il pourrait ne jamais sortir.

Une injection rapide de capital

Pourtant, la solution à court terme de ce problème délicat fait l'unanimité. Une injection massive et rapide de capital est nécessaire, et le plus tôt sera le mieux. Reste à savoir si le coût doit en être supporté par le budget, ce qui paraît impossible en raison des contraintes fiscales (la somme représenterait plus de la moitié du déficit budgétaire actuel), ou par le biais d'une opération hors budget. Dans un cas comme dans l'autre, le Trésor devrait demander l'autorisation d'émettre tous ces milliards de dollars, constituant un coût direct (par l'augmentation des impôts) ou indirect (par le remboursement des obligations) pour les contribuables.

Plus préoccupante est la solution à long terme du dossier des caisses d'épargne. Celui-ci, né de la dégradation du secteur financier américain en 1982, ne pourra se régler que par une « rérégulation » ou par un nouvel assouplissement de la réglementation des caisses d'épargne. Les experts paraissent loin d'un consensus à ce sujet. Dans la première hypothèse, les libertés accordées aux caisses d'épargne en 1982 en matière de diversification des prêts seraient suspendues. Les savings and loans se contenteraient alors, à l'image de leurs homologues français, de collecter l'épargne et d'accorder des prêts au logement, oubliant ceux à la consommation, le financement d'investissements industriels ou immobiliers. La seconde solution consisterait à abolir toute distinction entre banques et organismes d'épargne, distinction qui a déjà perdu beaucoup de sa réalité. Une fusion s'opérerait alors entre les différentes institutions, chacune se spécialisant dans son secteur de meilleur positionnement, les caisses d'épargne devant s'aligner sur les niveaux de capital minimum auxquels sont soumises les banques. Cette situation s'observe déjà à un certain degré, par exemple dans l'Etat de New-York, où certaines caisses d'épargne, presque toutes bénéficiaires, ont choisi d'offrir des produits financiers sophistiqués à leurs clients, tandis que d'autres se sont insérées dans des groupes financiers d'envergure nationale.

Une telle fusion, seule solution viable selon M. Robert Litan, chercheur de l'Institut Brookings, à Washington, nécessiterait celle des deux organismes d'assurance des dépôts : le FSLIC, en charge des caisses d'épargne, et le Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC), son homologue pour l'assurance des dépôts bancaires. Près de 80 % des caisses d'épargne américaines jouissent d'une situation financière saine. Certaines, voyant planer la menace d'une faillite du FSLIC, réclament ouvertement leur rattachement au FDIC. De son côté, M. William Seidman, président du FDIC, a proposé que le taux d'assurance des dépôts bancaires (actuellement 0,08 % de l'ensemble des dépôts) soit relevé à hauteur de celui auquel sont soumises les caisses d'épargne. Deux développements qui laissent à penser que banques et organismes d'épargne pourraient un jour ne plus être différenciés.

FRANÇOISE LAZARE.

Économie

ETRANGER

Croissance et inflation à plus de 5 %
La Banque d'Espagne s'inquiète
de la surchauffe de l'économie

L'Espagne accèdera, le 1^{er} janvier, à la présidence de la Commission des Communautés européennes avec un beau record : 5 % de croissance économique en 1988, la meilleure performance au sein de la CEE.

Cette année, son bilan économique aura été marqué, dans la lignée de 1986 et de 1987, par des résultats impressionnants. L'investissement industriel a poursuivi sa croissance annuelle au rythme de 15 % (la moyenne de la CEE est de 3,5 %), et l'emploi a progressé de 10 %, sans toutefois parvenir à abaisser le taux de chômage.

Cependant, au terme de cette année brillante, la Banque d'Espagne a porté un jugement sévère sur la situation économique du pays. Dans son rapport annuel, elle met en garde contre la surchauffe de l'économie. Le taux de croissance, estimé par le gouvernement à 4 %, pourrait, selon elle, se révéler plus proche des 6 %.

Un tel dynamisme favorise la hausse des prix qui, estimée en début d'année à 3 %, sera en fait bien supérieure. M. Mariano Rubio, le gouverneur de la Banque d'Espagne, a mis en lumière l'effet de la lutte contre l'inflation sous-jacente (qui exclut les produits alimentaires pri-

maires et l'énergie), dont il rend responsable l'augmentation des marges bénéficiaires, notamment dans le secteur des services.

Cette hausse des prix, plus rapide que prévu, avait provoqué il y a quelques semaines la colère des syndicats, qui avaient déclenché une grève générale le 14 décembre, et avaient forcé le gouvernement de M. Felipe Gonzalez à accorder des concessions salariales (lire le Monde du 23 décembre).

Cette surchauffe, dénoncée par la banque centrale, provoque également une détérioration rapide du solde commercial. Jeudi 29 décembre, le gouvernement a annoncé que le déficit pour novembre avait atteint l'équivalent de 10,9 milliards de francs, une hausse de 52 % par rapport à la même période de 1987. Et la Banque d'Espagne prévoit pour 1989 un doublement du déficit des paiements courants, qui pourrait alors atteindre plus de 40 milliards de francs (2 % du PIB).

Conséquence de son analyse, la banque centrale a indiqué qu'elle maintiendrait la pression sur les taux d'intérêt. Elle a, en outre, demandé aux organismes de crédit de limiter leur enveloppe de prêts, en particulier dans le secteur de la consommation.

Ralentissement de l'activité
aux États-Unis en novembre

L'indice composite de l'économie américaine a subi en novembre une baisse de 0,2 %, en raison principalement de la mauvaise tenue de la Bourse et de la légère augmentation du taux de chômage. Le département du commerce, qui calcule cet indice, a également annoncé le 30 décembre la révision du même indice, portant sur le mois d'octobre, à 0,4 %, contre une hausse de 0,1 % initialement annoncée. Selon le département du commerce, novembre a également été caractérisé par un rythme rapide des livrai-

sous aux magasins, ce qui signifie que les grossistes ont reçu moins de commandes.

Par ailleurs, une diminution de 8 % des ventes de logements, la plus importante depuis mai 1987, a été enregistrée au cours de ce même mois de novembre. En octobre, les ventes de logements avaient augmenté de 4,4 % sous l'effet de la montée des taux d'intérêt sur les prix au logement, qui avait incité les Américains à réaliser rapidement leurs acquisitions.

AFFAIRES

BIBLIOGRAPHIE

Socrate et les cercles de qualité

« J'ai voulu avec ce livre casser le discours traditionnel sur le management. » Michel Villette, consultant spécialiste en « mobilisation des ressources humaines », nous résume le propos de son livre. En effet, les amateurs de fiches recettes restent sur leur faim : l'ouvrage ressort plutôt du genre ethnographique. Tentative d'approcher la réalité de l'entreprise et ses mythes, décryptage des vrais rapports de pouvoir, il s'agit pour l'auteur d'« essayer d'être un bon Socrate, sans avoir-t-il, en décrivant un héros qui essaye d'être un bon sophiste ».

Le héros, l'auteur de l'ouvrage, est un apprenti consultant qui gravit les échelons de son métier, dans un cabinet qui ressemble étrangement à Euroquip (bien que l'auteur ne le cite jamais). On découvre avec lui les coulisses de la profession de conseiller du prince en pleine ère du « show-management » et de l'entrepreneur star. Le héros, de formation philosophico-sociologique, est surpris de ce qu'il découvre : des firmes qui sont des îlots de despotisme au milieu de nos démocraties et où l'on pratique un genre de rapports humains qui ne seraient pas tolérés à l'extérieur. Peu à peu cependant, il entre dans le jeu et devient assez aisément un expert, c'est-à-dire « quelqu'un qui sait établir des relations d'expertises avec son client, gagner et entretenir sa confiance ».

Expert en quoi ? En management social, en « mise en place du changement », voire dans l'art de gérer une grève. L'amusant, c'est que le héros-sophiste reconnaît qu'il ne sait pas grand-chose au fond, que ses interventions créent des soucis et des frustrations aux salariés et qu'il n'a « jamais vécu de grève, ni grande, ni petite ».

Mobiliser
l'intelligence

Pourtant il réussit bien, car il veut un produit très demandé : de l'entreprise idéale (« l'entreprise dont le directeur est une entreprise idéale, construite au fil des conversations entre adeptes de la religion managériale »). Au passage, des objets du culte — projets, chartes, culture d'entreprise, cercles de qualité — lui tombent dessus. Devant les cercles de qualité notamment, qui cherchent à « mobiliser l'intelligence de l'entreprise » et surtout des salariés de base, il s'exclame : « Aucun homme d'affaires expé-

menté n'a jamais pris une décision délicate, potentiellement conflictuelle, en attaquant de front selon une démarche rationnelle. Voilà qu'on voudrait faire penser et agir les exécutants à la manière de ce mythe « manager rationnel » inventé dans les années cinquante ».

Ce qui surprendra dans cet ouvrage — habitudes que nous sommes à trouver en conclusion quelques sentences fortes, — c'est justement l'absence de conclusion. « Il faudrait que j'écrive un autre bouquin », reconnaît Michel Villette. Rien de dogmatique dans ce qu'il préconise : que l'on joue dans les entreprises le jeu de la vérité, que l'on y soit courtisé, que les cadres soient plus exigeants face au discours théorique sur le management, qu'on lance un débat public sur le sujet. Des propositions sages qui sont — en fait — autant de petites bombes.

DIDIER POURQUERY.

* Michel Villette, *L'Homme qui gravit le management*, 1988, Ed. Seuil, 89 F.

Trois « sages » chargés
d'une mission de réflexion
sur le nucléaire civil

Les ministres de l'Industrie et de la Recherche, MM. Roger Fauroux et Hubert Curien, ont annoncé, le 30 décembre, dans un communiqué, le lancement d'une mission de réflexion et de proposition sur la filière électronucléaire française ainsi que sur le rôle de l'Etat en ce domaine. Confiée à trois sages — MM. Henri Guillaume, professeur à l'Ecole centrale de Paris, ancien commissaire au Plan et conseiller, depuis décembre 1987, du président de la COGEMA (Compagnie générale des matières nucléaires), René Bellier, directeur de recherche au CNRS, et Philippe Rouvillès, inspecteur général des finances, ancien président de la SNCF, — cette mission a pour but « d'identifier les enjeux à moyen et long terme » dans le secteur du nucléaire civil. Les trois sages devront évaluer les conditions à remplir pour favoriser l'adaptation de la recherche et de l'industrie nucléaire française aux besoins actuels et pour maintenir la « position éminente de la France » en ce domaine. Ils remettront leur rapport à la fin du printemps prochain, précise le communiqué.

هكذا من الأصل

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 27 au 30 décembre

Bonne année

LA marche. La reprise de Noël n'était pas une simple hauberge. Contrairement aux appréhensions soulevées par son arrivée imprévisible et hors saison, elle s'est poursuivie ces derniers jours à bon allure. Coïncidant entre la fête de la Nativité et le jour de l'an, cette semaine, réduite à quatre séances par le chômage du 29 décembre, a encore été très bonne pour la Bourse de Paris.

Elle avait du reste bien commencé avec 0,75 % de hausse à la clé dès mardi. Le lendemain, le marché mettait provisoirement fin (-0,12 %) à son ascension prolongée (sept séances consécutives). Sans doute pour mieux refaire ses forces. Jeudi, la hausse reprenait (+0,47 %) et s'effaçait encore à la veille du week-end (+0,84 %) dans une joyeuse ambiance de fête. Retrouvant un peu les fastes d'un passé pas si lointain, la Bourse devait en effet logiquement résumer ce jour-là du bruit fracassant des pétards, pourtant formellement interdits par le règlement, et dont les explosions se succédaient en rafales. Le personnel du palais n'avait en outre pas lésiné sur les accessoires de coïffon. Chapiteaux pointus, masques grotesques, serpents à kilomètre, confettis par sacs de cinquante kilos, bombes à jets de plastiques ; rien ne manquait au spectacle. Il y avait bien longtemps que le marché n'avait connu de pareilles festivités. Bref, la semaine s'est achevée sur une nouvelle progression des cours voisine de 2 %, qui porte à près de 5,5 % la reprise de Noël.

Somptueux est le mot, puisque ces quatre dernières séances ponctuent une année superbe marquée par la deuxième plus forte hausse enregistrée depuis vingt-sept ans (60 % selon l'indicateur instantané 56 % suivant le CAC-40, 48 % sur la base du CAC base 100 le 31 décembre 1981, mais hors privatisées) ; pratiquement la plus forte hausse historique, toutes les précédentes performances ne pouvant être retenues car fondées sur des bases de calcul peu fiables. Mais faut-il s'émouvoir de ce décalage et vigoureux coup de collier en pleine « trêve des confiseurs » ? Car, en plus, les courants d'affaires ont été étoffés.

A dire vrai, tous les éléments se sont conjugués pour permettre à la hausse d'hiver de poursuivre son cours : résultats toujours étonnants des entreprises, confirmation du ralentissement de l'inflation en novembre, raffermissement de Wall Street, espoir encore discret d'une détente des taux à long terme, multiplication enfin des très bons pronostics pour 1989. Ainsi, après bien d'autres, le Conference Board, principal organisme patronal d'analyses et de recherches économiques aux États-Unis, prévoit à son tour une poursuite rapide de l'expansion l'an prochain. Selon lui, la France est aussi en bonne position. Elle a déjà pris en décembre la tête des pays européens en termes de croissance.

Les gourous de la rue Vivienne trouvent tout cela très stimulant. Traqué jusque dans son ancre, l'un d'entre eux, le plus célèbre, dont les apparitions au Palais sont désormais rares, avoue que « la configuration astrale est étonnante ». Sur un plan technique, la situation est à son avis presque idéale avec tous les capitaux engagés à

court terme, prêts à se réinvestir à plus long terme. A cela, il faut ajouter les abondantes liquidités, employées dans les OPA, OPE et autres échanges de blocs d'actions — opérations dont le volume a triplé cette année par rapport à 1987 — mais ne provenant pas d'investissements boursiers. Tout cet argent doit « indirectement » revenir sur le marché. Sans compter, en janvier, les versements de titres indemnitaires et les coupons d'obligations (une cinquantaine de milliards au total).

D'autre part, le gourou, ancien habitué du pilier sud, prend acte des pronostics économiques pour 1989 et ne voit pas de ralentissement avant la fin du premier semestre, plus tard peut-être. Ce qui signifie que « les entreprises conserveront leur taux de croissance et une forte capacité d'investissement ». En outre, on peut, paraît-il, envisager « une nouvelle décennie de chômage en dessous de 10 % avec les efforts considérables qu'un tel phénomène aura inévitablement sur la consommation et les réajustements sociaux ».

Restent quelques problèmes : le prix ? « Il n'y aura probablement pas de dérapage en 1989 ». Les taux d'intérêt ? « Il faudra suivre attentivement la politique suivie en la matière par les États-Unis ». Le déficit commercial ? « Le réajustement n'est pas en vue ». Mais « une légère amélioration est possible du côté de la balance des paiements ». Avec la perspective de la « cessation des principaux conflits dans le monde, qui sont ruineux », la vie apparaît donc sous un jour plutôt favorable. Le contraste est saisissant avec la fin 87, en pleine sinistreuse après le krach. Mais « je crois qu'il ne faut tout de même pas rêver », pense notre gourou. « Je continue à penser que le krach n'a pas été un simple incident de parcours. Il ne faudrait pas que le marché s'emballer trop vite. Le premier objectif est de viser les plus hauts niveaux de 1987 [soit encore 12 % de hausse environ], qui pourraient être atteints au cours du premier semestre, voire du premier trimestre. Après quoi on pourra souffler et consolider ».

D'autres spécialistes sont plus catégoriques et prévoient de 15 % à 20 % de hausse d'ici le 31 mars. Que faut-il en croire, quand les experts de la firme de courtage américaine Paine Weber pronostiquent 10 % à 20 % de hausse à New-York en 1989 ? A supposer que cela arrive, Paris pourrait fort bien se désolidariser de Wall Street et faire cavalier seul avec l'arrivée prochaine, prédisent, des investisseurs japonais, actuellement fébrilement en quête d'informations sur le marché français. Mais, à Paris, ne prend-on pas un peu vite ses désirs pour des réalités ? Une chose est certaine : sur un plan boursier, les premiers mois de 1989 seront très instructifs avec l'entrée en fonctions du nouveau président américain, M. George Bush.

En attendant, les valeurs françaises peuvent toujours grimper. Elles ne sont pas surévaluées et, en cas de besoin, assure-t-on, « un rajustement ne serait pas très douloureux ». « Bonne année », murmurent un habitué derrière un pilier en croisant les doigts pour conjurer le sort. On ne sait jamais.

ANDRÉ DESSOT.

LES PLUS FORTES VARIATIONS
DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeur	Hausse %	Valeur	Baisse %
Sagep	+ 5,9	Elf	- 8,6
Leop-Saunders	+ 5,2	Compt. ext.	- 6,5
Dia, S. S.	+ 4,9	Edm	- 6,5
Leclerc	+ 4,6	Eurocard	- 5,3
Legrand	+ 4,3	Sis Rougemont	- 5,3
Banqueparibas	+ 4,1	CFI O. franc. int.	- 4,1
Finex 138	+ 4,1	Maison Pédant	- 3,3
Midfield	+ 4,1	Expedia-Sat	- 3,1
Locindis	+ 4,0	Avions Dassault	- 3
Pangloss SA	+ 3,3	C.I.P. S/S	- 3
DMC	+ 3,7	Environ	- 2,6
Budimex	+ 3,7	Smile	- 2,6
Boum-DI uni	+ 3,6	Gloper	- 2,2
Min. p. Saligne	+ 3,6	Union Cr. Bte.	- 2,2

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 23 déc.	Cours 30 déc.
Or fin (cette en barre)	81 500	80 400
100 onces	81 500	80 400
Pièces françaises (20 fr.)	478	479
Pièces françaises (10 fr.)	400	398
Pièces belges (20 fr.)	468	468
Pièces belges (10 fr.)	468	468
Pièces suisses (20 fr.)	464	461
Souverain	589	588
Souverain égyptien	589	588
Souverain indonésien	387	387
Pièces de 20 dollars	2 895	2 710
10 dollars	1 385	1 400
5 dollars	700	700
20 marks	3 040	3 030
10 marks	888	885
10 livres	481	484
5 livres	241	244

© Les prix de l'or ne sont cotés qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.

VALEURS LES PLUS ACTIVEMENT
TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Suez Financière	1 234 384	378 035 054
Peugeot	274 712	364 506 370
CGE	836 041	336 274 361
BSN	34 700	220 956 784
Saint-Gobain	304 023	179 225 254
Alstom	359 260	149 764 795
Dunlop-Labie	135 232	147 777 577
Eurometall	2 697 294	141 531 148
Michelin	753 550	141 380 344
Canal Plus	285 591	138 279 938
CCF	685 151	126 520 090
Oréal	254 928	124 760 529
Océid. (Gle)	146 539	118 984 919
Paribas	260 913	117 883 290

(*) Du 23 au 29 décembre inclus.

En Bourgogne

FORMEZ VOS
INGÉNIEURS

Formation Continue en alternance
(sur 2/3 ans) avec tutorat industriel

Filière "Cadres
Techniques Supérieurs"
Mécanique/produit
ou Electronique

SUFOCO : Université de Bourgogne,
R.P.138, 21004 Dijon cedex
80.39.51.80.

Février 89 et Septembre 89

CULTURE GENERALE

CLÉ DE LA RÉUSSITE

Une méthode qui présente les vingt principaux domaines de la culture générale sous une forme simple, dans la chronologie des événements, des mouvements de pensée et des hommes, des civilisations.

Littératures, arts, histoire, sciences, politique, économie, religions, etc.

Documentation gratuite à l'Institut culturel français, service 3969, 35, rue Collange, 92303 Paris-Levallois. Tél. : (1) 42-70-73-63.

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 31 décembre 1988

COURS	Mars 89	Juin 89	Sept. 89	
Premier	—	—	—	—
+ haut	107,70	107,20	106,70	—
+ bas	107,30	106,80	106,70	—
Dernier	107,60	107,05	106,70	—
Compensation	107,60	107,05	106,85	—

Nombre de contrats : 33 591.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	26 déc.	27 déc.	28 déc.	29 déc.	30 déc.
RM	1 522 923	1 627 874	1 906 439	1 886 691	—
Comptant	—	—	—	—	—
R. et obl.	11 017 559	11 610 113	16 507 129	10 587 179	—
Actions	224 482	483 614	219 518	163 848	—
Total	12 764 964	13 721 601	18 633 086	12 637 718	—

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1987)

Françaises 142,1 | 142,1 | 141,80 | —

Etrangères 119,3 | 119,2 | 142,70 | —

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

(base 100, 31 décembre 1987)

Tendance : 158,6 | 158,4 | 159,3 | 160,5

(base 100, 31 décembre 1981)

Indice gén. : 411,9 | 412,7 | 412,3 | 415,6

(base 1000, 31 décembre 1987)

Indice CAC 40 : 1 546,79 | 1 545,70 | 1 539,05 | 1 573,94

OMF (base 100, 31 décembre 1981)

Indice OMF 50 : 428,51 | 428,68 | 431,86 | 436,77

BOURSES
ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Calme et sans relief

Quatre séances seulement cette semaine, qui a été essentiellement marquée par une forte baisse de l'activité (- 35 % en volume). Après avoir tenté de se redresser un peu, se rapprochant très près de son plus haut niveau de l'année, le marché new-yorkais a rendu la main à la veille du week-end. L'indice Dow Jones s'est établi vendredi à 2168,57, soit à 0,36 point de la cote atteinte le 23 décembre dernier.

Les achats enregistrés ont surtout émané de grands investisseurs soucieux d'habiller leurs bilans pour la fin de l'année.

En total, 459 millions de titres seulement ont changé de mains contre 704 millions la semaine précédente.

Les prévisions faites par Paine Weber sur une baisse des cours de 10 % à 20 % en 1989 a laissé la communauté de marché.

	Cours 23 déc.	Cours 30 déc.
Alcoa	54 1/2	—
ATT	29 1/8	—
Bocing	59 3/4	—
Chase Man. Bank	28 3/8	—
Du Pont de Nemours	83 1/2	—
Eastman Kodak	46 1/2	—
Exxon	45	—
Ford	51	—
General Electric	45 1/4	—
General Motors	35	—
Goodyear	58 1/2	—
IBM	123 3/8	—
ITT	50 3/4	—
McCall Oil	46	—
Pfizer	48 1/2	—
Schlumberger	33 3/4	—
TIMCO	58 3/4	—
UAI Corp. (ex-Alleg)	108 1/4	—
Union Carbide	25 3/8	—
USX	28 1/2	—
Westinghouse	53	—
Xerox Corp.	59 1/2	—

LONDRES

Plus 1,5 %

En dépit d'une certaine irrégularité, le London Stock Exchange a monté cette semaine, les industriels s'apprêtant en moyenne de 1,5 % environ.

Comme partout, le marché a surtout profité des opérations techniques dites de « window dressing » (habillage des bilans). Le redressement du dollar a également contribué à favoriser quelques achats.

Indices « FT » du 30 décembre : 100 valeurs, 1 793,1 (contre 1 774) ; 30 valeurs, 1 453,3 (contre 1 442) ; mines d'or, 161,9 (contre 163,3) ; fonds d'Etat, 87,03 (contre 87,46).

	Cours 23 déc.	Cours 30 déc.
Beecham	462 1/2	465
Bovater	485	489
BP	238	249
Chas. & Co.	448	455
Courtauld	258	263
De Beers	10 7/8	10 7/8
Shell	7 1/16	7 1/16
Glan	10 3/16	10 3/16
GUS	16 1/8	16 3/4
ICI	10 5/16	10 1/8
Reunert	586	597
Unilever	334	339
Warren	449	465
Wickes	154	160
War Loan	39 9/16	39 9/16

(*) En dollars.

FRANCFORT

Au plus haut de l'année

Les valeurs allemandes ont atteint, cette semaine, leur plus haut niveau de l'année, avant de s'effriter sur quelques prises de bénéfices dans un marché peu animé en raison des fêtes. Les professionnels s'attendent généralement à une bonne tenue des cours au début de 1989. La journée du vendredi 30 a été décevante.

Indice de la Commerzbank du 29 décembre : 651,9 (après 1664,30 la veille), contre 1 645,7.

	Cours 23 déc.	Cours 29 déc.
AEG	285	196,80
BAF	284,80	279,60
Beier	306,50	306,50
Commerzbank	235,50	233,80
Deutschebank	565	563,30
Hoechst	386	385,50
Karstadt	395	388
Mannesmann	214,30	212
Siemens	534	540
Volkswagen	347,80	348

TOKYO

Record battu

Crédits, changes, grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Euro-apparence

L'activité primaire sur le marché euro-obligataire durant les deux dernières semaines de l'année s'est, pour l'essentiel, déployée dans le compartiment du mark. Quatre emprunts internationaux nouveaux y ont vu le jour pour un montant total de 1,25 milliard de deutschemarks, ce qui, en pleine trêve des conférences, est important. A cela s'est ajouté un vaste emprunt d'Etat de 5 milliards de deutschemarks. Une telle animation renforce l'impression laissée par la lecture des statistiques des places financières allemandes qui, semble-t-il, s'affirme avec une vigueur bien supérieure à celle que l'on constate ailleurs en Europe. Etant donné l'intensité de la concurrence entre les grands centres financiers, il n'est pas sans intérêt de savoir si, par rapport à l'ensemble des euro-obligations nouvelles, le deutschemark a servi de support à 13,3 % ou à 10,9 % des opérations. Les deux pourcentages peuvent être avancés en toute bonne foi : ils ne dépendent que de l'idée que l'on se fait d'une euro-obligation.

Au total en 1988, cent quatre-vingt-seize émissions obligataires internationales auront été lancées depuis Francfort, Düsseldorf ou Munich pour un total de 41,4 milliards de marks. Cela correspond à 13,3 % du marché. Il s'agit bien d'un record, comme le précise, par exemple, la Westdeutsche Landesbank qui rappelle les chiffres des deux années antérieures : 25,7 milliards de deutschemarks en 1987 et 36,9 milliards en 1986, le précédent sommet. Quant au nombre de chefs de file, il a progressé de façon plus spectaculaire encore, puisque l'année qui s'achève aura vu trente et une banques différentes diriger des emprunts euro-obligataires en deutschemarks contre vingt-trois en 1987 et dix-neuf en 1986. Les emprunts internationaux en deutschemarks doivent être émis en Allemagne et leur apparition est soumise à un enregistrement auprès de la banque centrale du pays, la Bundesbank. Cette dernière communique d'ailleurs au début de chaque mois le volume global et le nombre d'opérations montées le mois précédent, ce qui permet à chacun de vérifier l'exactitude de ses statistiques.

Cette même Bundesbank est sans conteste en train d'assister au succès de sa politique de libéralisation mise en œuvre depuis 1985. Le deutschemark et, partant, les places allemandes, ont su s'imposer sur le plan des émissions internationales. Il n'y a pas de doute à ce sujet, mais des nuances s'imposent dans l'appréciation de la situation.

En 1988, dans aucun autre pays du Marché commun - à part la Grande-Bretagne, grâce à la prééminence de Londres - on n'a dénombré autant de banques à la tête d'euro-emprunts qu'en Allemagne. Le seul concurrent direct en Europe continentale est la place financière suisse, mais la compétition de part et d'autre du lac de Constance, aussi vive soit-elle, est ressentie avec moins de crainte que celle qui serait issue de l'émergence d'autres centres. D'une part, le franc suisse étant devenu depuis peu un véritable satellite du deutschemark, cela ne peut qu'accroître l'attrait des placements dans la devise de référence, entend-on de plus en plus fréquemment. Et, d'autre part, ajoute-t-on, il convient de se garder de toute comparaison trop poussée entre les marchés des titres en deutschemarks et en francs suisses. Il est en effet difficile de considérer ces derniers comme des euro-obligations, leur placement se faisant pour l'essentiel en Helvétie, environ à raison d'au moins 95 %.

Une retentue à la source de 10 %

Or c'est précisément ce dernier point, celui de la nature du placement des obligations internationales, qui incite à une relecture attentive des statistiques annuelles du compartiment de l'euro-marché. La soumission, à partir de 1989 à une retentue à la source de 10 % sur le revenu des capitaux placés sur le marché national allemand a poussé nombre d'établissements financiers du pays cherchant à lever des fonds à se tourner vers le marché de l'euro-marché, qui, lui, échappe à tout précompte. Ils le font par l'intermédiaire de vecteurs étrangers, ce qui confère à leurs titres une allure d'euro-obligations. Cela leur permet de fixer des conditions très exigeantes, nettement inférieures au rendement qu'offre par exemple le ministère fédéral des finances de Bonn sur ses propres fonds d'Etat.

On a ainsi le sentiment qu'une partie au moins de ces prétendues euro-emissions ne sont en fait que des transactions purement intérieures, allemandes. Dans bien des cas, elles sont destinées uniquement à la clientèle du réseau des banques qui empruntent. Il convient de mentionner que contrairement à d'autres eurocompartiments, celui du deutschemark est, sans restriction aucune, accessible aux investisseurs résidents. Un prêteur allemand peut se procurer des euro-obligations en

deutschemarks dès leur lancement. La situation est différente pour les Américains ou les Japonais qui voudraient acquérir des euro-obligations en dollars ou en yens par exemple.

A constater la sensible augmentation récente du nombre d'émissions en deutschemarks non syndiquées, les soupçons prennent corps. Pas moins de dix-huit banques allemandes, cette année, ont sollicité l'euro-marché pour un total d'environ 8,5 milliards de deutschemarks en quarante-deux opérations distinctes, dont elles étaient seules à s'occuper. Abstraction faite de ces emprunts bancaires non syndiqués, la proportion des euro-emprunts en deutschemarks n'est plus que de 10,9 %. Même en tenant compte des habitudes propres au pays (la pratique de monter des émissions sans co-chef de file à toujours été tolérée outre-Rhin), on ne peut s'empêcher d'y voir dans de nouveaux cas une sorte d'abus lié à des considérations de nature fiscale. Une simple juxtaposition des chiffres des deux années suffirait à dénoncer l'euro-inflation de 1988. En 1987, il n'y avait eu que six émissions bancaires internationales non syndiquées pour un total de 1,98 milliard de deutschemarks et, en 1986, que sept pour un total de 2,55 milliards. On ne s'attendait pas encore à ce que le fisc de Bonn assujettisse les revenus des placements domestiques à un précompte mobilier.

De telles complications, aussi fastidieuses soient-elles, apparaissent de plus en plus nécessaires, alors que l'ensemble du marché international des capitaux est confronté à un problème de définition. Pour les services des Communautés européennes, le critère pour juger de la nature d'une transaction semble être la méthode de distribution et le placement des titres. Une euro-emission devrait bénéficier d'un syndicat vraiment international et son placement ne devrait pas être limité localement. C'est sur cette base que les euro-obligations peuvent être offertes en souscription publique sans que préalablement ait été publié un prospectus d'émission. C'est vraisemblablement sur cette base aussi que sera réexaminée la délicate question d'une harmonisation fiscale en Europe qui devrait logiquement confirmer l'exonération de toute retenue à la source des euro-obligations. Mais de tels privilèges ne seraient-ils accordés à des opérations locales déguisées et qui n'auraient d'euro que le nom ou l'apparence.

CHRISTOPHE VETTER.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Fin d'exercice tendu

L'exercice 1988 s'est achevé dans un climat un peu tendu, essentiellement aux Etats-Unis où le loyer de l'argent au jour le jour (Federal Funds) s'est élevé au-dessus de 9 %, atteignant 9,5 % en pointe. Cette tension, certes, est habituelle en fin d'année, pour des raisons d'« habillage de bilan ». Mais elle a été accompagnée d'une hausse des rendements sur les bons du Trésor à deux et quatre ans, qui ont dépassé 9,20 %, pour la première fois depuis avril 1985. Ces taux sont ainsi supérieurs à celui pratiqué sur l'emprunt à trente ans du même Trésor (9,01 %).

Une telle « inversion » signifie, bien entendu, que les opérateurs américains tiennent pour temporaire la tension actuelle sur le court terme et, surtout, tablent sur une décade générale des rendements en 1989, que ce soit à court ou à long terme, en liaison avec un fléchissement de l'expansion outre-Atlantique.

Cette attente d'une désescalade des taux est très répandue sur les marchés financiers en fin d'année. Ainsi, à Paris, le MATIF se montrait tout à fait optimiste le 30 décembre, le cours de l'échéance de mars s'inscrivant à son plus haut niveau, soit 107,65.

Dans l'immédiat, toutefois, le loyer de l'argent au jour le jour se maintient à 8 1/2-8 5/8 %, un peu au-dessus des taux des pensions à cinq-dix jours de la Banque de France, et à égalité avec les rendements des emprunts d'Etat à dix ans. Cette même Banque de France a copieusement alimenté en liquidités un marché assez resserré, du fait du retard pris par certaines banques dans la constitution de leurs réserves obligatoires, et aussi en raison des clôtures de bilan. Elle a procédé à deux adjudications, servant, lundi, 14 milliards de francs et, mercredi, 40,6 milliards pour 62,5 milliards demandés. La détente recherchée a été faible, le loyer de l'argent au jour le jour revenant de

8 1/16-8 13/16 % aux 8 1/2-8 5/8 % évoqués précédemment.

Sur le front des émissions, le plus grand calme a régné, avec deux emprunts préplacés de 500 millions de francs de la SAPAR, émanation d'EDF et du Crédit national.

L'exercice 1988, clos déjà depuis une dizaine de jours sur le marché obligataire, s'est avéré assez satisfaisant. Le volume des émissions brutes, d'abord, est remonté à 326 milliards de francs, après avoir fléchi à 292 milliards de francs en 1987, année de privatisations il est vrai. Il n'a toutefois pas égalé les 338 milliards de francs enregistrés en 1986. L'Etat a emprunté 109,3 milliards de francs, dont il faut déduire 10 milliards de francs pour les rachats et remboursements d'obligations renouvelables du Trésor (ORT) : 93,7 milliards de francs avaient été émis par l'Etat en 1987.

Les émissions à taux variable ont représenté 135,3 milliards de francs contre 148,5 milliards, et celles des institutions financières, banques notamment, 122 milliards de francs contre 95,7 milliards, cela afin de se conformer à la nouvelle réglementation sur la croissance de l'encours des crédits accordés par les établissements. L'un des faits marquants de l'année aura été le gonflement des emprunts à taux variable indexés sur le taux interbancaire offert à Paris (TIOP), équivalent français du PIBOR.

Une bonne année 1988, ensuite, pour les taux d'intérêt à long terme : ils ont diminué d'un point et demi environ, revenant d'un peu plus de 10 % à 8,60 % sur le dix ans, ce qui a permis aux portefeuilles d'enregistrer des plus-values de 7 % à 8 % hors coupon, agréable contraste avec les moins-values de 1987.

Phénomène important, les rendements à long terme sont venus, en fin d'année, buter sur les rendements à court terme, qui, à 8,5 %, dépassaient d'un demi-point leur niveau du début de l'année.

Quant aux transactions en Bourse, elles ont fait un nouveau bond à 3 200 milliards de francs environ, contre 2 426 milliards de francs en 1987, soit une progression d'environ 47 % après, déjà, une augmentation de 45 % en 1987. Les emprunts du Trésor se sont taillés la part du lion avec plus de 72 % du total contre 53,7 % en 1987, le secteur public se cantonnant à 19,4 % contre 17,2 % et le secteur privé se trouvant réduit à la portion congrue, avec 8 % seulement contre 23 % l'an dernier.

Les étrangers se sont montrés très actifs sur la place de Paris, leur part atteignant, dit-on, 35 % à 40 % contre 20 % en 1987. Selon certaines estimations, ils détendraient 15 % à 20 % de la dette publique française, contre 12 % l'an dernier. Il est à noter, d'ailleurs, que ces mêmes étrangers ont contribué, par leurs achats, à la bonne tenue du MATIF ces derniers temps, ledit MATIF s'étant placé au deuxième rang mondial de sa catégorie en 1988 avec plus de 16 millions de contrats.

FRANÇOIS RENARD.

Le Trésor lèvera

80 à 100 millions de francs par an

Le Trésor a fait savoir, cette semaine, qu'il émettrait pour 80 à 100 milliards de francs d'obligations assimilables (OAT) en 1989, contre 109,2 milliards de francs en 1988, cela en raison de la réduction du déficit budgétaire, qui devrait passer de 115 à 100 milliards de francs. Deux innovations sont annoncées : une nouvelle « ligne » d'OAT à trente ans, à l'imitation des Américains, qui s'ajoutera aux lignes de dix ans, quinze ans et vingt-cinq ans actuellement utilisées ; un emprunt d'Etat à moyen terme, libellé en ECU et placé en France aussi bien qu'à l'étranger (on sait que l'Italie émet déjà en ECU).

DEVISES ET OR

Le grand calme

Une activité très réduite a régné cette semaine sur les marchés des changes, à l'approche de la clôture de l'exercice 1988, qui décourageait des initiatives hardies. Tout au plus la devise américaine a-t-elle poussé une pointe sur les achats de banques et de sociétés commerciales désireuses de solder leurs comptes de fin d'année : au milieu de la semaine, le billet vert a valu jusqu'à 1,7980 DM, 126 yens et 6,13 F, avant de revenir un peu au-dessus de ses cours de la semaine précédente.

Un autre facteur de soutien pour le dollar a été la tension persistante sur les taux d'intérêt à court terme aux Etats-Unis, et, toujours, la rumeur d'un relèvement du taux d'escompte de la Réserve fédérale (voir ci-dessous, la rubrique Marché monétaire et obligataire).

A cet égard, les marchés ont accueilli avec intérêt les déclarations de M. Helmut Schlesinger, vice-président de la Banque fédérale d'Allemagne. A propos des parités

monétaires, il a indiqué que l'écart de taux d'intérêt entre les Etats-Unis et la RFA serait « déterminant » pour l'évolution de ces parités. Cela signifie sans doute qu'une élévation des taux outre-Atlantique serait imitée à Francfort et, vraisemblablement, à Paris.

Vendredi après-midi, une déclaration faite à notre confrère *Handelsblatt* par le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Poehl, a provoqué un peu d'émotion et une petite montée du deutschemark à Paris, à 3,4170 F.

Selon M. Poehl « les pays membres de la CEE devraient être disposés à mettre en œuvre rapidement des ajustements monétaires s'ils veulent participer totalement au système monétaire européen ». « Pour réduire les tensions à l'occasion de cette entreprise tellement importante », a expliqué M. Poehl, « on ne devrait pas attendre trop longtemps pour décider des ajustements de parités ».

Le patron de l'institut d'émission allemand estime toutefois que les pays qui sont au centre du mécanisme du SME ont acquis un assez bon niveau de stabilité. « Le noyau dur du SME est devenu une zone où les ajustements de taux de change ne sont utilisés qu'avec hésitation, s'ils le sont, pour annuler les déséquilibres extérieurs ».

M. Poehl a répété son souhait d'un renforcement du SME en affirmant : « Le SME n'est qu'un iron sans tête ni membres tant que la Grande-Bretagne et certains autres pays de la CEE refusent de se soumettre aux accords monétaires ».

F. R.

COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 26 AU 30 DÉCEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	SEU	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
New-York...	1,5080	—	16,5916	66,8993	56,3697	2,4848	49,9251	0,8764
Paris...	1,5080	—	16,4812	66,8902	56,3693	2,4847	49,9277	0,8765
Bruxelles...	18,9525	6,0608	—	402,92	341,68	16,2771	302,54	4,6294
Zurich...	10,9115	6,0675	—	405,31	341,64	16,3017	302,78	4,6367
Frankfurt...	2,7152	1,3049	26,8188	—	84,7801	4,8397	75,0574	1,1489
Amsterdam...	2,684	1,079	24,6794	—	84,7801	4,8397	74,6928	1,1445
Stockholm...	3,2973	1,7749	29,2749	117,95	—	4,7649	88,5071	1,3552
Oslo...	3,1968	1,7749	29,2749	118,64	—	4,7716	88,4806	1,3578
Copenhague...	67,3118	37,33	6,1436	24,7939	289,36	—	18,5871	2,8441
Bucarest...	66,994	37,32	6,1343	24,8638	289,57	—	18,5882	2,8455
Madrid...	3,6234	2,0039	33,0535	133,17	112,58	5,3888	—	1,5301
Barcelone...	3,6281	2,0045	33,0589	133,90	112,58	5,3885	—	1,5325
Milan...	236	139	216,81	870,35	757,58	35,1588	653,52	—
Rome...	232,48	138	215,58	873,75	756,49	35,1424	652,53	—
Naples...	236	139	216,81	870,35	757,58	35,1588	653,52	—
Tokyo...	224,46	124,78	205,52	83,2999	70,2140	3,3053	62,218	0,0953

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 30 décembre, 4,8480 F contre 4,8656 F le vendredi 23 décembre.

MATIÈRES PREMIÈRES

Soutien chinois et soviétique pour les céréales

Rarement les pronostics auront été aussi favorables que ceux avancés par l'ensemble des experts sur la campagne céréalière 1988-1989 entamée en octobre. La sécheresse qui a touché l'ensemble du continent nord-américain, le Maghreb et les zones de récoltes soviétiques a provoqué une chute des stocks, qui ne représentent plus en fin d'année que cinquante-quatre jours de consommation.

En 1973, année de la dernière grande sécheresse mondiale, la planète avait gardé une autonomie de subsistance en grains de cinquante-sept jours et les cours du blé avaient quadruplé. Cette tension sur l'offre qui concerne cette fois davantage de maïs et le soja permet aux cours de se maintenir à des niveaux élevés sur le marché de Chicago. Le 30 décembre, le blé s'échangeait à 440 cents par boisseau. Pressés de tirer parti de la situation, les Etats-Unis s'apprêtent à réduire de 5 % à 10 % les surfaces mises en jachère sur leur territoire depuis 1986, au moment où la CEE se lance au contraire dans un programme de gel des terres que la majorité des Etats membres, la France en particulier, appliquent sans enthousiasme.

D'ores et déjà Washington estime que ses exportations de blé et de farine de blé en 1988-1989 devraient rapporter 5,9 milliards de dollars (contre 4,6 milliards en 1987-1988) pour un volume vendu de 40,2 millions de tonnes contre 41,5 millions à l'issue de la dernière campagne. Les Etats-Unis tablent donc sur une poursuite de la hausse des prix du grain pour la saison en cours.

Du côté des acheteurs, deux pays risquent, en effet, de soutenir fortement le marché : la Chine et l'Union soviétique. La semaine passée, le vice-ministre chinois de l'intérieur, M. Zhang Dejiang, a annoncé que la production céréalière du pays serait inférieure de 10 millions de tonnes aux prévisions de 1988 établies à 410 millions de tonnes. Une contre-performance due à des « catastrophes naturelles » qui ont affecté « plus de 46 millions d'hectares de terres arables ». La Chine, dont l'objectif reste d'atteindre une récolte de 500 millions de tonnes en l'an 2000, vient d'échouer pour la quatrième année consécutive dans son effort visant à retrouver la production record de 1984 (407 millions de tonnes).

En 1987-1988, Pékin avait boudé le blé européen, avec un achat de 100 000 tonnes seulement. Mais cette année la Chine devrait recourir de façon nettement supérieure au grain de la Communauté pour satisfaire des besoins d'importation estimés à 15 millions de tonnes (contre 8,5 millions de tonnes précédemment).

« Tu es un capitaliste »

Ses fournisseurs habituels (Etats-Unis, Canada, Australie) disposent de volumes limités pour l'exportation. Une pénurie relative dont Bruxelles espère tirer parti. En attendant, Washington a vendu pour décembre et janvier 950 000 tonnes de blé à Pékin à des tarifs défiant toute concurrence. « Ces ventes à prix subven-

tionnés ne pourront se répéter à un rythme soutenu », écrit l'AGPB (Association générale des producteurs de blé) dans sa lettre de décembre.

En Union soviétique, la récolte attendue de 210 millions de tonnes sera encore insuffisante pour couvrir les besoins intérieurs. Surtout, le mot d'ordre de Mikhaïl Gorbatchev invitant les agriculteurs à prendre une terre en bail n'est pas pour l'instant suivi d'effets. Le travail individuel semble encore mal vu dans les fermes d'Etat. Un article récent de la *Pravda* relate comment l'un de ces nouveaux agriculteurs privés, qui demandait une aide technique à l'ingénieur d'un kolkhoze, s'est entendu répondre : « Tu es un capitaliste. Tu ne recevras aucune aide de moi... »

Une certaine jalousie s'instaure entre les kolkhoziens qui perçoivent un salaire fixe indépendamment du travail fourni et ces pionniers de l'agriculture privée nommée *arendatori*, soupçonnés de s'enrichir rapidement. Or, en réalité, les responsables des kolkhozes n'accordent pour l'instant à ces paysans que des terres ingrates ou mal situées qui rendent difficile l'obtention de résultats rapides.

C'est, en outre, aux kolkhozes que les « privés » doivent s'adresser pour obtenir du matériel agricole et des pièces détachées. Leur liberté de manœuvre reste très limitée. « Le courant d'exportation [vers l'URSS] n'est pas près de se tarir au moins dans les cinq ans à venir », affirmait ces jours-ci un négociant en céréales qui reflétait l'opinion dominante du marché.

ERIC FOTTORINO

PRODUITS	COURS DU 30-12
Café B. G. (Londres)	1 725 (- 26) Livres/tonne
Trois mois	—
Aluminium (Londres)	2 465 (+ 22) Dollars/tonne
Trois mois	—
Nickel (Londres)	16 400 (- 100) Dollars/tonne
Trois mois	—
Sucre (Paris)	1 740 (+ 15) Francs/tonne
Mars	—
Café (Londres)	1 205 (+ 26) Livres/tonne
Janvier	—
Cacao (New-York)	1 500 (- 23) Dollars/tonne
Mars	—
Blé (Chicago)	440 (=) Cents/boisseau
Mars	—
Maïs (Chicago)	284 (- 1) Cents/boisseau
Mars	—
Soja (Chicago)	260,50 (+ 3,80) Dollars/c. court
Mars	—

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

هكذا من الأصل

Le Monde

ÉTRANGER	DATES	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 L'Espagne préside la CEE à partir du 1 ^{er} janvier. 4 Le gendre de Brejnev condamné à douze ans de camp. — Une interview de M. Eltsine, ancien secrétaire de Moscou. 5 Japon : rituel du Nouvel An perturbé par l'agonie de l'empereur.	2 Il y a trente ans, triomphe de Castro à Cuba.	6 Les aventuriers de l'année. — Paris-Dakar : la bienveillance du Guide. 7 A Nantes, décès d'une lycéenne après une intervention de chirurgie esthétique.	9 Sauvetage et reconversion du grenier à sel d'Avignon. — Vers une renaissance des Rencontres de Cluny ?	11 L'entrée dans le régime général des retraités du Crédit foncier. 12 Revenu des valeurs. 13 Crédits, changes et grands marchés.	Abonnements 2 Carnet 7 Météorologie 7 Mots croisés 7 Spectacles 10	● Le bilan politique 88...POL ● Le bilan économique 88...REC ● L'année 1988 à travers le monde INT ● Un call sur la cote, l'autre sur votre portefeuille...BOURSE 3615 tapez LEMONDE

Les gaités des élections en Seine-Saint-Denis

Sous-marins verts et torpilles roses

Quatre candidats, au moins, s'affronteront dimanche 22 janvier dans la neuvième circonscription de Seine-Saint-Denis à l'occasion d'une nouvelle élection législative partielle. Il s'agit de MM. François Asensi (PCF), Robert Dray (PS), Sylvain Garant (RPR) et Roger Holeindre (FN). Aucun candidat écologiste ne s'était manifesté, quelques heures avant la clôture de la déclaration des candidatures.

M. Asensi, le député communiste invalidé, et M. Dray, son concurrent socialiste, ont eu recours devant le Conseil constitutionnel (*Le Monde* du 27-28 novembre 1988), repartant chacun avec le même suppléant : M. Holeindre en un nouveau : M. Jean-Jacques Fanchette, « un ouvrier » qui a obtenu 10,8 % aux élections cantonales de septembre dernier à Tremblay-lès-Gonesse pour le Front national. A droite, la situation s'est éclaircie : M. Garant, qui suppléait, en juin, un candidat UDF-PR dissident, fait équipe, cette fois, avec le candidat, titulaire de l'étiquette URC, soit six mois, contre lequel il concourait. L'inconnu réside dans l'hypothétique entrée en lice d'un candidat écologiste, vrai ou faux, selon une tradition chère à ce département.

La dernière législative partielle dans la neuvième circonscription, en décembre, a fait couler beaucoup d'encre. Mise à part la polémique locale, et feutrée, entre le PS et le PCF, et le recours en annulation dont est l'objet l'élection du député

communiste, M. Roger Goubier (*Le Monde* du 31 décembre 1988), ce scrutin avait vu s'opposer deux défenseurs de l'environnement ou présentés comme tels : M. Jean-Louis Vidal, du parti écologiste officiel des Verts, et M. Richard Betro, détenteur de la mystérieuse étiquette « Ecologie 92 ». Un mystère qui est plutôt un secret de Polichinelle pour les socialistes qui ont rebaptisé ce sigle « Ecoco 92 ». Soupçonnés d'être des sous-marins du PCF, ces candidats, dont une des caractéristiques — ce qui est amusant pour des écologistes — est d'être en peau de lapin, étaient présents dans treize cantons du département, en septembre, soit tous ceux détenus par un conseil général communiste (à l'exception de celui d'Aubervilliers-ouest) qui étaient renouvelables.

Triple logique

Quelques semaines avant ces élections cantonales, l'hebdomadaire local du PCF, *Actualité 93*, écrivait : « Pour leur part, les communistes qui entendent poursuivre en commun avec les socialistes une gestion de gauche se fixent comme objectif de conserver leurs treize conseillers sortants et de gagner un siège à la droite, celui d'Aulnay-sud. Les autres sortants se répartissent en cinq listes socialistes et trois élus de droite. » Si M. Jean-Jacques Karman était donc le seul conseiller général communiste sortant à

Aubervilliers-ouest, ville où se trouve la fédération du PCF, à ne pas être brisé par un candidat « Ecologie 92 », en revanche, M. Jean-Claude Abrioux était le seul conseiller sortant de droite à bénéficier de cette présence écologiste à Aulnay-sud.

La répartition géographique de ces « sous-marins verts » ne relève donc pas du hasard mais semble répondre à une triple logique : assurer la préservation de positions acquises en protégeant les sortants, ne pas provoquer les socialistes sortants sur leur terrain et ne pas se disperser inutilement dans des cantons solidement tenus par la droite. La tentation de la candidature « Ecologie 92 », M. Pauliste Michon, à Aulnay-sud, avait sans doute pour but d'assurer l'avantage du candidat communiste, M. Pierre Thomas, maire d'Aulnay battu en 1983, sur le candidat socialiste en vue de la constitution d'une liste d'union de la gauche conduite par le PCF aux prochaines municipales.

Si le cas de M. Michon ainsi que celui de M. Betro ont déjà été évoqués dans *Le Monde* du 23 décembre 1988 — ces deux personnes figuraient aussi sur une liste « Ecologie 86 » qui n'a pas pu se présenter aux régionales de mars 1986 en raison d'une décision de justice consécutive à un référendum des Verts (*Le Monde* du 15 février 1986) —, les caractéristiques de certaines autres candidatures ne manquent pas, non plus, d'intérêt. Ainsi M. Gérard Spaccagna, candidat aux cantonales à Tremblay-lès-Gonesse, en 1988, était membre du secrétariat de la section Aubervilliers-Crévecoeur du

PCF en 1982 avant de devenir, après cette date, membre d'un comité regroupant quatre sections communistes de cette ville. De même, Mme Martine Martin, candidate « Ecologie 92 » dans le canton de Stains, ex-elle plus connue par les communistes de La Plaine-Saint-Denis, commune où elle réside, que par les Verts de la ville ou même du département qui ne dépassent pas le chiffre de... dix-sept adhérents en Seine-Saint-Denis.

Une double attention

Une des curieuses habitudes de ces candidats « Ecologie 92 » est de ne pas se présenter là où ils ont des chances d'être les plus connus, c'est-à-dire dans leur commune de résidence. Que se soit aux cantonales ou aux législatives. Ainsi Mme Michon préfère Aulnay alors qu'elle habite Stains et Mme Martin a une prédilection pour Stains alors qu'elle est proche de Saint-Denis, où se retrouve son suppléant aux législatives de juin, M. Robert Loez, ou M. Betro qui réside à Paris. Un jeu de pistes. Sans parler des campagnes électorales frappées au coin de la discrétion conduites par MM. Alain Journeé dans le canton de Bagnolet, Lucien Delisles (le Blanc-Mesnil), Louis Bidron (Bobigny), Jean-Claude Leprieux (Montreuil-est), Michel Gruetz (Noisy-le-Sec), Jacques Archimbaud (Pantin-est) et Mmes Nicole Lupino (Le Bourget) et Paulette Cauvin (Montreuil-nord).

Ce qui n'est pas illégal étant autorisé, certains cantons, probablement jugés sensibles, bénéficiaient d'une double attention : un sous-marin vert et une torpille rose. En septembre, six cantons — cinq détenus par le PCF, un détenu par le RPR — avaient le bonheur d'accueillir un candidat se réclamant de la « nouvelle majorité » dont, en l'espèce, les socialistes locaux se seraient bien passés. Ces candidats « Canada dry » ont tous fait des scores mineurs, ce que soit Mme Michèle Poirier-Monfou à Aulnay ou MM. René Bonlaure à Bourget, Jean-Pierre Guérin à Montreuil, Didier Montfort à Noisy-le-Sec, Jean-Louis Rouvet à Pantin-est ou Gérard Zucali à Saint-Denis-sud.

Les candidats de la prochaine consultation partielle de Seine-Saint-Denis devront se sautiller entre les sous-marins et les torpilles ? Cela ne déplairait pas à tout le monde de jouer à la bataille navale.

OLIVIER BIFFAUD.

Les vœux du président de la République

Des absents de marque à Strasbourg

La réception que M. François Mitterrand avait prévu de donner, samedi 31 décembre, à Strasbourg, après la présentation de ses vœux aux Français à 20 heures à la radio-télévision devait être marquée par deux absences particulières : celle du président du Parlement européen, lord Plumb (conservateur, Grande-Bretagne) et celle du secrétaire général du Conseil de l'Europe, M. Marcelino Oreja. Ce dernier a fait savoir qu'il était retenu à Madrid. Quant à lord Plumb, il a indiqué qu'il préparait actuellement une visite officielle en Israël. En fait, l'absence à Strasbourg du président britannique du Parlement européen ne paraissait pas sans rapport avec le mécontentement que le président de la République avait manifesté à son encontre lorsque l'Assemblée européenne avait retenu l'idée de transférer son siège à Bruxelles.

Pour sa part, le maire de Strasbourg, M. Marcel Rudloff, sénateur UDF-CDS, s'était réjoui, jeudi 29 décembre, de la décision prise par M. François Mitterrand de venir dans sa ville pour y adresser aux Français ses vœux de Nouvel An. « Dans la bataille pour le siège du Parlement européen, les vœux du président de la République, pour l'année du Bicentenaire de la Révolution, adressés à Strasbourg, affirment au monde, qui en doutait encore, la vocation exceptionnelle de notre ville, a-t-il notamment déclaré. Il y a des symboles qui sont lourds et qui font l'histoire. »

« Strasbourg, le rhénane, don de la France à l'Europe, a désormais les atouts en main pour gagner son pari européen », a indiqué, pour sa part, le président de l'association Strasbourg-Europe, M. Jean-Marie Caro, député UDC du Bas-Rhin.

M. Chevènement : le PC est fiable

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense et fondateur, au sein du PS, du courant Socialisme et République (ex-CERES), observe, dans une interview publiée dans *l'Express* daté 30 décembre, à propos de l'épithète « stalinienne » appliquée par M. Michel Rocard à la direction du PCF : « C'est lui qui a prouvé beaucoup. L'électoratisme primaire est une variante très dégradée du stalinisme... »

Au sujet de l'ambiguïté de la position du PCF à l'égard du PS, M. Chevènement précise : « Il n'y a pas contradiction. Car il y a ce que le PC dit et ce qu'il fait : un second tour, il a toujours appelé à voter pour François Mitterrand et pour les candidats socialistes. »

Interrogé sur le fait de savoir si, dans ces conditions, le PCF reste un allié « fiable et durable » pour les socialistes, le ministre de la Défense précise : « Fiable, oui, tant qu'il y a solidarité de gestion. Il est fiable jusqu'au jour où nous déclarerions, si son comportement était inadmissible, qu'il ne l'est plus. Mais, à la longue, on peut espérer que le PCF deviendra un parti euro-communiste... »

Quant à la querelle du « grand dessin », le ministre de la défense explique : « Le gouvernement de Michel Rocard a fait beaucoup de très bonnes choses. On s'en aperçoit. Mais peut-être vaut-il mieux mettre en valeur l'idée directrice. Celle-ci énonce simplement : il s'agit de bâtir une France forte et solidaire dans une Europe indépendante. Il n'y a pas d'autre grand dessin... »

Avec le temps, son œuvre s'était simplifiée et avait acquis une dimension monumentale. Sculptures, objets, sculptures-nature que le temps aurait façonnées. « Je vois le monde entier comme une sculpture », avait-il déclaré à notre collaborateur Jacques Michel, à l'occasion d'une belle exposition à la galerie Maeght, en 1981. Cette vision de la sculpture où la forme limitée de l'objet se développe à l'infini dans l'espace qui l'entoure explique la passion et le génie de Noguchi dans le traitement des jardins — ou de ce que l'art moderne aura défini comme jardin.

Il faut signaler aussi que l'artiste fut un homme courageux. En 1941, il était volontairement entré dans un camp d'internement pour civils japonais à Poston (Arizona).

M. Méhaignerie : bouffée d'oxygène

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS et député UDC d'Ile-et-Vilaine, a estimé, jeudi 29 décembre sur A 2, que « le centre doit être une force de renouveau. M. Méhaignerie juge que la meilleure santé de l'économie française « donne une formidable bouffée d'oxygène à tout gouvernement » ; il a regretté que le gouvernement de M. Michel Rocard « n'ait pas profité de cette chance ».

A propos de l'éventualité d'une liste centriste autonome aux prochaines élections européennes, M. Méhaignerie a déclaré : « Il y a deux forces en Europe, la force socialiste, et la plus importante, celle qui dirige aujourd'hui l'Europe, le courant démocrate-chrétien. J'appartiens à ce courant, je veux y participer, je souhaite que tous nos amis de l'opposition se placent dans cette direction. C'est la direction de la réussite. La vraie question pour les trois prochains mois, c'est de se dire que nous sommes dans une nouvelle phase de confiance et d'optimisme dans l'avenir de l'Europe. Notre devoir à nous, c'est de nous placer dans cette évolution européenne et de ne pas voir par le petit bout de la lorgnette française... »

● Un nouveau parti. — La création d'un nouveau parti, l'Union des démocrates gaullistes et républicains de progrès (UDGRP) a été annoncée, jeudi 29 décembre, à Rouen, après le dépôt à la sous-préfecture des Ardennes (Eure) d'une déclaration d'association précisant que cette formation se constitue « sur la base de la charte de l'Association des Démocrates, présidée par M. Michel Durfour », ministre de la fonction publique. C'est un huissier de justice du Havre, M. Jean-Pierre Cévaer, ancien candidat divers droite aux élections législatives de juin dernier en Seine-Maritime, qui présidera ce parti destiné à regrouper les centristes favorables à l'ouverture.

● PAS-DE-CALAIS : invalidation d'un conseiller général. — Le tribunal administratif de Lille vient d'annuler l'élection au conseil général du Pas-de-Calais de M. Charles Delaire (RPR), élu le 2 octobre dernier. Le scrutin avait été très serré puisque M. Delaire avait battu son concurrent socialiste, M. Edouard Melle, de sept voix seulement. Le tribunal administratif a considéré que des tracts injurieux pour M. Melle avaient été distribués à la veille du second tour, sans que l'intéressé puisse y répondre. — (Corresp.)

A nos abonnés

Les tarifs d'abonnement à notre journal qui étaient demeurés inchangés depuis mai 1985, sont majorés à compter du 1^{er} janvier 1989. Le nouveau tarif de l'abonnement d'un an s'établit à 1 300 F (soit lieu de 1 200 F), les montants pour les durées intermédiaires étant revus dans des proportions comparables. Cette hausse, sensiblement inférieure à celle du coût de la vie au cours de la même période, tient compte en partie aussi de l'augmentation des tarifs d'affranchissement postaux pour la presse qui a atteint près de 40 % entre 1985 et 1988.

Des escadrons de la mort ont bien existé en Indonésie

Djakarta (AFP). — Le président Suharto reconnaît, pour la première fois, dans une autobiographie à paraître prochainement, que les autorités ont eu recours, dans les années 80, à des escadrons de la mort pour lutter contre la criminalité, et justifie leurs actions. C'est ce que vient de révéler l'agence de presse officielle indonésienne Antara.

En 1986, l'organisme indonésien des droits de l'homme, l'Institut d'aide légale (LBH), évaluait le nombre des victimes des mystérieux escadrons de la mort ou « Petrus » à plus de cinq mille entre 1982 et 1985. « Ces êtres méprisables [les criminels] avaient agi au-delà de tout sens humain. Il était naturel de prendre des

actions fermes, violentes », écrit, selon Antara, le chef de l'Etat dans son livre *Suharto, mes pensées, mes dires et mes actions*. « La violence, cela n'était pas seulement pan-pan. Certainement pas. Ceux qui opposaient une résistance ne laissaient pas d'autre choix que de tirer », ajoute le président Suharto, selon l'agence officielle qui publie quelques extraits de l'autobiographie.

A l'étranger, de nombreuses organisations de défense des droits de l'homme avaient dénoncé, à l'époque, les actions des commandos de la mort, estimant qu'elles étaient en fait l'œuvre d'éléments des forces armées indonésiennes organisés

pour lutter contre une vague de criminalité sans précédent. A ces critiques le président Suharto répond aujourd'hui, affirme Antara : « Ils ne comprennent pas les problèmes. »

En 1984, le commandant en chef des forces armées, le général Benny Murdani, aujourd'hui ministre de la défense, avait nié une quelconque participation de militaires dans les escadrons de la mort, et affirmé qu'il s'agissait d'une guerre entre gangs. A cette époque, il était fréquent de trouver au petit matin, le long des routes de campagne ou à Djakarta, des corps criblés de balles ou encore des cadavres dans les rizières, où l'on pouvait lire la forme de la sculpture aux quatre-vingt-quatre ans.

La forme très diverse de l'œuvre de Noguchi, sa relative marginalité dans un monde qui aime les héros simples et aisément reconnaissables, explique que Noguchi reste si mal connu du grand public, alors qu'il aura été l'un des sculpteurs les plus remarquables de ce siècle. De l'objet le plus élémentaire, inspiré des anciennes traditions japonaises, aux formes les plus éblouissantes, la conception de jardins, tout le champ de la sculpture aura été exploré par cet artiste dont on ne retient trop souvent que l'œuvre monumentale.

Né en 1904 à Los Angeles, Isamu Noguchi était le fils d'un poète et professeur d'anglais à l'université de Keio, et de la romancière Leonie Gilmore. Il passera les premières années de sa vie au Japon, avant de revenir aux Etats-Unis à l'âge de quatorze ans, pour bientôt associer des études de médecine à l'apprentissage de la sculpture.

On retrouve aujourd'hui ses œuvres dans tous les grands musées,

Deux disparitions

Le poète soviétique Iouli Daniel Satire et contestation

Iouli Daniel, poète et satiriste dont le procès, en 1966, à Moscou, eut un retentissement mondial, est décédé vendredi 30 décembre à l'âge de soixante-trois ans d'une attaque cérébrale, a annoncé M^{me} Larissa Bogoraz, son ancienne femme.

Sous le pseudonyme de Nicolas Ajark, Iouli Daniel avait publié à l'étranger quatre nouvelles fantastiques. La plus célèbre, *Ici Moscou*, racontait que le président du Soviet suprême avait décerné une « journée des meurtres publics » pendant laquelle chacun pouvait exécuter qui il voulait, à l'exception des enfants, des militaires, des policiers et des employés des transports publics.

Jugé en février 1966, en même temps que l'écrivain André Siniaïski, il fut condamné à cinq ans de travaux forcés pour propagande et agitation antisoviétiques. Au

moment de son procès — à huis clos — il essaya vainement d'expliquer qu'il avait fait œuvre d'imaginaire et qu'il avait composé une satire pour mettre en garde ses compatriotes contre une renaissance du culte de la personnalité.

Le verdict (Siniaïski fut condamné à sept ans de travaux forcés) suscita une émotion d'autant plus grande que les deux écrivains refusèrent avec obstination de reconnaître leur culpabilité. Des protestations affluèrent de toutes parts, et notamment d'écrivains soviétiques de premier plan et de partis communistes étrangers. *L'Humanité* publia en bonne place une déclaration de Louis Aragon condamnant le verdict.

Détenu dans un camp de Mordovie dans des conditions particulièrement pénibles, Iouli Daniel fut transféré en 1970 à la prison de Vladimir, près de Moscou. A l'expiration de sa peine, il resta soumis à diverses restrictions de liberté.

Sa femme a été elle-même arrêtée en 1968 pour avoir manifesté sur la place Rouge contre l'invasion de la Tchécoslovaquie, et condamnée à quatre ans de travaux forcés.

Le sculpteur américain Isamu Noguchi Un paysagiste de l'art moderne

Le sculpteur américain d'origine japonaise, Isamu Noguchi, l'un des artistes les plus présents dans le monde, est mort vendredi 30 décembre à New-York. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans.

La forme très diverse de l'œuvre de Noguchi, sa relative marginalité dans un monde qui aime les héros simples et aisément reconnaissables, explique que Noguchi reste si mal connu du grand public, alors qu'il aura été l'un des sculpteurs les plus remarquables de ce siècle. De l'objet le plus élémentaire, inspiré des anciennes traditions japonaises, aux formes les plus éblouissantes, la conception de jardins, tout le champ de la sculpture aura été exploré par cet artiste dont on ne retient trop souvent que l'œuvre monumentale.

Né en 1904 à Los Angeles, Isamu Noguchi était le fils d'un poète et professeur d'anglais à l'université de Keio, et de la romancière Leonie Gilmore. Il passera les premières années de sa vie au Japon, avant de revenir aux Etats-Unis à l'âge de quatorze ans, pour bientôt associer des études de médecine à l'apprentissage de la sculpture.

En 1927 et en 1928, une bourse Guggenheim lui permit de séjourner à Paris, ville qui a alors quelque réputation en matière d'art où il travailla chez Brancusi. Celui-ci, comme Calder et Giacometti, mais aussi Picasso et Miro, influenceront durablement le jeune Noguchi, assés pour convertir à l'art moderne, un sculpteur venu de la « tradition », et qui retournera d'ailleurs faire de fréquents séjours dans les espaces riches d'inspiration de cette même tradition.

Isamu Noguchi vivait constamment de son travail de décorateur. Cela lui permit de passer les années 30 et 40 dans le calme propice de l'indifférence publique. Il travailla un langage de pierre fine, de polie, aux volumes amincis, étirés, où l'on pouvait lire la forme de l'os, de croissants ou de lunes. Et aussi des volumes multiples, comme des stériles qui accueilleraient les composantes peu descriptibles d'une imagination où s'entrechoquent le primitif et le postmoderniste. Et puis la reconnaissance publique, et même officielle, le prend enfin en charge et le propulse sur la scène internationale.

On retrouve aujourd'hui ses œuvres dans tous les grands musées,